

le mythe  
de  
l'islamisation

essai sur une obsession  
collective

Raphaël  
Liogier

Seuil



## Du même auteur

*Souci de soi, conscience du monde*

*Vers une religion globale ?*

Armand Colin, 2012

*Sacrée médecine*

*Histoire et devenir d'un sanctuaire de la Raison*

(avec Jean Baubérot)

Entrelacs, 2011.

*Les Évidences universelles*

Les éditions de la librairie de la galerie, 2011

*À la rencontre du Dalai- lama*

*Mythe, vie et pensée d'un contemporain insolite*

Flammarion, 2008

*Une Laïcité « légitime »*

*La France et ses religions d'État*

Entrelacs, 2006

*Le Bouddhisme mondialisé*

*Une perspective sociologique sur la globalisation du religieux*

Ellipses, 2004

*Jésus, Bouddha d'Occident*

Calmann- Lévy, 1999

*Être bouddhiste en France aujourd'hui*

(avec Bruno Étienne)

Hachette, 1997 ; nouvelle édition révisée,

« Pluriel », 2004

ISBN 978-2-02-109441-1

© Éditions du Seuil, octobre 2012

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)*

## Table des matières

[Couverture](#)

[Copyright](#)

[Collection](#)

[Table des matières](#)

[Introduction](#)

[1. - Comment l'autre qui nous submerge est devenu musulman](#)

[Au commencement était l'angoisse démographique](#)

[Décoloniser pour mieux régner](#)

[De la bougnoulisation à l'islamisation](#)

[2. - L'islam, combien de divisions ?](#)

[Les chiffres de la terreur](#)

[Vers une Europe islamique ?](#)

[Une bombe démographique ?](#)

[Un jihad nataliste ?](#)

[Un déferlement migratoire ?](#)

[Tous convertis ?](#)

[3. - De la submersion passive à l'invasion intentionnelle](#)

[État de siège](#)

[Trop musulmans pour être honnêtes](#)

[Pataphysique de la conspiration](#)

[Les idéologies contradictoires de la conspiration](#)

[Le Musulman métaphysique](#)

#### 4. - Le théâtre destructeur du mythe de l'islamisation

L'interprétation délirante des apparences

Huis clos

#### 5. - Le nouveau populisme européen

Une obsession transnationale

L'extrême droite n'est plus ce qu'elle était

Le déplacement du centre de gravité de la vie politique

Extension géopolitique du domaine de la lutte : de l'apartheid Euromed aux révolutions arabes

#### 6. - Dévoilements et aveuglements

Une ambiance collective paranoïde

Des mesures « prophylactiques » liberticides

Et ce n'est que le début...

L'hypermodernité musulmane et le contresens européen

Conclusion

Remerciements

## Introduction

Au milieu des années 2000, un mot étrange commence à imprégner les débats publics dans la plupart des sociétés européennes : *islamisation*. Les musulmans, dont le nombre s'accroît dangereusement, chercheraient à submerger et, *in fine*, à dissoudre les cultures nationales. Des mouvements se fédèrent autour de cette angoisse nouvelle. L'English Defense League, issue de supporters de football fanatiques, puis la Dutch Defense League, la Ligue de défense française, le Bloc identitaire, l'European Defense League ou l'Observatoire de l'islamisation sont autant d'associations apparues en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle entièrement vouées à la lutte contre l'islam.

Ces organisations très actives sont idéologiquement nourries de thèses conspirationnistes, dont une des plus populaires, connue sous le nom d'« Eurabia », a été lancée en 2005 par l'universitaire britannique née en Égypte Bat Y'eor. Selon celle-ci, il existerait un axe secret arabo-musulman-européen : une Europe moralement décadente et économiquement fragilisée depuis les chocs pétroliers des années 1970 aurait été en quelque sorte corrompue (soudoyée en particulier à coup de pétrodollars) par les pays arabes en échange de l'ouverture béante de ses frontières aux musulmans et de sa complaisance illimitée face à l'islam. Du point de vue des relations internationales, une politique aveuglément pro-arabe en général et pro-palestinienne en particulier serait une des illustrations de cette entente secrète. Du point de vue intérieur, le laisser-faire face à l'immigration massive de musulmans déferlant sur l'Europe – et devenus de plus en plus revendicatifs – serait une autre preuve de la vassalisation progressive du continent.

Le thème de l'islamisation ne touche pas seulement, au demeurant, des groupuscules proches de l'extrême droite ou identifiés comme tels. Les fondateurs du site Internet Riposte laïque créé en 2007, ouvertement acquis à l'hypothèse Eurabia, se présentent par exemple comme étant issus de la gauche laïque militante. Certains d'entre eux, tels que Pierre Cassin, sont d'ailleurs d'anciens trotskistes et rédacteurs du site républicainiste de gauche Respublica. Ils auraient pris conscience qu'il était urgent de se concentrer, au-delà des oppositions partisans, sur la résistance et la riposte à l'offensive musulmane qui disposerait en Europe « d'alliés surprénants » et qui viserait « à en finir avec la séparation des Églises et de l'État, [...] avec la démocratie », à traquer les « esprits libres » et « à supprimer la liberté d'expression »<sup>1</sup>. Riposte laïque – s'appuyant sur l'association Résistance républicaine – est devenu un des laboratoires dans lesquels s'est élaboré un nouveau populisme, non plus simplement nationaliste mais européeniste, entièrement fondé sur le rejet de l'islam. Outre le fameux « apéro saucisson-pinard », on lui doit la dénonciation en 2009 des prières hebdomadaires de musulmans dans la rue Myrha à Paris, interprétées comme un acte intentionnel d'occupation quasi militaire, dont la

police française serait même complice, comme le prouverait son laxisme en la matière<sup>2</sup>. En raison de la notoriété acquise à travers ce type de campagne, relayée entre autres par le Front national, un représentant du site sera entendu à l'automne de la même année par la commission d'information parlementaire sur le voile intégral.

Le mouvement a clairement une dimension européenne : une « Conférence anti-jihad internationale » s'est tenue à Zurich en 2010 sous l'égide de l'International Civil Liberties Alliance (ICLA), qui, contrairement à ce que son nom indique, s'occupe peu de liberté civile mais beaucoup de « désislamisation ». Des « Assises internationales sur l'islamisation de nos pays » ont aussi été organisées en décembre 2010 à Paris, réunissant des personnalités politiques comme le député suisse Oskar Freysinger ou des intellectuels comme Renaud Camus, que nous retrouverons dans le cours de ce livre.

Si cette vision effrayée était restée l'apanage d'une poignée de militants ou d'idéologues radicaux, elle ne serait pas totalement surprenante, mais elle s'impose aujourd'hui avec la force de l'évidence dans des discours abondamment diffusés dans les médias, parfois dans les déclarations de politiciens que l'on ne répertorie pas comme extrémistes, justifiant même l'élaboration de lois ciblées, singulièrement et avant tout en France, même si le phénomène a pris aujourd'hui une ampleur continentale. Nous ne sommes plus dans le rejet classique des étrangers qui voleraient « nos » emplois et s'intégreraient mal ; nous avons également dépassé la simple islamophobie qui s'est diffusée dans les années 1980 et 1990. Un pas supplémentaire a manifestement été franchi. Au-delà d'une éventuelle poussée démographique ou d'hypothétiques obstacles à l'« assimilation », la religiosité des musulmans, la visibilité des symboles d'islamité, le développement du commerce halal et, bien sûr, les différentes déclinaisons du voile sont désormais interprétés comme autant de signes d'une entreprise d'*acculturation inversée* : loin de s'« intégrer » aux populations européennes, les musulmans chercheraient à leur imposer leur propre mode de vie.

Le célèbre éditorialiste Ivan Rioufol n'hésite pas à comparer la situation actuelle de l'Europe à la Chute de Constantinople : « [...] ce qui frappe à la lecture de ce déclin et de l'effacement brutal de la civilisation byzantine [face à l'islam] est la permanence de sentiments contemporains, à commencer par le déni des dangers pourtant prévisibles [...]. » *Nous* ferions face à une « islamisation d'isolats plus ou moins étendus », ce qui *nous* conduirait « avant la fin de ce siècle » à un « progressif effacement culturel et identitaire rendant dérisoire toute résistance finale ». Rioufol en appelle solennellement, pour contrecarrer « ce destin d'une nouvelle France gagnée par un peuplement nouveau », à réagir vigoureusement, à se préparer à une « épreuve de force à engager avec l'islam politique », à une « confrontation » qui « devra être politiquement sans concessions pour être gagnée ». Devant l'imminence de la catastrophe, la tolérance, les accommodements, la négociation ne seraient plus de mise ; ceux qui « rejettent les conflits avec les minorités protégées et prônent le compromis devant l'islamisme sous prétexte de ne pas vouloir “cliver” n'auront pas leur mot à dire »<sup>3</sup>. Insidieusement, l'islam politique, autrement dit l'islamisme, ne serait plus une simple idéologie extrémiste, mais soutiendrait ce « peuplement nouveau » qui envahit nos territoires.

Les inquiétudes d'Ivan Rioufol réunissent ainsi les trois éléments principaux de la théorie de l'islamisation que l'on retrouve dans des proportions et avec des inflexions variables, comme on le verra, chez ses différents tenants :

– Il y aurait un nombre croissant de musulmans, qui submergeraient progressivement les populations européennes de souche, pénétrant des portions toujours plus grandes du territoire.

– Cet envahissement ne découlerait pas seulement d'un débordement démographique passif, mais répondrait à une volonté – concertée à l'échelle continentale, voire mondiale – d'en découdre avec l'Europe (et l'Occident) en vue d'imposer une civilisation fondée sur l'islam.

– Face à l'indolence des Européens aveugles à la transformation de leur propre culture, mais aussi en raison de l'occultation du danger par des intellectuels célébrant le multiculturalisme, l'islam ne pourrait que triompher.

Ces trois thèmes peuvent être plus ou moins accentués ou atténués ; ils n'apparaissent parfois que de manière implicite ou allusive. Le journaliste Éric Zemmour, star du petit écran, s'attardera plus volontiers sur l'intention musulmane d'imposer une contre-société. D'après lui, certains musulmans ne prieraient pas dans la rue par déficit de mosquées, « parce qu'ils manquent de place », mais parce qu'« il y a des groupes qui veulent montrer leur force »<sup>4</sup> ; le halal, « qui se répand », manifesterait un « ordre concurrent » qui se serait « substitué à l'ordre républicain » et que « les bandes » feraient parfois régner « au nom de l'islam » (dans certains quartiers, cet ordre serait même « maintenu par l'imam »)<sup>5</sup>. À cet égard, le déni des intellectuels « bien-pensants », cible récurrente des attaques du polémiste, confinerait à l'auto-aveuglement, comme le montrerait le parallèle avec la Turquie « que l'on donne comme modèle pour mieux rassurer les esprits occidentaux qui ne demandent qu'à être rassurés, [alors qu']une islamisation par le bas de la société grignote lentement mais sûrement les acquis laïques ». Lors du soulèvement tunisien du printemps 2011, les islamistes auraient ainsi « agi un peu à la manière des bolcheviques en 1917 », et « ce n'est pas un hasard car l'islam est un communisme avec Dieu »<sup>6</sup>. Cette vision semble partagée par le rédacteur en chef adjoint du *Figaro Magazine*, Jean Sévillia, qui voit dans l'islam le « communisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Selon ce dernier, qui ne va pas jusqu'à évoquer un conflit frontal, l'« irruption massive de l'islam dans nos pays » est un « fait majeur », gros de « toutes les inquiétudes »<sup>7</sup>.

D'autres, à l'instar d'Alain Finkielkraut, mettent plutôt l'accent sur la renonciation des élites, les ravages du politiquement correct, la loi du silence devant l'évidence de la menace : « Plus l'islam est violent, moins on a le droit de parler de la violence de l'islam. » Il serait pourtant indéniable que « le Coran est un livre de guerre », un bréviaire qui développe une morale de la conquête. Certes, « dans l'Ancien Testament, il y a des récits de guerre, mais il n'y a pas d'impératif de guerre comme dans le Coran »<sup>8</sup>. Le glissement des mots est important : ce n'est pas seulement l'islamisme qui est à redouter, mais l'islam en tant que tel et, dès lors, les musulmans dans leur ensemble.

L'idée d'une autocensure des médias et d'un traitement public favorable accordé à l'islam est aussi défendue par la démographe Michèle Tribalat : « Plus personne dans ce pays ne parle librement de la question de l'islam, sans crainte d'une poursuite, de menaces<sup>9</sup>. » Il y aurait un contraste saisissant « entre la bienveillance dont bénéficient ceux qui aujourd'hui se réclament de l'islam et à qui l'on accorde donc le droit à une identité particulière [...] et la dureté avec laquelle sont traités les autres. Ces derniers sont priés d'être aussi transparents que possible, sans attachement trop visible à leurs modes de vie ou à leur liberté<sup>10</sup> ». La démographe soutient que, même s'il n'y a pas (encore) une islamisation remarquable du pays (Michèle Tribalat est en effet, par ailleurs, une chercheuse rigoureuse), les minorités musulmanes auraient néanmoins réussi à



s'imposer à nous au point d'avoir « déjà changé nos vies dans un domaine vital à la démocratie : la liberté d'expression<sup>11</sup> ».

L'ouvrage qui développe le plus systématiquement cette perception angoissée est peut-être le best-seller de l'éditorialiste du *Financial Times* Christopher Caldwell : *Une révolution sous nos yeux : comment l'islam va transformer la France et l'Europe*. Publié en 2009 aux États-Unis et traduit en français en 2011, il égrène un à un les points d'une démonstration qui se veut implacable : le nombre de musulmans augmenterait plus rapidement que le reste de la population européenne ; toutes les immigrations ne se vaudraient pas ; l'islam serait inassimilable ; il existerait une intentionnalité musulmane de conquête, une volonté concertée des musulmans d'imposer leur propre culture et leur mode de vie à leurs hôtes aux dépens des valeurs européennes qu'ils combattraient ; ce processus serait passé inaperçu et pourtant plus rien à l'avenir ne sera comme avant ; la tolérance supposée à l'égard de ces populations appartenant à une autre civilisation serait donc une erreur historique majeure.

Le livre a été salué par le prestigieux périodique anglais *The Economist* et Michèle Tribalat a écrit la préface dithyrambique de la version française dans laquelle elle fait gré à l'auteur « d'avoir jeté par-dessus bord toutes les prudences oratoires qui rendent le discours jargonneux [...] ». D'après cette dernière, Caldwell ne tourne pas « autour du pot » et se pose ainsi la vraie question de savoir « si l'Europe pourra demeurer elle-même après la grande révolution démographique qu'elle connaît depuis quelques décennies, causée par une immigration étrangère porteuse d'islam dans une Europe vieillissante, languissante et sur le déclin. Il n'entretient pas le suspense et répond d'emblée par la négative »<sup>12</sup>. Caldwell prévoit en effet, *sans tourner autour du pot*, qu'« un jour prochain l'islam en Europe sera assez puissant pour que les Européens regrettent d'avoir croisé son chemin ». Pour éviter la défaite finale, il faudrait engager franchement le combat dès maintenant car « le prix à payer pour mener une bataille frontale contre l'islam ne fera que croître à mesure que les musulmans seront plus nombreux [...] »<sup>13</sup>.

À en croire Jean Sévillia, Caldwell ne serait pourtant pas « un excité, un boutefeu, un prêcheur de croisade », mais plutôt un « esprit libre »<sup>14</sup>. Cette eschatologie guerrière est du reste partagée par le grand historien et orientaliste Bernard Lewis. D'après lui, « les Européens sont en train de perdre leur amour-propre et leur confiance en eux [...], ils n'ont pas de respect pour leur propre culture » ; ils auraient déjà « capitulé face à l'islam sur leurs propres valeurs dans un état d'esprit d'“auto-humiliation”, de “politiquement correct” et de “multiculturalisme” » ; pour toutes ces raisons, les musulmans « semblent à la veille de s'emparer de l'Europe »<sup>15</sup>.

On pourrait multiplier ce type de citations à l'envi et les pages qui suivent ne complèteront que partiellement ce bref échantillon ; celui-ci est d'ailleurs très loin d'atteindre la virulence de certains propos que l'on trouve en abondance sur Internet, ainsi que tout lecteur pourra aisément s'en rendre compte si ce n'est déjà fait. L'intérêt de ces extraits est ailleurs. Ils soulignent la *banalisation* d'un discours, porté et donc accrédité par des personnalités renommées. Outre l'objet de leur préoccupation, l'autre point commun remarquable de ces « lanceurs d'alerte » d'un nouveau genre est leur sentiment paradoxal d'être des visionnaires solitaires que personne n'écoute alors même qu'ils disposent par leur notoriété d'un accès quasi illimité à toutes les tribunes et que, comme le montrent deux sondages Ifop réalisés en 2011 que nous détaillerons plus loin, 76 % des personnes interrogées sont convaincues que « l'islam progresse trop en France » et 42 % d'entre elles (pour ne prendre que l'exemple français, dont les chiffres sont proches de la moyenne européenne) perçoivent cette religion comme une « menace »<sup>16</sup>. Il est

bien possible que tous ces inquiets anonymes se considèrent aussi comme une minorité consciente d'un danger que personne à part eux ne prendrait au sérieux. Enfin, dernier trait préoccupant : les tenants de la théorie de l'islamisation (des terres, des cultures, des consciences européennes) nous enjoignent de *nous* mobiliser, de résister, de lutter contre les musulmans, au nom de la légitime défense qui s'imposerait face à l'esprit de conquête *qu'ils leur attribuent*.

Est-il possible d'échapper à l'affrontement stérile entre deux camps qui s'accusent mutuellement, à coups d'invectives, de tromper le peuple et d'intoxiquer l'opinion publique ? C'est en tout cas le pari que voudrait remporter ce livre en entreprenant une critique systématique des sources de ce discours et en s'efforçant d'en saisir les ressorts au lieu de se contenter de le dénoncer. L'enquête n'en montrera pas moins que l'idée selon laquelle l'Europe et la France en particulier seraient en phase d'islamisation relève purement et simplement du mythe.

Pour comprendre comment les musulmans en sont venus à incarner aux yeux des Européens une telle menace, il faudra tout d'abord remonter aux sources de ce mythe et en reconstituer la genèse. L'hypothèse de la « bombe démographique » musulmane qui serait prête à exploser sur le triple front de la natalité, de l'immigration et de la conversion sera ensuite passée au crible et réfutée. Après le volet quantitatif, l'enquête portera, en deux temps, sur le versant intentionnel du mythe : en premier lieu sur la description des scénarios contradictoires et/ou rocambolesques de la conspiration, puis sur les points d'appui, fallacieusement interprétés, qui leur donnent corps. Les deux derniers chapitres montreront que ce mythe, outre le climat délétère qu'il instaure, a des effets bien réels : il est à l'origine d'un véritable déplacement du centre de gravité de la vie politique européenne, mais également de mesures ciblées et liberticides très concrètes. Il restera alors à comprendre pourquoi les Européens ont tant besoin de l'« ennemi musulman ».

1. <[ripostelaique.com/qui-sommes-nous/](http://ripostelaique.com/qui-sommes-nous/)>.
2. <[ripostelaique.com/Revelations-sur-la-collusion-entre.html](http://ripostelaique.com/Revelations-sur-la-collusion-entre.html)>.
3. Ivan Rioufol, *De l'urgence d'être réactionnaire*, Paris, PUF, 2012, p. 176-179.
4. Paroles prononcées par Éric Zemmour sur i>Télé dans l'émission « Ça se dispute », le 26 février 2011.
5. Paroles prononcées par Éric Zemmour sur i>Télé dans l'émission « Ça se dispute », le 8 octobre 2011.
6. « Z comme Zemmour », RTL, 27 octobre 2011.
7. Jean Sévillia, « Le défi de l'islam », *L'homme nouveau*, 30 janvier 2011.
8. Entretien diffusé sur BFM le 27 novembre 2006.
9. Talk *Orange/Le Figaro*, 22 décembre 2010.
10. Michèle Tribalat, « L'Europe se shoote à l'islam ? Ou à la culpabilité ?... », <[www.atlantico.fr/](http://www.atlantico.fr/)>, 8 mars 2011.
11. Michèle Tribalat, « L'islam reste une menace », *Le Monde*, 7 mars 2012.
12. Michèle Tribalat, « Préface » à Christopher Caldwell, *Une révolution sous nos yeux : comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, Paris, Toucan, 2011, p. 15-16.
13. C. Caldwell, *Une révolution sous nos yeux*, op. cit., p. 456.
14. « L'islam est le plus grave défi posé à l'Europe », <[www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/](http://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/)>, 8 octobre 2011.
15. « Muslims about to take over Europe », *Jerusalem Post*, 10 juillet 2012.
16. Ifop, « Les valeurs des Français », décembre 2011, et, du même institut, « Le regard des Européens sur l'islam », février 2012.

1.

## Comment l'*autre* qui nous submerge est devenu musulman

Au commencement était l'angoisse démographique

En tant que telle, l'anxiété collective à l'égard d'un débordement démographique qui caractérise le volet quantitatif du mythe de l'islamisation ne date pas d'hier, mais plutôt des années 1950 en Europe, sans concerner à l'époque les musulmans en particulier, mais l'ensemble des peuples du tiers-monde.

Au cœur de cette période de prospérité et de plein-emploi que l'on appelle les Trente Glorieuses, les Européens regardent avec une certaine appréhension la distance qui se creuse entre eux, qui bénéficient de cette *glorieuse* prospérité, eux qui font de moins en moins d'enfants, et les plus pauvres qui en font de plus en plus, et qui sont si près géographiquement, juste de l'autre côté de l'étroite Méditerranée, en Afrique, au Moyen-Orient, un peu plus loin en Inde mais dans la continuité continentale, alors que la riche Amérique, elle, est protégée par le vaste océan Atlantique. Et ce malgré le fameux baby-boom, qui durera, suivant les pays, en gros une vingtaine d'années à partir de 1946, et qui a été très loin d'endiguer le mouvement de fond de baisse de la natalité qui avait commencé dès l'entre-deux-guerres et qui se poursuivra de façon encore plus forte à partir des années 1970.

Il semble aux Européens que l'écart entre leur monde vieillissant et opulent, se dépeuplant dangereusement, et un monde jeune et affamé se surpeuplant, risque de les conduire à la catastrophe. Comment empêcher, en effet, ces milliards d'êtres humains qui n'ont rien à perdre de franchir la fine palissade juridique qu'on appelle une frontière et qui les sépare de contrées d'où déborde une si désirable abondance ? Les aides au développement économique corrélatives des incitations à la limitation des naissances dans le tiers-monde propres à cette seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle sont avant tout censées empêcher la réalisation de ce scénario catastrophe qui hante une Europe qui se sent démographiquement fragile, prise de vertige perchée au sommet de sa domination économique, culturelle et politique, au sommet même de sa domination coloniale. L'ambiance est au néomalthusianisme pour les pays du Sud et, à l'inverse, à l'incitation nataliste

pour le Nord, par peur de la dénatalité européenne alimentée par exemple dès la sortie de la Seconde Guerre mondiale par les thèses du célèbre économiste, démographe et journaliste Alfred Sauvy<sup>1</sup>. Ce dernier, conscient par ailleurs de la nécessité de recourir à l'immigration pour répondre aux besoins de main-d'œuvre, se persuadera progressivement que le Sud, pauvre, jeune, débordant de vitalité va forcément finir par se « déverser » sur une Europe financièrement riche, mais vieillissante et déclinante. Ce « petit cap de l'Asie », pour reprendre une de ses expressions favorites, sera alors littéralement écrasé. Sauvy n'est pourtant en rien un extrémiste, un raciste, ni même un nationaliste. Père de l'expression « tiers-monde », forgée par analogie avec le tiers-état afin de dénoncer l'exploitation dont sont victimes les pays les plus pauvres de la planète, il deviendra néanmoins, conforme en cela aux angoisses européennes les plus profondes des Trente Glorieuses, le prophète d'une Europe qui s'apprête à sombrer sous l'irrésistible déferlement des flots de populations allogènes<sup>2</sup>.

Cette inquiétude exhale à chaque ligne du « Discours des fleuves de sang » prononcé solennellement à la télévision britannique à la fin des années 1960 par l'un des politiciens conservateurs les plus importants et les plus populaires du Royaume-Uni, Enoch Powell.

Le 20 avril 1968, alors que personne ne s'y attendait, Powell prononça en direct à la télévision nationale ce discours ahurissant contre l'immigration non européenne, plus exactement non blanche, en particulier en provenance de l'Empire britannique, le Commonwealth<sup>3</sup>. Discours d'une virulence, d'une radicalité sans précédent à ce niveau de l'establishment, qui reflète pourtant bien l'ambiance d'une époque, puisqu'il provoqua un débat national durable, des réactions populaires massives de soutien ainsi que des contre-réactions, antiracistes bien sûr. Bref, il mit le pays en ébullition. Pour Powell, la Grande-Bretagne court à sa perte, et il entend, tel un héros solitaire, quitter à sacrifier sa carrière, pousser un ultime cri désespéré face à l'aveuglement collectif au seuil d'un cataclysme aux conséquences irréversibles. « Dans toute l'Angleterre, des régions entières, des villes, des quartiers, seront entièrement peuplés par des populations immigrées ou d'origine immigrée », annonce-t-il gravement comme s'il alertait le monde de l'imminence d'un fantastique raz-de-marée contre lequel personne ne voudrait rien faire. Convaincu que, d'ici quelques dizaines d'années, le pays sera dominé par les immigrants (cinq mille d'entre eux se « déverseraient » chaque année en flux continu) et leurs descendants, il précise, avec une moue horrifiée, que rien que dans la ville où il est élu, Wolverhampton, arrivent chaque semaine vingt à trente enfants immigrés, comme s'il s'agissait de décrire la progression de la peste bubonique. C'est la raison principale, d'après Powell, pour laquelle les femmes britanniques ne trouvent plus de lits pour accoucher, que leurs enfants n'obtiennent pas de place dans les écoles, et même que leurs projets d'avenir se trouvent tout bonnement anéantis. Dès aujourd'hui (en 1968, donc), d'après lui, les immigrés sont responsables de nombreux troubles économiques et sanitaires, mais surtout, demain, ils domineront purement et simplement l'ensemble de la société. Les Britanniques auraient affaire à une expropriation progressive, à une prise de possession territoriale, d'abord sociale, économique, puis bientôt politique et, enfin, carrément culturelle. Ce ne sont pas n'importe quels immigrés, mais les Africains, Pakistanais, Indiens, bref tous ceux qui, dans le sens commun, ne sont pas de race blanche<sup>4</sup>, qui sont sur le point de défigurer le pays et de voler leur subsistance aux *vrais Britanniques* : « Il y a huit ans dans une rue paisible de Wolverhampton, une maison a été vendue à un Noir. Aujourd'hui, il ne reste plus dans cette rue qu'une femme blanche, une retraitée [...]. La rue, autrefois paisible, est devenue bruyante et chaotique. » L'homme de couleur est synonyme de chaos, de désordre, de

souillure, d'épidémie. Ce qui requiert une solution hygiénique d'urgence pour redonner au pays sa pureté chromatique.

Cette hantise d'une submersion par des populations allogènes, fondée sur l'évidence des distinctions d'ethnie, de couleur de peau, de civilisation (les trois notions étant vaguement équivalentes), est une nouveauté du xx<sup>e</sup> siècle. Et du xx<sup>e</sup> siècle européen. Certes, l'identité des groupes humains s'est toujours construite en opposition à l'Autre, dans l'imaginaire de l'antagonisme ou du moins de la différence<sup>5</sup>. Mais la quantité et la vitesse de reproduction supposée de l'étranger n'étaient pas jusque-là le ressort du rejet, du mépris ou de la crainte qu'il inspirait. En inventant la globalisation, l'Europe a aussi inventé la globalisation de l'autre projeté comme une quantité impersonnelle, comme un danger *global*, massif et passif, qui ne relève plus de l'affrontement singulier mais du raz-de-marée démographique général. L'*autre global* est appréhendé par des chiffres sans cesse exhibés, qui permettent, en outre, de rationaliser le racisme, de lui conférer une neutralité, de le rendre légitime.

Cette prophétie d'un désastre démographique, produit croisé de la dénatalité des Blancs européens et de la surnatalité de tous les autres, trouve son expression littéraire la plus aboutie dans l'étonnant roman de Jean Raspail, publié en 1972, *Le Camp des Saints*. À la suite de sa réédition en février 2011 enrichie d'une nouvelle préface de l'auteur, l'éditeur s'étonna d'avoir dû en tirer 40 000 exemplaires en moins de deux mois<sup>6</sup>. Qu'y a-t-il de si séduisant dans ce texte pour en faire un best-seller... près de quarante ans après avoir été publié pour la première fois ?

Dans des embarcations de fortune, des navires rouillés, s'agrippant à tout ce qui peut flotter, des Indiens affamés et se nourrissant de détritiques se dirigent lentement vers l'Europe. Nombre de ces bateaux, présentés comme des ordures flottantes, s'échouent et les flots engloutissent en masse femmes, enfants, hommes indistinctement. Mais comme ils se reproduisent à grande vitesse, plus vite encore qu'ils ne disparaissent, leur nombre augmente constamment. Parfois même, ils s'entretuent pour survivre tant ils ont perdu toute humanité, véritables morts-vivants guidés par le seul désir d'aborder et de piétiner le continent européen. Contre cette marée de bêtes quasi humaines affamées, instinctives, qui se traînent, violent, hurlent, copulent, défèquent et assassinent dans le même mouvement sans aucune notion du bien et du mal, on ne peut lutter avec des valeurs, on ne peut se permettre d'avoir pitié même lorsque des enfants, qui ne sont en réalité plus tout à fait des enfants, passent par-dessus bord et se noient. Ce ne sont plus des gens mais des corps réduits à l'état de virus, d'entités décérébrées qui ont perdu tout sens de l'individualité, qui ne savent que se multiplier, se répandre et détruire tout ce qu'ils touchent, avec lesquels on ne peut dialoguer, dont on ne peut endiguer la progression avec ces bons sentiments humanitaires propres à notre culture sophistiquée. Ce n'est pas de leur faute, ce sont de pauvres hères qui agissent sans préméditation, simplement parce qu'ils sont affamés.

Après le thème du débordement démographique apparaît celui de la corruption des élites, car les politiques, les journalistes, les intellectuels installés bien au chaud dans leur luxe, savent cette débâcle annoncée, mais continuent néanmoins, par démagogie, faiblesse, manque de courage, indécision, intérêt personnel, à en appeler au dialogue, à l'antiracisme, à la tolérance. Ceux-là, les Parisiens en particulier, qui regardent encore de loin le désastre remonter de la Méditerranée, préfèrent préserver les apparences en trompant le peuple sans vergogne. De toute façon, contrairement aux petites gens, lorsque ce sera trop tard, ces nantis s'envoleront *in extremis* dans leur jet dernier cri finir ailleurs leur vie oisive et théoriquement désintéressée d'humanistes.

Enfin, le troisième et dernier thème du roman de Raspail, est celui du héros tragique et solitaire, qui est comme l'*alter ego* positif du traître, de l'intellectuel européen corrompu. Dans le roman, c'est un vieux colonel qui, seul contre tous, au milieu de l'insouciance collective, contre les ordres des chefs d'états-majors soumis aux politiques, eux-mêmes soumis à l'intelligentsia médiatique, tente le tout pour le tout, en descendant à la rencontre de cette marée humaine. Son combat est désespéré, sacrificiel, parce qu'il est seul contre le nombre ; son geste, s'il est noble et guerrier, ne saurait peser face à l'innombrable inhumanité qui remonte lentement vers le nord. De nombreux corps sont écrasés sur son passage, sous son véhicule blindé, sans suffire, bien sûr, à endiguer cette immonde marée.

## Décoloniser pour mieux régner

S'il y a un point commun dans l'ensemble des politiques de décolonisation britannique et française, qui sont par ailleurs très différentes, c'est la volonté d'endiguer la pression démographique des populations ethniquement « différentes », économiquement pauvres et se reproduisant à une allure endiablée, qui pourraient bénéficier de la perméabilité des frontières à l'intérieur de leurs empires respectifs. C'est cette face ténébreuse et angoissée, non pas fière et condescendante, du complexe colonial qui a motivé en grande partie la politique de décolonisation. Nullement le souci de rendre leur souveraineté à des peuples agressés, mais la volonté d'éviter l'envahissement à long terme. Si de Gaulle décide soudain d'abandonner l'Algérie, ce n'est pas par la magie d'une crise de conscience, alors même que, sur le terrain, au mieux, la guerre tourne plutôt à l'avantage des troupes françaises et, au pire, est loin d'être perdue ; ce n'est pas non plus parce qu'il n'aurait plus voulu d'une Algérie française, mais parce qu'il s'est persuadé que, de Dunkerque à Tamanrasset, c'est la France qui finirait par devenir algérienne : « Avez-vous songé que les Arabes se multiplieront par deux, puis par cinq, pendant que la population française restera presque stationnaire ? Il y aurait deux cents, quatre cents, six cents députés arabes à Paris ? Vous voyez un président arabe à l'Élysée<sup>7</sup> ? »

Cette angoisse gaullienne face au dangereux accroissement de peuples allogènes n'est pas au reste apparue par enchantement au moment de la guerre d'Algérie. Dès 1945, de Gaulle déclarait que la « cause profonde de nos malheurs » venait de « notre » faible natalité. Pour prendre un nouveau cap, le général avait un plan implacable qui devait permettre d'« appeler à la vie » douze millions de bébés en dix ans, plan qui allait officiellement de pair avec une politique permettant d'introduire de « bons éléments d'immigration dans la collectivité » et pour laquelle est créé un Haut Comité consultatif de la population et de la famille<sup>8</sup>. Mais qui sont donc ces « bons » immigrés qui se distingueraient des mauvais ? Sur ce point, deux vues de l'immigration portées par deux personnages importants se confrontent, celle de Georges Mauco et celle d'Alfred Sauvy, que nous avons déjà rencontré. Leurs positions respectives sont résumées ainsi par l'historien Patrick Weil :

Pour ce dernier [Sauvy] mieux vaut des Italiens que des Turcs ou des Arabes, mais le besoin de population nouvelle pour la France est tel que si on n'a pas le choix, mieux vaut des Arabes ou des Turcs que pas d'immigrés du tout. Tandis que, pour Mauco, l'origine détermine tellement l'assimilation que, si on ne peut les choisir que parmi des Juifs ou des Arabes, mieux vaut pas d'immigrés du tout<sup>9</sup>.

Or ce sera Mauco, partisan acharné d'une politique d'immigration privilégiant les « Nordiques » et évitant au maximum les « Méditerranéens » de la rive sud, qui sera nommé à la tête du Haut Comité consultatif de la population et de la famille. En juin 1945, la lettre adressée par de Gaulle au ministre de la Justice montre bien que son choix est sans ambiguïté : « Sur le plan ethnique, il convient de limiter l'afflux des Méditerranéens et des Orientaux, qui ont depuis un demi-siècle profondément modifié les compositions de la population française. [...] il est souhaitable que la priorité soit accordée aux naturalisations nordiques (Belges, Luxembourgeois, Suisses, Hollandais, Danois, Anglais, Allemands, etc.). »

Si, face au besoin de main-d'œuvre, la politique française en la matière se révéla finalement plus pragmatique, pour le général il fallait éviter l'« afflux » de populations par leur essence (qualitativement, ethniquement, culturellement, religieusement) et par leur nombre (quantitativement) réputées inintégrables. Et l'abandon du processus d'« intégration » des musulmans d'Algérie à la nation s'imposait pour les mêmes raisons, ainsi qu'en témoignent ces propos célèbres, datant du 5 mars 1959 :

C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. [...] Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants. [...] Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se séparent de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront *peut-être* vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées<sup>10</sup> !

Cette déclaration informelle dit bien le fond de la pensée de l'ancien chef de la France libre, mais elle permet, surtout, de comprendre jusqu'à nos jours les ambiguïtés du concept d'intégration. À l'instar de Powell, de Gaulle était persuadé que l'intégration de certaines populations était impossible, comme il est impossible de mêler l'huile au vinaigre. La seule perspective plausible pour les Européens, s'ils ne ferment pas leurs frontières, est d'être à terme expropriés de leur environnement chrétien, le génie des lieux qu'ils ont patiemment façonné depuis des siècles.

L'abstraction des valeurs citoyennes, qui finissent par être insaisissables, confinées en un ciel des idées inatteignable pour l'autre, permet de justifier dans un langage rationalisé ce qui est éprouvé intimement et qui transparaît déjà dans la sortie verbale agacée de de Gaulle à l'encontre de son ami Raymond Dronne, Compagnon de la Libération, qui à l'évidence ne parvenait pas à saisir le fond de la pensée du général : « Voulez-vous être bougnoulisé ? Voyons, Dronne ! Donneriez-vous votre fille à marier à un bougnoule<sup>11</sup> ? » Permettre à l'autre d'exister en tant qu'Arabe, que Noir, que juif, que musulman, avec ses caractéristiques propres, autrement dit en tant que « personne concrète », pour parler comme Sartre<sup>12</sup>, est inacceptable. C'est ce que signifie, sans mésinterprétation possible, le refus gaullien de la « bougnoulisation », que l'on retrouve dans le refus de la « pakistanisation » de Powell en Angleterre, ou dans le refus de la « turquisation » en Allemagne.

La bougnoulisation est le nom vulgaire, direct, non euphémisé par des tableaux et des chiffres, de l'angoisse proprement européenne d'un débordement démographique allogène. Du reste, l'invective du général nous rappelle que le racisme moderne est le retraitement globalisé et rationalisé de l'angoisse de l'impuissance face à l'autre, l'angoisse de voir son territoire menacé, territoire matériel bien sûr, mais aussi territoire symbolique – angoisse archaïque s'il en est pour laquelle le territoire primaire n'est autre que « nos » femmes. Les « bougnoules » ne *doivent pas posséder nos* femmes : « Donneriez-vous votre fille à marier à un bougnoule ? » La réponse va de soi : non, bien sûr ! Pourquoi les femmes ? Parce qu'elles garantissent l'intégrité – la *mêmeté* – de la descendance ; elles garantissent l'identité du groupe et doivent être, par conséquent, maintenues à distance du sexe de l'étranger. Sexe de l'autre qui, au cœur de l'angoisse d'être atteint dans son identité, est l'objet, en retour, de tous les fantasmes : les Noirs, les Arabes sont plus vigoureux, plus fertiles, ils disposent d'organes sexuels plus massifs !

L'identité est relative à l'espace, à la possession d'un territoire physique et symbolique qui est marqué, à l'intérieur des frontières nationales, par les traces d'une présence, d'un style, d'un mode de vie. Mais l'identité est aussi relative au temps, au désir d'être identique à soi d'un jour sur l'autre en se regardant dans le miroir. Voilà pourquoi les « lieux de mémoire » sont si importants pour l'identité nationale. Ils constituent des points complexes où se concentre l'espace-temps identitaire, la conscience collective. Celui qui se sent pénétré par la mémoire collective des lieux, par des événements qui, même s'il ne les a pas vécus personnellement, ont été vécus par d'autres qui ont contribué à le faire devenir ce qu'il est aujourd'hui, éprouve le sentiment diffus d'avoir un avant, avant même sa naissance, et qu'il aura un après, après même sa disparition physique.

Fermer les frontières revient donc aussi à fermer l'horizon temporel, à exorciser la mort, qui semble être génétiquement annoncée, de l'Être européen. C'est ce qui ressort déjà des discours anti-immigrationnistes d'un Powell en Angleterre comme d'un Maucou en France. Et c'est sans doute ce qui explique en grande partie pourquoi l'Europe est la seule grande terre d'immigration à faire de la fermeture pure et simple des frontières sa doctrine migratoire, cultivant le « mirage de l'immigration zéro<sup>13</sup> » comme un idéal nourri par la nostalgie de sa puissance perdue.

## De la bougnoulisation à l'islamisation

La figure du musulman n'est pas devenue par hasard l'altérité adverse fondamentale de l'Europe, synthétisant dans sa seule image tentaculaire l'ancienne peur de l'explosion démographique des non-Blancs. On peut résumer, de façon caricaturale mais signifiante, en quatre grandes étapes la mutation du regard européen sur l'islam : le regard fasciné, surtout caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle, le regard méprisant caractéristique du XX<sup>e</sup> siècle, puis le regard effrayé à partir des années 1980 et enfin, aujourd'hui, le regard paranoïaque. Dans les trois premières situations, le musulman était un objet de fascination, de mépris et d'effroi parmi d'autres, à côté de l'Arabe, du Noir, de l'Asiatique, de l'étranger, de l'immigré. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le musulman devient – c'est du moins ce que nous voulons faire observer – la figure centrale de l'altérité indésirable, inassimilable, et par surcroît douée du désir d'anéantir l'Europe. Les autres figures, du Noir ou de l'Arabe par exemple, font toujours l'objet de mépris et de crainte, mais



même si elles sont visées, elles ne le sont plus en tant que telles ; elles sont devenues transparentes à ce nouveau regard fixé sur l'islamité.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la fascination pour l'Orient vise aussi bien le bouddhisme que l'hindouisme, l'islam ou les cultures arabe, persane, indienne, chinoise. Regard romantique sur l'autre lointain, l'orientalisme est le versant poétique de l'entreprise européenne de colonisation. Selon Edward Said, l'orientalisme « est un style occidental de domination, de restructuration et d'autorité sur l'Orient<sup>14</sup> », une poétique qui accompagne la conquête en marche, un peu comme une chanson de geste, lui conférant une grandeur, une beauté, et donc aussi une légitimité : « Le discours orientaliste est la contrepartie idéologique des réalités militaires et politiques des empires britanniques et français au Proche-Orient<sup>15</sup>. » Autrement dit, de même que la colonisation est l'extrapolation d'une nouvelle croisade, globale cette fois, l'orientalisme est le mythe, lui aussi global, de cette extrapolation. L'Orient construit par l'Occident, ensemble onirique projeté par les Européens sur les terres qu'ils foulent aux pieds, est dès lors un « signifiant flottant<sup>16</sup> », selon l'expression que Véronique Rieffel a adéquatement empruntée à Claude Lévi-Strauss, parce qu'il peut revêtir toutes les réalités traversées, se fondre dans tous les contextes. Ce qu'il démantèle dans le réel – l'Empire ottoman par exemple –, l'Occident le reconstruit en rêve. Il en fait même son rêve, colonisant aussi l'imaginaire, imposant sa propre nostalgie des cultures ainsi détruites et réduites à sa mesure, à travers les images de femmes lascives, de harems, de sagesse mystérieuses, de tapis volants. Ce qui est détruit, assujetti, rationalisé, commercialisé, bureaucratisé, dominé, est en même temps poétiquement regretté et re-projeté. Mêlant condescendance, curiosité, fascination mais aussi effroi, à l'égard des accoutrements, des aliments, des paysages, des récits, des corps, l'Orient devient le miroir dans lequel l'Europe se raconte.

Cet « Orient » comprend géographiquement le Maghreb<sup>17</sup> et s'étend jusqu'à l'Extrême-Orient, faisant fi des différences culturelles fondamentales. À l'égard des religions, en revanche, des distinctions se font bientôt jour. Ainsi, à la différence de l'islam, le bouddhisme sera présenté comme la religion rationnelle, naturellement occidentale, une spiritualité du nihilisme. Cette religiosité sans dieu<sup>18</sup>, ce « culte du néant<sup>19</sup> », ou encore cette spiritualité positive, est louée par Jules Ferry lui-même comme une « religion laïque ». Açoka, ancien empereur bouddhiste de l'Inde devient une sorte de prince éclairé, le Bouddha un être tolérant, et le bouddhisme une religion sans guerre. L'émerveillement à l'égard de l'islam est quant à lui assombri par l'image effrayante de Mahomet, sorte d'anti-Açoka, guerrier sanguinaire et polygame. On peut déjà percevoir une opposition entre le pacifisme supposé du bouddhisme et la barbarie évidente de l'islam ; en notre début de troisième millénaire, il débouchera sur le contraste saisissant entre un Ben Laden porteur du *jihad* terroriste et un Dalaï-lama messenger de la paix universelle<sup>20</sup>. En effet, derrière les extrapolations esthétisées résonne la célèbre phrase de Renan : « L'islam est la plus complète négation de l'Europe<sup>21</sup>. » Il n'y a pas encore la peur, mais déjà une forme de rejet au sein même de la fascination, parce que, contrairement au bouddhisme, à l'hindouisme, au taoïsme, avec lesquels nous n'avons jamais été vraiment en contact avant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'islam évoque encore le spectre médiéval du Sarrasin s'avancant jusqu'à Poitiers<sup>22</sup>.

La jurisprudence administrative coloniale exprima sans ambiguïté cette incompatibilité entre l'appartenance à l'islam et l'appartenance pleine et entière à la glorieuse et universelle civilisation européenne en stipulant qu'un Maghrébin ne pouvait devenir citoyen français, seulement et simplement parce qu'il était musulman. Un certain nombre d'indigènes algériens

convertis au catholicisme eurent alors la riche idée, ou l'outrecuidance, de revendiquer la citoyenneté française, n'étant plus de fait musulmans. En 1903, la Cour administrative d'appel d'Alger dut donc se faire plus explicite, spécifiant que le terme musulman « n'a pas un sens purement confessionnel, mais [...] désigne au contraire l'ensemble des individus d'origine musulmane, qui n'ayant point été admis au droit de cité, ont nécessairement conservé leur statut personnel musulman, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils appartiennent ou non au culte mahométan ».

Le complexe du colon à l'égard des Arabes et des musulmans (les deux étant confondus dans la même image) se concentre dans la personnalité du protagoniste principal du roman d'Henry de Montherlant *La Rose de sable*, écrit en 1932 mais dont la version définitive ne fut publiée qu'en 1968. Le lieutenant Auligny, légèrement frustré, timide, écrasé par une mère qui attend de lui des faits d'armes extraordinaires, est envoyé dans un poste marocain reculé. Nous avons affaire dans l'ensemble à un jeune homme plutôt honnête, mais pétri des préjugés de son époque. Il est charmé par les différences culturelles, les beautés de l'Orient, les paysages et les habitudes de vie, et se ferait presque convaincre par les paroles de ce peintre français vivant au Maghreb, très critique de la colonisation : « On dirait que l'islam, piétiné durant le jour, reprend possession de la ville, ne pouvant s'exprimer que la nuit [...]. Il semble qu'avec elle quelque chose de spirituel renaisse enfin sur le monde, nous lave des ces dix-huit heures de vulgarité et de barbarie<sup>23</sup>. » Le jeune Auligny regarde néanmoins les indigènes avec suspicion. Il peut même se montrer cruel, profiter de son autorité, tout en ne pouvant s'empêcher d'associer le monde musulman au sentiment de la pitié », et tout en se persuadant que la colonisation est une œuvre d'éducation nécessaire qui, en contrepartie, autorise le colon, par qui les indigènes sont « protégés et élevés » à s'asseoir à leur place dans le bus et éventuellement à leurs assener des « coups de pied au cul ».

Avec la décolonisation, cette même posture se transpose à l'échelle d'une métropole désormais presque privée d'outre-mer. Dans les années 1960, l'immigration arabo-musulmane relève d'une importation pure et simple de main-d'œuvre bon marché, qui sera, pour le cas français, progressivement organisée sous la houlette du grand patronat. L'islam attaché à cette population ouvrière souvent illettrée s'éloigne un peu plus des images fascinantes de l'Orient pour véhiculer un symbole d'archaïsme. Ce travailleur qui se trouve être souvent musulman est cependant moins stigmatisé en raison de sa foi que méprisé pour son identité d'immigré, la couleur de sa peau, sa langue, sa culture<sup>24</sup>.

À partir des années 1980, l'image de l'islam se détériore sérieusement, perdant presque totalement sa charge esthétique orientale, à laquelle se substitue la représentation de foules en tchador hurlantes et incontrôlables, de prédicateurs furibonds et antioccidentaux, du totalitarisme de la charia, de procès vindicatifs, de la violence faite aux femmes, du terrorisme : dans la lumière les masses hystériques et, dans l'ombre, les attaques terroristes qui se trament contre le « monde civilisé ». C'est la Révolution iranienne du 1<sup>er</sup> février 1979, avec le renversement du shah par l'ayatollah Khomeiny puis la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran en novembre de la même année, qui va transformer le regard occidental. L'islam fait alors une entrée tonitruante, à travers le tube cathodique de la télévision, dans la salle à manger des Européens, des Français en particulier comme le montre Thomas Delton<sup>25</sup>. Ces images n'en finiront pas de hanter la conscience collective européenne. C'est à cette époque que l'on

commence à parler d'« intégrisme islamique »<sup>26</sup>. Le contexte international interagit désormais négativement sur la représentation que nous avons de l'islam de « nos » travailleurs immigrés.

Or c'est à cette période, au moment où l'on parle des étés chauds des Minguettes en 1981 et 1982, au moment où les « quartiers », autrement dit les banlieues dortoirs, deviennent des espaces difficiles à gérer, au moment où l'islam devient à la fois l'expression d'une menace terroriste internationale et d'une revendication intérieure, que l'Europe sombre dans le chômage non plus frictionnel, celui qui huile les rouages d'une économie prospère, mais endémique et de longue durée, touchant aussi bien les milieux ouvriers que les cadres moyens et supérieurs. À la suite des chocs pétroliers du milieu des années 1970, dont les États musulmans, là encore, semblent responsables, l'Europe sort en effet brutalement des Trente Glorieuses, tout en prenant conscience que les descendants d'immigrés qu'elle avait jadis invités sur son territoire ne sont plus en transit mais définitivement installés ici. Et que, par surcroît, leurs enfants, en vertu des principes républicains qui sont les nôtres, sont des citoyens à part entière, ceux-là mêmes qui font entendre pour la première fois bruyamment leur voix.

Au sein des sociétés européennes, en France en particulier, on assiste au passage, chez les enfants d'immigrés arrivés à l'âge adulte, du statut de *minorité passive* à celui de *minorité active*. La stigmatisation subie par leurs parents a nourri un sentiment de révolte chez ces jeunes. Ils ne veulent plus endurer passivement le regard des Céfrens ». Les banlieues deviennent le lieu d'une revendication identitaire d'un nouveau genre, qui passe par la promotion d'une culture particulière, d'un langage comme le verlan, de modes vestimentaires comme le fait de laisser tomber son pantalon sous les hanches (habitude venue des Afro-Américains désireux de marquer leur solidarité avec les prisonniers à qui l'on retire leur ceinture). Mais elles sont aussi au cœur d'une réappropriation visible, voire ostensible, de l'islamité. La première « Marche des Beurs » de 1983, qui démarre par des affrontements dans le quartier des Minguettes à Vénissieux, est l'événement fondateur de ce nouvel état d'esprit.

Simultanément, des groupes islamistes menacent de plus en plus l'Europe, et finissent par frapper en France dans une première vague d'attentats en 1985-1986. Les deux problématiques ne tarderont pas à fusionner dans les imaginaires. Analysé en termes de déficit d'« intégration », le mal des « cités » dans lesquelles ont été concentrées les populations immigrées est bientôt perçu comme la projection à l'échelle locale d'une réalité globale. Des associations de citoyens se créent pour s'opposer à la construction de mosquées, en particulier à celle qui devait être édifiée à Mantes-la-Jolie depuis 1978, avec pétition à l'appui.

De l'assassinat, à l'automne 1981, du président égyptien Anouar el-Sadate, prix Nobel de la Paix, héros des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël, par des groupes extrémistes musulmans, à la multiplication des attentats en Algérie, jusqu'à la *fatwa* lancée en 1989 par le guide iranien de la révolution, l'ayatollah Khomeiny, contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, l'image internationale de l'islam ne cessera de se détériorer tout au long de la décennie 1980. Un sondage de 1985 rapporte ainsi que, à la question « Entre les deux expressions suivantes, quelle est celle qui correspond le mieux à l'islam ? », entre paix et violence, 60 % des Français répondent violence ; entre progrès et retour en arrière, 66 % retour en arrière ; entre protection de la femme et soumission de la femme, 76 % soumission de la femme ; entre tolérance et fanatisme, 71 % fanatisme<sup>27</sup>. La *fatwa* contre l'auteur des *Versets sataniques* entraînera notamment une série d'attentats et de meurtres contre les traducteurs et éditeurs du roman au Japon, en Italie, en Suède et en Turquie en particulier, et sera soutenue en

Europe même par des groupes de jeunes musulmans, surtout au Royaume-Uni, mais aussi en France : le 29 février 1989 sera ainsi organisée à Barbès une manifestation de soutien à la *fatwa* au cri de « À mort Salman Rushdie ! ».

Les attentats meurtriers de 1995 à Paris, enfin, opéreront une jonction entre deux représentations jusque-là encore séparées. L'un des responsables de ces dernières actions sanglantes, dont le parcours exemplaire est propre à confirmer l'idée du réseau mondial islamique et du *jihād* mené contre l'Occident, va cristalliser l'attention du public. Il s'agit de Khaled Kelkal : un Franco-Algérien formé au terrorisme en Algérie par le Groupe islamique armé (GIA). La photographie de ce jeune homme comme il en existe des milliers dans les banlieues associera durablement dans les imaginaires la figure du voyou et celle du terroriste.

Bien que la France soit particulièrement touchée en tant que premier pays musulman d'Europe occidentale, la représentation de l'islam se dégrade sur l'ensemble du continent. Lorsque le dirigeant du Soudan, par conséquent chef d'un des États les plus importants d'Afrique, se rendra aux Pays-Bas fin 1990, il y sera reçu non seulement avec peu de chaleur et de solennité, mais presque dans la clandestinité. Ce n'est sans doute pas un hasard si, à la même période, les discours antimusulmans fusent. La publication à cette date de l'ouvrage *Chute des Pays-Bas, pays de bouffons naïfs* a en particulier défrayé la chronique. Sous le pseudonyme de Mohamed Rasool, un auteur ou un groupe d'auteurs proches de l'extrême droite s'insurge contre la « cruauté » de l'islam, son caractère « barbare », et finit par prédire l'effondrement de la Hollande sous l'effet de la « bombe à retardement » représentée par les immigrés arabomusulmans. On pourrait imaginer qu'un tel pamphlet, caricatural aussi bien dans ses propositions que dans son style, a été fustigé par la presse, qualifié de raciste ou au moins de xénophobe, mais il n'en fut rien sur le moment. De surcroît, le leader politique plutôt modéré, même s'il est réputé pour son « franc-parler », Frederik Bolkestein, reprit à son compte les thématiques de Rasool, affirmant l'opposition insurmontable entre « nos valeurs » occidentales et « leur tradition » retardée, alertant le peuple hollandais devant le danger non pas d'une simple immigration mais d'une véritable « migration de nations » en passe de submerger le continent. Le chef du Parti populaire pour la liberté et la démocratie entendait ainsi défendre les Pays-Bas et l'Occident contre ce déferlement interprété comme une guerre de conquête, un *jihād* implicite, invisible, sournois et d'autant plus destructeur. L'islam est devenu en quelques décennies à ce point la « mauvaise religion » qu'en France il sera même décrié par Alain Vivien dans le rapport de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS) en 1999.

Le début du troisième millénaire est évidemment marqué par les attentats spectaculaires du 11 septembre 2001. L'effondrement des tours en plein cœur de Manhattan va provoquer un traumatisme dans l'ensemble des sociétés industrielles avancées, en Europe et en Amérique du Nord en particulier. Une des conséquences de cet événement, qui est rarement soulignée parce que l'on prête presque exclusivement attention à la politique de revanche américaine qui sera menée en Afghanistan et en Irak, est le développement aux États-Unis, particulièrement dans les milieux conservateurs, de l'idée selon laquelle l'Europe serait responsable de ce désastre, que ce continent a été pendant des décennies le marchepied de l'islamisme, sa porte d'entrée vers l'Occident. C'est pourquoi les premiers écrits popularisant le concept d'islamisation européenne sont d'origine américaine. Et, de fait, après le 11-Septembre, les attentats revendiqués par des islamistes se succéderont en Espagne, en mars 2004, faisant 200 morts et 1 400 blessés, à Londres, où quatre bombes exploseront dans la journée du 7 juillet 2005, faisant 56 morts et 700 blessés, en Hollande avec l'assassinat particulièrement violent du réalisateur Theo Van Gogh en

2004 : après avoir été criblé de balles, il est achevé en public par égorgement. À cela s'ajoutent des enlèvements d'Occidentaux revendiqués par Al-Qaïda au Maghreb et en Afrique subsaharienne.

Dans le même temps, l'islam des nouvelles générations d'Européens est de plus en plus visible. La consommation halal se développe au point de devenir un marché suffisamment lucratif pour que des fast-foods proposent ce type de produits, pour que des grandes surfaces lui consacrent des rayons spécialisés. Certaines jeunes filles, très minoritaires mais aussi très volontaires, se mettent à porter le voile intégral. Cette nouvelle intensité de la foi, qui peut se manifester par une visibilité accrue et parfois surprenante, y compris pour les vieux musulmans traditionnels, se traduit aussi par une recrudescence de fréquentation dans les mosquées, qui sont trop peu nombreuses et pas assez vastes pour accueillir ces nouveaux fidèles.

Les événements terroristes internationaux, les attaques très violentes sur le territoire européen, ont progressivement été amalgamés à la nouvelle intensité croyante des musulmans européens, avec ses expressions esthétiques de plus en plus perceptibles, surtout chez les jeunes. Or, au moment où ces évolutions se produisent, l'Europe ne fait plus seulement face à une crise économique et sociale. La crise est plus profonde, elle est symbolique. C'est l'identité des nations européennes qui est fragilisée depuis que la première puissance mondiale, les États-Unis, s'est progressivement tournée vers de nouveaux partenaires privilégiés comme la Chine ou l'Inde, qui représentent un poids démographique et économique sans commune mesure avec les États d'Europe pris individuellement. La place de la France comme du Royaume-Uni en tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies est remise en cause. Les États-Unis mènent leur croisade anti-*jihad* quasiment en solitaires, devenant les seuls gendarmes de la planète. L'avis des États européens n'est demandé qu'à titre formel. Dans le même temps, de multiples tentatives d'unir l'Europe fédéralement afin de lui conférer un nouveau poids international, plus conforme à ses ambitions, échouent. Il n'est même pas possible de trouver un terrain d'entente sur une Constitution commune.

Dans ce contexte délétère, des débats sont organisés dans de nombreux États européens sur les identités nationales, parfois par les gouvernements eux-mêmes. Au croisement du sentiment de déclin et de la quête identitaire, deux peurs se conjuguent chez les Européens : à l'angoisse de ne plus ressembler à ceux qu'ils ont été répond la crainte de ne plus se rencontrer eux-mêmes dans leurs propres rues, celles de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Milan, mais d'y trouver à leur place les visages multiples de l'étranger, des visages de couleur, et puis des accoutrements bariolés, des djellabas, des turbans.

Au terme de la lente dégradation des imaginaires de l'islam, c'est spontanément sur lui que se focalise alors cette crise symbolique : son impossible intégration, sa montée irréversible, sa visibilité outrancière. Devant une Europe fragile et désunie, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même, l'ombre de sa grandeur passée, une force paraît au contraire unifiée et omniprésente : l'islam. Au début du troisième millénaire, l'« islamisation » est ainsi devenue le nom de synthèse de la « pakistansation », de la « turquisation » et de l'« arabisation » (et de quelques autres *alterations*). Rappelons qu'une synthèse n'est pas un résumé, mais une combinaison inédite d'éléments dont l'assemblage révèle un sens nouveau : le Pakistanais au Royaume-Uni, le Turc en Allemagne et l'Arabe en France, qui ont pour point commun d'être musulmans (en principe !), ont été unis dans les représentations collectives. Unis pour imposer à l'Europe une colonisation de l'intérieur.

1. Alfred Sauvy sera d'ailleurs le premier directeur de l'Institut national d'études démographiques créé à la sortie de la guerre en 1945, suite à l'impact de ses thèses natalistes (*Richesse et population*, Paris, Payot, 1943).
2. Alfred Sauvy, *L'Europe submergée. Sud-Nord dans trente ans*, Paris, Dunod, 1987.
3. Son titre, « Des fleuves de sang », lui a été donné en raison d'une des phrases prononcées par Powell sur la fin de son discours : « *Like the Roman, I see the river Tiber foaming with much blood...* »
4. En prenant « race blanche » au sens raciste du terme, c'est-à-dire comme une expression vague visant l'autre, celui qui n'a pas exactement la même couleur de peau – bref, le « basané ».
5. Pierre Clastres, parmi d'autres, montre très bien que « chaque communauté a besoin, pour se penser comme telle (comme totalité une), de la figure opposée de l'étranger ou de l'ennemi » (*Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 1997, p. 61-62).
6. Jean Raspail, *Le Camp des Saints*, Paris, Robert Laffont, 2011 [1972] ; « *Le Camp des Saints*, brûlot de Jean Raspail, à l'assaut des librairies », *Le Parisien*, 9 avril 2011.
7. Cité par Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. I, « *La France redevient la France* », Paris, De Fallois, 1994, p. 56.
8. Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, « Folio », 1995.
9. Patrick Weil, « Georges Mauco, expert en immigration : ethnoracisme pratique et antisémitisme felleux », in Pierre-André Taguieff (dir.), *L'Antisémitisme de plume (1940-1944). Études et documents*, Paris, Berg International, 1999, p. 275.
10. Propos rapportés par Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. I, *op. cit.*, p. 52, et repris par Benjamin Stora, *Le Transfert de mémoire*, Paris, La Découverte, 1999.
11. Cité par Jean-Raymond Tournoux, *La Tragédie du Général*, Paris, Plon, 1967 ; repris dans *Le Petit de Gaulle illustré*, Paris, Éditions Le Crapouillot, 1967.
12. « [...] les Juifs, comme aussi les Arabes ou les Noirs, dès lors qu'ils sont solidaires de l'entreprise nationale, ont droit de regard sur cette entreprise ; ils sont citoyens. Mais ils ont ces droits à titre de Juifs, de Noirs, ou d'Arabes, c'est-à-dire comme personnes concrètes » (Jean-Paul Sartre, *Réflexion sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1954 [1946], p. 155).
13. Catherine Wihtol de Wenden, *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, Presses de Sciences po, 1999, p. 36-42.
14. Edward W. Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2005 [1978], p. 15.
15. John Tolan, *Les Sarrasins. L'islam dans l'imagination européenne au Moyen Âge*, Paris, Aubier, 2003, p. 19.
16. Véronique Rieffel, *Islamania*, Paris, Institut des cultures d'islam, 2011, p. 17.
17. Mot arabe qui signifie pourtant Occident.
18. Ce qui est faux : certaines écoles bouddhistes possédant une multitude de dieux ou héros divins, tels que les bodhisattvas.
19. Roger-Pol Droit, *Le Culte du néant. Les philosophes et le Bouddha*, Paris, Seuil, 1997.
20. Raphaël Liogier, *À la rencontre du Dalai-lama. Mythe, vie et pensée d'un contemporain insolite*, Paris, Flammarion, 2008.
21. Ernest Renan, *De la part des peuples sémitiques dans l'histoire de la civilisation*, 1862.
22. J. Tolan, *Les Sarrasins*, *op. cit.*, p. 18.
23. Henry de Montherlant, *La Rose de sable*, Paris, Gallimard, 1968, p. 235 et *ibid.*, p. 237-240, pour les citations suivantes.
24. Abdelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
25. Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France (1975-2005)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 15.
26. Voir Claire Brière et Olivier Carré, *L'Islam, guerre à l'Occident ?*, Paris, Autrement, 1983.
27. Cité par Yvan Gastaut, « L'islam français est-il soluble dans la laïcité ? », *L'Histoire*, n° 289, juillet-août 2004, p. 93-94.

## 2.

# L'islam, combien de divisions ?

### Les chiffres de la terreur

L'angoisse de la submersion démographique s'est aujourd'hui entièrement focalisée sur l'islam. On compte le nombre de mosquées, de minarets, de jeunes filles voilées, de musulmans dans l'armée, au chômage, etc. On dénombre les associations musulmanes ou semblant l'être. On évalue le taux de natalité des musulmans, leurs mouvements migratoires, les conversions à l'islam. On fait des comparaisons entre pays, on dresse des cartes dont on tire des conclusions catastrophiques conduisant à des projections apocalyptiques. Trop de musulmans, toujours trop, et toujours plus aujourd'hui qu'hier, et encore plus demain qu'aujourd'hui. On ne sait jamais très bien d'ailleurs d'où viennent ces chiffres. Ils sont souvent obtenus par de savants croisements entre les origines nationales, de vagues informations fournies par les ministères de l'Intérieur, ou tout simplement issus de déclarations de leaders politiques, de journalistes ou de personnalités qui seraient particulièrement bien informées. Et lorsqu'ils émanent d'instituts plus sérieux, ils sont grossis, mis en scène, détournés de leur contexte, avant d'être repris comme des « informations » sur Internet, mais aussi dans des débats prétendument sérieux.

Un nombre considérable d'éditorialistes et d'essayistes, omniprésents sur les plateaux de télévision et de radio, sont devenus des références en la matière, héros « solitaires » contre la bien-pensance. Leurs propos sont relayés massivement dans les médias, distillés sur Internet, au point de faire de leurs « chiffres » des évidences, la preuve arithmétique, aussi indéniable que deux et deux font quatre, d'une islamisation démographique. Cette conviction imprègne ainsi l'espace public. En 2011, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, Claude Guéant n'a pas hésité à affirmer que les musulmans posent problème ne serait-ce que parce qu'ils sont trop nombreux<sup>1</sup>. Une opinion que semblent partager les 76 % de Français qui pensent que « l'islam progresse trop en France », si l'on en croit le sondage Ifop réalisé à l'automne 2011<sup>2</sup>, qui fait aussi apparaître que ce sentiment de progression excessive a augmenté de cinq points par rapport à 2010. Cette vision obsédante du « trop de » musulmans, l'impression que leur nombre s'accroît

dangereusement va bien au-delà des sympathisants de l'extrême droite, et transcende même les clivages gauche-droite.

Il serait fastidieux de reprendre le détail des innombrables essais, articles, entretiens où cette thèse est défendue, tant la structure de leur démonstration d'une menace démographique musulmane est imperturbablement la même, avec seulement des variations sur les chiffres. Quelles que soient les sensibilités idéologiques, libérale et pro-américaine ou nationaliste et anti-américaine, l'intrigue centrale se résume à raconter l'histoire anticipée de la mort de l'Europe, son avancée vers le néant.

La vidéo anglophone intitulée « Génocide des Européens, islamisation du monde occidental, démographie<sup>3</sup> », qui circule sous différentes formes et dans différentes langues sur Internet, fait partie de ces montages fantasmatiques qui réunissent les points essentiels de la démonstration. « Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard ! » annonce d'emblée, dans la version anglaise, une voix grave. Une carte du continent apparaît, alors que la voix, péremptoire, nous prédit que « l'Europe va cesser d'exister », engloutie par la dénatalité qui aurait atteint un point de non-retour : 1,3 enfant par couple en moyenne. « Nous » allons donc disparaître. Mais aussitôt, paradoxalement, il est dit que la population européenne augmente. L'énigme est vite résolue : l'immigration continue, elle, à progresser. Et l'immigration, c'est l'islam. Sous le mot *immigration* apparaît d'ailleurs le croissant musulman. Pire que disparaître donc, l'Europe va devenir musulmane, puisque, depuis 1990, 90 % des immigrés qui arrivent en Europe seraient musulmans, autrement dit presque tous. Et ces immigrés et leurs descendants ne se contentent pas de venir s'installer ici, ils s'y reproduisent à un rythme effréné puisque l'on dénombrerait 8,1 enfants par foyer.

Les drapeaux des nations européennes défilent ensuite sur l'écran, et d'autres chiffres s'abattent : en France, d'abord, il y aurait déjà plus de mosquées que d'églises dans le sud du pays, 30 % des jeunes de moins de vingt ans seraient musulmans. Passons à la vision de l'avenir : en 2027, 1 Français sur 5 sera musulman. Allez savoir pourquoi 2027 et pas 2032 ou 2018, ou même des chiffres ronds comme 2020 ou 2030. Sans doute parce qu'un chiffre rond donnerait une impression d'artifice. Or la précision se veut scientifique : c'est en 2027, pas avant, les calculs sont formels. Après ce bombardement de chiffres, la conclusion s'impose d'elle-même : à terme, la France sera une République islamique. Forcément. Quel autre régime des musulmans, dès lors qu'ils sont en majorité, pourraient-ils bien instaurer ? Au Royaume-Uni, le nombre de musulmans aurait été multiplié par trente ces trente dernières années, passant de 82 000 à 2,5 millions. Cette fois on ne nous assène pas des chiffres si précis qu'ils en paraissent solidement établis, mais des rimes numériques : *en trente ans* les musulmans se sont *multipliés par trente* – cela sonne aussi bien que cette autre idée avancée selon laquelle 90 % des immigrés seraient musulmans depuis 1990. C'est au tour de la Hollande, qui n'est plus seulement l'autre pays du fromage, mais celui de l'islam, puisque 50 % des nouveau-nés y seraient musulmans.

La Russie apparaît ensuite, atteinte en profondeur, avec 25 % de sa population déjà musulmane, mais où surtout les ennemis de l'intérieur ont infiltré l'armée puisque 40 % des militaires russes seront musulmans « dans quelques années ». Autrement dit, ces militaires ne sont pas vraiment des soldats mais avant tout des musulmans, comme jadis les juifs-traîtres, à l'instar du capitaine Dreyfus, avaient infiltré l'armée d'une nation, la France, à laquelle ils ne pouvaient par essence être loyaux. Nous retournons ensuite plus à l'ouest, en Belgique plus exactement, dont la population compterait également 25 % de musulmans. Et ce n'est pas près de



s'arranger puisque 50 % des nouveau-nés appartiendraient déjà à cette confession. Fort de son expérience du « problème », le gouvernement belge aurait d'ailleurs déclaré, toujours selon la vidéo, qu'en 2025 un tiers des enfants européens naîtront mahométans.

L'idée d'une natalité musulmane spécifique, qui serait *au moins* deux fois supérieure à la moyenne, est devenue une évidence sur Internet. À son tour, la puissante Allemagne doit s'avouer vaincue, écrasée par la loi du nombre, puisque, « d'après son gouvernement », elle deviendra un pays musulman d'ici 2050 – on ne sait ni par qui dans ce gouvernement ni quand et en quelle circonstance une telle déclaration aurait été faite. Ce même gouvernement aurait déclaré dans la foulée, tentant sans doute d'alerter les nations riveraines, que non seulement il y aurait déjà 52 millions de musulmans en Europe (alors que les chiffres *moins secrets* ne donnent que près de 16 millions) mais qu'en plus ce nombre doublerait en vingt ans, ce qui donne 104 millions de citoyens. Et ne pensons pas que le reste du monde occidental puisse rester sauf, non, car déjà le Canada serait touché en profondeur, et les États-Unis aussi. « Le monde change », affirme la voix, « réveillez-vous ! » nous enjoint-elle fermement, car des recherches (!) démontrent que dans cinq ans l'islam dominera le monde.

## Vers une Europe islamique ?

L'Europe serait habitée, secrètement, par 50 millions de musulmans selon les estimations les plus hautes qui circulent sur Internet, et ce nombre devrait doubler dans les vingt ou trente ans à venir. Ces chiffres ne sont pas inventés par des hurluberlus, mais lancés par des gens apparemment crédibles, par exemple par le journaliste Mark Steyn, d'origine canadienne mais vivant aux États-Unis, éditorialiste dans de grands quotidiens, auteur d'essais à succès, comme l'apocalyptique *America Alone : The End of the World as We Know It*<sup>4</sup>, qui fut classé dans la liste des best-sellers du *New York Times*. Steyn est souvent invité en *prime time* à la télévision, mais aussi dans des émissions sérieuses d'information. Il y est présenté comme un expert de l'Europe, des relations internationales, de l'islam. Certes, proche des conservateurs, il est plus volontiers invité sur des chaînes et dans des programmes de cette tendance politique, par exemple en 2010 dans l'émission « Deadline » sur Fox News. Il y expliqua, au cours d'un long entretien avec l'animateur dans lequel il jouait le rôle du spécialiste objectif, que la démographie était en train de changer radicalement l'Europe, de transformer totalement sa population, que les grandes agglomérations telles que Bruxelles ou Amsterdam et presque toutes les grandes villes françaises étaient les premières citadelles perdues.

Steyn semble être le père de l'expression de « génocide européen ». La responsabilité essentielle de ce massacre, s'il est perpétré par les musulmans du simple fait de leur accroissement, revient au multiculturalisme, à la social-démocratie, bref, à la trahison des élites bien-pensantes. D'après cet observateur si bien informé, les imams seraient subventionnés par un État français gangréné de l'intérieur ! Lorsqu'on lui demande ce qu'il pense dès lors de la votation suisse prohibant la construction de minarets ou de la loi française anti-*niqab*, il répond qu'évidemment ces mesures vont dans le bon sens mais, malheureusement, arrivent trop tard. Trop tard pour quoi ? Quelle est donc cette tragédie qui ne peut plus être évitée ? Le nombre, la quantité, la multiplication des musulmans, qui devraient représenter, d'après notre auteur, 40 % de la population européenne d'ici à... 2020. Il serait en tout cas « certain » que tout habitant de

ce continent ayant en dessous de 40 ans aujourd'hui, et qui vivra au moins jusqu'à 60 ou 75 ans, finira ses jours dans un monde islamique.

Sachant que les musulmans représentent actuellement près de 4 % de la population de l'Union européenne (en prenant au plus large, alors qu'un grand nombre de ceux qui sont classés ainsi ne sont, si l'on veut, que de culture d'origine musulmane), on ne comprend pas comment, en moins d'une génération, ce pourcentage pourrait être multiplié par dix. Imaginons que tous les musulmans putatifs, considérés comme tels en raison de leurs origines ethniques, nationales, culturelles, fassent effectivement plus d'enfants que la moyenne et que l'immigration en provenance des pays reconnus comme culturellement musulmans en reste au niveau actuel, ils pourraient difficilement dépasser 10 % de la population européenne... dans un siècle<sup>5</sup>. Il faudrait donc compter sur une explosion de l'immigration, mais aussi sur des conversions (vraiment) massives. Il y aurait plus de 100 000 convertis par an au Royaume-Uni, selon l'énorme chiffre qui circule sauvagement encore sur Internet (et qui semble avoir été « confondu » avec le nombre total de convertis qui correspond à peu près à cela d'après les enquêtes que nous évoquerons plus loin).

Le ballet des chiffres ne semble pas vouloir s'arrêter ; ils virevoltent, comme ceux qui ont pu être entendus depuis 2009 à propos du nombre de femmes portant le *niqab* en France : elles étaient quelques centaines au printemps 2009, 200 disait-on, puis 400 ; à l'automne, elles étaient quelques milliers, 2 000 paraît-il. Apparemment, les musulmans se prépareraient d'ailleurs à recevoir ces nouveaux fidèles en construisant des mosquées à tout-va, puisque leur nombre se serait accru de 1 500 % en trente-cinq ans (150 en 1976 et 2 368 en 2011). Cette information est par ailleurs numériquement juste : il n'y avait presque pas, en effet, de lieux de culte musulmans dans les années 1970 et, malgré cette progression qui a l'air fulgurante, ils sont toujours moins nombreux que pour les autres confessions en proportion du nombre de fidèles. Le chiffre de cette augmentation destiné à impressionner est diffusé, sans explication, dans presque tous les sites proches du nouveau populisme européeniste, en général accompagné d'« informations » moins justes, avançant par exemple qu'il existerait un programme de démolition d'églises abandonnées par la manne publique<sup>6</sup>, ou même que l'on penserait sérieusement, et de « source sûre », à les transformer en mosquées. On établit ainsi un fallacieux rapport de cause à effet. Nombre de maires se soumettraient à l'occulte puissance islamique en finançant largement leur construction<sup>7</sup>.

Aucune autre religion au monde n'est l'objet d'une telle distillation de chiffres et de conjectures. Je n'aurais pas éprouvé le moindre besoin de les évoquer, ou même de démontrer leur fausseté, si de tels chiffres n'étaient pas à ce point devenus évidents qu'ils m'ont été répétés d'innombrables fois lors de mes conférences ou dans des débats. On me tiendra le langage suivant : « Vous avez peut-être raison, peut-être que ces gens-là ne sont pas si mauvais qu'on le dit... mais, enfin, vous ne pouvez pas nier que numériquement... » Et le défilé des chiffres commence alors. Il est par conséquent important de mettre à plat les données sérieuses dont on dispose, même si, quand bien même cette progression serait réelle, marquant simplement le dynamisme d'une foi, on ne voit pas très bien en quoi elle mettrait nécessairement en péril l'Europe, la démocratie ou la culture chrétienne.

Une bombe démographique ?

L'islam serait en soi plus nataliste que les autres confessions. Michèle Tribalat écrit, par exemple, que « l'islam bénéficie d'une dynamique démographique plus favorable que le catholicisme », comme s'il existait une spécificité musulmane en la matière, distincte du contexte économique et social<sup>8</sup>. Sans aller jusqu'à prétendre avec Youssef Courbage et Emmanuel Todd que « toutes les religions sont ouvertement ou implicitement natalistes<sup>9</sup> », il est certain que le nombre élevé d'enfants est hautement valorisé dans le monde biblique en général : « Vous donc, croissez et multipliez ; peuplez en abondance la terre, et multipliez sur elle » (Gn 9, 7). On ne voit pas très bien ce que le Coran ajoute d'essentiel sur ce point lorsque le texte déclare, effectivement, que les enfants sont précieux<sup>10</sup>.

Le pieux discours du politicien islamiste Necmettin Erbakan, Premier ministre de la Turquie de juin 1996 à juin 1997, dans la bonne ville hollandaise d'Arnhem en 1989, n'a toutefois rien fait pour invalider la perspective terrifiante d'une invasion nataliste : « Les Européens sont malades [...]. Nous leur donnerons les médicaments. L'Europe entière deviendra islamique. » Les rodomontades d'Erbakan semblent être devenues des sources « sûres » d'information annonçant un déferlement de populations musulmanes sur notre vieux continent. À en croire les forums, blogs, sites Internet, journaux qui s'alarment de l'invasion islamique, il faudrait d'ailleurs rapprocher ce genre d'allusions du célèbre discours de mars 1974 prononcé par le président algérien Houari Boumédiène devant l'ONU : « Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire. » L'idéologie tiers-mondiste (Boumédiène fut un des responsables et promoteur du Mouvement des non-alignés), dans le contexte politique postcolonial de l'époque, ne compterait pour rien dans de telles paroles. De même, cette phrase, probablement apocryphe (mais qu'importe) qu'aurait prononcée Yasser Arafat en 2002 et qui a fait le tour du monde : « Nous gagnerons grâce aux utérus de nos femmes », doit d'abord être comprise dans une logique politique d'intimidation de l'ennemi israélien, et non, évidemment, comme un programme d'islamisation. Les déclarations du charismatique Mouammar Kadhafi avaient le mérite d'être plus explicites, comme celle qu'il fit en avril 2006 lors d'une conférence de presse donnée devant les caméras d'Al-Jazeera : « Sans épée, sans fusil, sans conquête, les cinquante millions de musulmans présents en Europe la transformeront bientôt en continent musulman. » Puisque nous aurions affaire à une guerre reposant d'abord sur la supériorité numérique de troupes qui ne cesseraient de croître, allons donc voir sérieusement du côté de la démographie de ces pays si menaçants.

Si l'envahissement est imminent, il ne serait tout de même pas pour tout de suite, de l'avis même des plus pessimistes – c'est d'ailleurs cette imminence encore invisible qui nous aveuglerait –, mais pour dans quelques courtes années, lorsque les ventres formidablement féconds des musulmanes auront fini de surpeupler la terre. Les travaux de Youssef Courbage et d'Emmanuel Todd, et de quelques autres démographes, ont pourtant montré que l'islam, sur l'ensemble de la planète, n'était pas une variable pertinente pour expliquer une forte natalité, et que, d'ailleurs, la plupart des pays à majorité musulmane dans le monde étaient en pleine transition démographique<sup>11</sup>. Le facteur déterminant d'une forte et durable baisse de la fécondité, selon cette thèse dite de la transition démographique, est le taux important d'alphabétisation, permettant l'accès à la culture d'une majorité de la population et, par voie de conséquence, le développement de l'individualisme, d'habitudes de vie plus modernes, plus autonomes, plus

ouvertes sur le monde extérieur et à l'exogamie. Sans négliger, bien sûr, une certaine sécurité économique.

Avant de revenir à la Méditerranée, prenons – à tout seigneur tout honneur – le plus grand pays musulman du monde, l'Indonésie, avec ses 240 millions d'habitants, musulmans à 80 %, pays dont le taux d'alphabétisation a franchi très tôt le seuil de 50 % (en 1938 pour les hommes et en 1962 pour les femmes). Dès 1970, autrement dit huit ans après que la majorité des femmes de 20 à 24 ans furent alphabétisées, le taux de fécondité amorça sa décrue<sup>12</sup>. Cette baisse, qui a continué jusque dans les années 1990, sembla se stabiliser autour de 2,5 enfants par femme en âge de procréer dans les années 2000<sup>13</sup>, comme si la transition démographique ne pouvait s'y achever pour de mystérieuses raisons. Ce qui a d'ailleurs conduit Y. Courbage dès 2007 à se rendre à l'évidence d'un ralentissement, voire d'un arrêt de la transition<sup>14</sup>. Il n'en a finalement rien été puisque le taux de fécondité a repris depuis sa chute, pour atteindre aujourd'hui 2,08 enfants par femme<sup>15</sup> – ce qui est inférieur au seuil de remplacement des générations correspondant à 2,1 enfants par femme –, en dessous, donc, de celui des Françaises. Puisque nous sommes en Asie, profitons-en pour constater en passant que le taux de fécondité des Philippines, catholiques à 90 %, est supérieur à celui des Indonésiennes, musulmanes dans la même proportion, et que les îles peu musulmanes comme Timor, Irian Jaya, Sulawesi, Kalimantan, Moluques connaissent des taux plus élevés que les îles musulmanes comme Java ou Sumatra<sup>16</sup>.

Rapprochons-nous de l'Europe par cercles concentriques. Arrêtons-nous dans ce grand pays de plus de 70 millions d'âmes qui fait frémir le monde occidental depuis la fin des années 1970, l'Iran, qui détient pourtant le record de la chute du taux de fécondité : un véritable effondrement de près de 80 % en cinquante ans<sup>17</sup>. Avec un niveau de près de 7 enfants par femme en 1960, bien avant la Révolution islamique donc, l'Iran est tombé à 1,7 enfant en 2009, très en dessous du seuil de renouvellement des générations. Ce processus s'est déroulé non seulement sans impulsion des pouvoirs publics, mais en opposition à la politique nataliste de l'ayatollah Khomeiny qui avait coupé court au programme de planning familial du shah. Ce qui démontre que l'on a affaire à un mouvement de transformation profonde des modes de vie individuels et collectifs incontrôlable politiquement ou religieusement. C'est la trame même des désirs qui se modernise.

Rapprochons-nous encore de la Méditerranée, et donc des rives européennes, avec la Turquie, ce pays géographiquement et culturellement à cheval sur l'Orient et l'Occident, qui serait surtout le cheval de Troie de l'islamisation de notre continent à en croire beaucoup. Certes, les Turcs sont 75 millions. Un nombre imposant. Moins, cependant, que les 82 millions d'Allemands. Un peu plus que les 65,5 millions de Français ou les 63 millions de Britanniques. Mais qu'en sera-t-il dans le futur ? Leur nombre va-t-il s'accroître presque exponentiellement comme l'assurent à l'unisson les prophètes de l'islamisation ? La transition démographique y a été, certes, plus lente qu'en Iran. Au milieu des années 2000, le pays en était encore à 2,35 enfants par femme<sup>18</sup>. Ce retard serait dû à un ralentissement du taux d'alphabétisation des femmes (93 % d'entre elles en 2007), par rapport à un pays comme l'Iran (97 % d'entre elles). Mais depuis, en très peu d'années donc, le taux de fécondité a repris sa décrue, et oscille suivant les sources en 2012 entre 1,9 et 2,18 enfants par femme<sup>19</sup>, à l'extrême limite du renouvellement des générations.

Circulons maintenant autour de la Méditerranée, vers l'ouest (au sud-ouest évidemment), pour examiner si l'Europe est vraiment cernée. Certains pays maintiennent une natalité élevée ou plus exactement un taux de fécondité qui chute moins qu'ailleurs. En Lybie, même si en cinquante ans il a chuté de 63 %, le nombre d'enfants par femme restait encore de 2,96 en 2011. En Égypte, il était de 2,68, avec tout de même, là encore, une chute importante de 58 % en cinquante ans. En 2007, le taux de fécondité marocain atteignait encore 2,43, mais là aussi la décrue a repris, jusqu'à 2,19 enfants par femme en 2011<sup>20</sup>, à la limite du renouvellement des générations. L'élément crucial étant que la tendance continue à être à la baisse plus ou moins aiguë quels que soient les pays. Même lorsque l'on croyait la transition démographique enrayée, elle ne faisait que prendre une pause pour redémarrer ensuite. L'exemple le plus cuisant à cet égard est sans doute l'Algérie. Au milieu des années 2000 avec 2,5 enfants par femme, les Algériennes avaient encore un taux de fécondité relativement élevé pour la région, légèrement plus que les Marocaines et beaucoup plus que les Tunisiennes. Mais entre 2006 et 2009, ce sera véritablement la chute libre<sup>21</sup>, puisqu'il tombera très largement en dessous du seuil de renouvellement des générations (1,85 en 2009, 1,75 en 2011<sup>22</sup>), au point de provoquer un débat national sur la façon de stopper un tel effondrement. Cette même Algérie qui fut source des inquiétudes démographiques gaulliennes bien en dessous du taux de fécondité des Françaises ! Qui l'aurait cru ? Mais jusqu'où va descendre la natalité maghrébine ?

Nous avons peut-être un commencement de réponse avec la projection pessimiste effectuée en Tunisie par l'Institut national des statistiques en 2001. Il faut dire que ce pays a connu très tôt une chute (de 71 % en cinquante ans<sup>23</sup>), au point d'être passé depuis 1999 sous le seuil de renouvellement des générations (le taux oscillant depuis cette date entre 2,09 et 2,00 enfants par femme). D'après cette étude, « l'indice synthétique de fécondité, évalué à 2,09 en 1999, atteindrait 1,5 en 2014 et se stabiliserait jusqu'à 2029<sup>24</sup> », à un niveau presque aussi bas que celui de l'Allemagne (1,4), qui est un des plus faibles de l'Union européenne. En tout état de cause, le Maghreb dans son ensemble, qui est, avec la Turquie, au cœur de l'angoisse européenne d'islamisation par un débordement de population, a connu la plus forte baisse du taux de fécondité au monde, en dehors de la Chine et de l'Iran<sup>25</sup>.

En sens inverse, les pays d'Afrique subsaharienne, qu'ils soient à majorité chrétienne, musulmane ou animiste, sont en queue de peloton de l'alphabétisation et présentent naturellement – presque mécaniquement – les plus forts taux de fécondité de l'humanité. Ce n'est pas parce que 7,5 millions de Nigériens (sur une population totale de 8 millions) se reconnaissent comme musulmans que les femmes y sont plus fécondes (7,6 enfants par femme) que dans le reste du monde (y compris le monde arabe), mais parce que sa population se trouve être une des moins alphabétisées de la planète (à seulement 26,2 %<sup>26</sup>).

### Un *jihad* nataliste ?

Certains pourraient encore rétorquer que les musulmans, parce qu'ils seraient les promoteurs fanatiques d'un *jihad* nataliste, se reproduisent de façon exponentielle exclusivement lorsqu'ils sont chez les autres, autrement dit chez « nous ». Qu'en est-il vraiment ? Il n'est déjà pas facile d'obtenir des chiffres clairs sur le nombre actuel des musulmans en Europe. Ne serait-ce que pour la France, où vit la plus importante communauté musulmane de l'Union européenne,

on trouve selon les sources des chiffres allant de 3,65 millions à 6 millions d'individus<sup>27</sup> suivant les critères pris en compte, le simple fait pour un individu d'être d'origine turque ou maghrébine suffisant pour certains observateurs à lui imputer un culte. L'étude *Trajectoires et origines* réalisée conjointement par l'Ined et l'Insee, qui a abandonné les critères flous des origines ethniques et familiales ou des pratiques culturelles au profit du seul critère consistant à se déclarer musulman, aboutit au chiffre de seulement 2,1 millions d'individus<sup>28</sup>. Il est à remarquer que les premiers résultats sans ambiguïté de cette enquête ont été publiés en octobre 2010 et n'ont suscité quasiment aucune couverture médiatique ni débat public, tant ils semblent déranger les idées largement diffusées au même moment par les politiques et les médias. L'écart important entre le nombre d'individus d'*origine musulmane* (pour reprendre la terminologie habituelle) et celui de ceux qui se reconnaissent comme musulmans démontre, contrairement au préjugé commun, que les Arabes ou les Turcs de culture, par exemple, ne restent pas forcément fidèles à leur tradition confessionnelle<sup>29</sup>.

Dans une fourchette moyenne sans doute plus proche de la réalité, les musulmans représenteraient donc aujourd'hui en France entre 3,5 et 5 %<sup>30</sup> et, dans une fourchette haute, entre 8 et 11 % de la population<sup>31</sup>, dont la moitié de citoyens français. En Allemagne, ils seraient entre 3 et 5,2 %, en Suisse 4,3 %, en Belgique 4 %, en Autriche 4,3 %, en Suède 5 %, aux Pays-Bas 5,2 %, au Danemark 3,7 % et, enfin, au Royaume-Uni 2,7 %<sup>32</sup>. Dans les autres pays de l'Union la proportion est beaucoup plus faible. Certains rares pays d'Europe, non membres de l'UE, ont une plus forte proportion de musulmans, en particulier l'Albanie (80 %), le Kosovo (90 %), la Bosnie-Herzégovine (40 %) et la Macédoine (33 %), mais ce sont de petits États dont la population, pour chacun d'entre eux, ne dépasse pas 5 millions d'habitants, à l'exception de la Russie qui se trouve être le plus grand pays musulman d'Europe (16,5 millions, soit 11,7 % de sa population). Au total, de l'Atlantique à l'Oural (et même légèrement au-delà), l'Europe compte un peu plus de 38 millions de musulmans, soit 5,2 % d'une population de 740 millions d'individus<sup>33</sup>. Si l'on en reste à l'UE, on en dénombre entre 12 millions (fourchette basse) et 16 millions (fourchette haute) pour une population de 500 millions d'individus (entre 2,4 % et 3,2 %, donc)... très loin des 50 millions fantasmés.

On voit donc mal comment l'UE en particulier et l'Europe en général risqueraient d'être numériquement submergées. En premier lieu, il faudrait que cette population encore très minoritaire connaisse une très, très forte natalité. Certes, les immigrés en provenance de pays pauvres, dont certains sont musulmans, font en moyenne davantage d'enfants que les Européens dits de souche. Mais il ne s'agit plus, nous l'avons vu, des sociétés arabes dont le taux de fécondité s'est véritablement effondré depuis le début du millénaire, mais presque exclusivement des musulmans venus d'Afrique subsaharienne. Cependant, même pour cette immigration-là, l'écart de fécondité a tendance à s'atténuer très sensiblement en proportion de la longueur du séjour européen, ainsi que le démontrent Jonathan Laurence et Justin Vaïsse, qui s'appuient en particulier pour le cas de la France sur les recherches de la démographe Françoise Legros<sup>34</sup>. De surcroît, cet écart, dont la réduction est déjà sensible au cours de la vie de l'immigrée, tend à se résorber totalement chez les nouvelles générations nées sur le territoire français, qu'elles soient d'origine subsaharienne ou non, alors que tous les scénarios de débordement démographique sont fondés sur un taux de fécondité stable, et même intentionnellement croissant, des populations musulmanes.

L'étude minutieuse plus récente, datant de 2007, de Charles Westoff et Tomas Brejka portant spécifiquement, ce qui est rare<sup>35</sup>, sur les Européens musulmans, le plus souvent en provenance de pays eux-mêmes musulmans lorsque ce sont des immigrés, confirme l'alignement progressif de leur taux de fécondité sur la moyenne de la population européenne<sup>36</sup>. Si nous prenons l'exemple de l'Allemagne et de sa population musulmane, essentiellement d'origine turque, l'écart de fécondité avec la moyenne nationale, qui était de 2 enfants par femme en 1970, est tombé à 1 enfant par femme en 1996 et il s'approche de l'égalisation aujourd'hui. Le taux de fécondité de ces musulmanes s'établit aujourd'hui en tout cas au-dessous du seuil de renouvellement des générations à 1,9 enfant par femme, ce qui est aussi le taux des musulmanes résidant en Suisse (il descend jusqu'à 1,6 enfant par femme dans certains pays comme les Pays-Bas). En France, le taux de fécondité des musulmanes serait de 2,2 enfants par femme, alors que la moyenne nationale se situe à 2,1.

Mais cette enquête montre surtout qu'entre 1990 et 2005 (la période étudiée), la fécondité générale des Européennes dites de souche s'est stabilisée et parfois accrue (par exemple pour les Hollandaises et les Françaises), alors que celle des Européennes musulmanes n'a cessé de décroître. On peut émettre différentes hypothèses pour expliquer ce phénomène, par exemple que ces populations sont davantage touchées par l'insécurité sociale, la précarité économique, le chômage, diverses formes de discrimination, qu'elles ont plus de difficultés à se stabiliser matériellement et à fonder un foyer, fussent-elles musulmanes. En un mot qu'elles sont plus touchées et affaiblies par la crise économique et sociale qui touche l'Europe que le reste de la population.

Et il ne faut pas compter sur les quelques rares pays européens à majorité ou forte composante musulmane pour renouveler les troupes, car la plupart d'entre eux sont proches, comme le Kosovo (2,2 enfants par femme), ou en dessous, comme l'Albanie (2 enfants par femme), du seuil de renouvellement, voire bien en dessous de la moyenne de l'UE, comme la Bosnie (1,13 enfant par femme). Le complot américain qui aurait cherché à affaiblir le continent européen en aidant, sur son propre sol, les « Islamo-Bosniaques » et les « Kosoalbanais »<sup>37</sup>, est à l'évidence démographiquement en échec.

En bref, si l'on ne tient compte que de l'évolution des courbes de fécondité, et en opposition totale avec les idées reçues, non seulement la proportion de musulmans dans la population générale ne devrait pas augmenter mais elle devrait à terme se réduire.

## Un déferlement migratoire ?

Pour que l'hypothèse de la bombe démographique ait un semblant de vraisemblance, il faudrait que cet affaissement du taux de fécondité des musulmanes soit compensé par d'autres facteurs. Une immigration et (ou) des conversions massives permettraient seules la « substitution » de population annoncée. Disons d'emblée que l'idée d'une progression extraordinaire de l'immigration en général est fautive, non seulement pour la France mais pour l'ensemble des pays de l'UE. Pour la France, en particulier, le taux d'accroissement migratoire de la population était de 1,1 (pour 1 000) en 2009 et est resté quasiment le même depuis 1980 ; il est certes supérieur en Royaume-Uni (3), mais il est négatif en Allemagne (- 0,7), toujours en

2009, et, surtout, il est stable depuis près de trente ans à peu près partout en Europe, en particulier dans l'UE<sup>38</sup>.

Ces seules données suffiraient, en réalité, à invalider la thèse de l'envahissement migratoire musulman et de l'éventuel « remplacement » d'une population par une autre. Entrons malgré tout dans le détail. S'il est vrai que, selon la répartition par pays de naissance établie par l'Insee, les populations originaires du Maghreb (à travers leurs flux passés et présents) représentent en 2008 30 % des immigrés en France (contre 12,5 % pour les autres pays africains, 14,2 % pour l'Asie et 5,3 % pour l'Amérique et l'Océanie), la part des Européens est quant à elle de 38 %<sup>39</sup>. Et, s'il est encore exact qu'il existe toujours une immigration forte en France en provenance de pays musulmans, particulièrement de la Tunisie, de l'Algérie et surtout du Maroc, depuis la fin des années 1990, la part des Asiatiques (notamment des Chinois, mais aussi des ressortissants de l'Asie du Sud-Est – non musulmane), des Européens non membres de l'UE et, enfin, des ressortissants de l'Amérique du Sud comme du Nord s'est accrue considérablement, comme le démontre le rapport Lebon d'avril 2004 publié par le ministère des Affaires sociales (Direction de la population et des migrations) et repris par Jonathan Laurence et Justin Vaïsse<sup>40</sup>. Ne serait-ce qu'entre 1999 et 2002, la part de l'immigration chinoise en France passe en effet de la douzième à la cinquième place (juste après les Tunisiens qui figurent en quatrième position)<sup>41</sup>.

Examinons maintenant très schématiquement les flux migratoires de l'UE dans son ensemble. Le fait le plus marquant est l'emballement de l'immigration en provenance d'Europe de l'Est : les Polonais sont la nationalité la plus représentée parmi les immigrants étrangers en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni<sup>42</sup>. Et les Roumains constituent aujourd'hui le premier flux d'immigration en direction d'autres États de l'UE (340 000 personnes en 2008), immédiatement suivis par les Polonais (266 000)<sup>43</sup>. Parmi les immigrants vers des États de l'UE, qu'ils viennent indistinctement d'un autre pays d'Europe ou du reste du monde, les Marocains n'arrivent qu'en troisième position avec un écart de plus de 100 000 individus de moins que les Polonais (157 000) et de près de 230 000 individus de moins que les Roumains. Certes, les Marocains sont en général musulmans et forment le groupe le plus important d'immigrants non européens, mais l'on trouve immédiatement après eux les Chinois (97 000). Sur les dix premières communautés nationales d'immigrants non européens, on ne trouve que trois pays à majorité musulmane (soit, outre le Maroc, l'Albanie en troisième position avec 81 000 individus et la Turquie en huitième position avec seulement 51 000 individus).

On pourra rétorquer, c'est d'ailleurs ce que Nicolas Sarkozy fit lors du débat qui l'opposa à son futur successeur dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle d'avril 2012, que le vrai problème est l'immigration irrégulière. Le rapport de 2006 commandé par le Sénat montre pourtant bien que les étrangers en situation irrégulière sont pour la plupart entrés régulièrement, mais ont seulement, en général, outrepassé la durée légale de leur séjour ; ils sont donc pour la plupart comptabilisés dans les flux officiels<sup>44</sup>. Mais le mythe a besoin de cette zone de flou dans laquelle les images apocalyptiques peuvent se glisser. Par ailleurs, pour la France par exemple, le nombre d'entrées irrégulières se situe entre 10 000 et 20 000 personnes par an, parmi lesquelles on trouve aussi, à côté des Africains, un grand nombre de ressortissants chinois et asiatiques du Sud-Est<sup>45</sup>. En toute hypothèse, une si faible partie de l'immigration globale ne saurait renverser les tendances officielles.

On entend aussi dans les discours du nouveau populisme européen que nous ferions de plus en plus face à une immigration de peuplement au détriment d'une immigration laborieuse<sup>46</sup>.



Pourtant, et contrairement à cette idée, 65 % des immigrés viennent encore en France pour travailler ou étudier (59 % en Grande-Bretagne) alors que seulement 20 % d'entre eux viennent pour des raisons familiales (21 % en Grande-Bretagne)<sup>47</sup>.

## Tous convertis ?

Décidément, s'ils veulent être à la hauteur du grand chambardement que l'on attend d'eux, les musulmans européens vont devoir s'y prendre autrement pour se multiplier. L'immigration à l'évidence n'y suffira pas et, s'ils n'y prennent garde, ils vont finir, dans quelques années, par être submergés par les Chinois qui ont l'avantage d'être chez eux près de 1,5 milliard, autrement dit d'avoir de la marge avant de vider leur pays d'origine, ce qui n'est pas le cas des Marocains, Algériens, Tunisiens, Libyens, dont les populations cumulées sur les immenses terres du Maghreb s'élèvent à peu près à 90 millions d'âmes, avec un renouvellement des générations au point mort ! Le dernier recours est donc la conversion, mais il faudra alors qu'elle soit vraiment massive.

En 2011, un article de *The Independant*, présenté comme une révélation, prétendait en l'occurrence montrer qu'effectivement l'islam était une véritable machine à convertir les Britanniques. Le sous-titre annonçait sans ambages que le nombre de convertis britanniques avait doublé en dix ans<sup>48</sup>. On y apprenait que les estimations classiques situaient le nombre de convertis au Royaume-Uni entre 14 000 et 25 000 personnes, mais que la nouvelle étude menée par le *think-tank* Faith Matters prouvait que l'on était passé de 60 699 en 2001 à plus de 100 000 personnes en 2011, avec un rythme de près de 5 000 Britanniques convertis chaque année, proche des situations française et allemande (4 000 convertis par an selon Faith Matters).

On pourrait être ébahi par de tels chiffres, s'avouer vaincu si l'on se sent victime de l'islamisation de l'Europe, ou au contraire vainqueur si l'on fait partie de cette armée conquérante de croyants, et s'écrier fièrement, à l'unisson d'ailleurs de certains médias islamiques (qui eux aussi contribuent à alimenter le mythe), que le nombre des fidèles de cette religion s'accroît dix fois plus que les autres<sup>49</sup>. *Dix fois plus !* Le musulman militant et l'Européen paranoïaque sont aussi enclins l'un que l'autre à admettre ces fantastiques conclusions. Il y a une sorte d'alliance, de communauté de fantasme entre le vœu pieux du musulman zélé et l'angoisse de l'antimusulman vigilant. Omettant de se poser la question : *dix fois plus...* que quoi au juste ? Car si l'on jette un œil du côté des protestants pentecôtistes, leur nombre a progressé de plus d'un tiers dans le pays en seulement sept ans (34 % de 1998 à 2005)<sup>50</sup>, et essentiellement par le jeu des conversions. D'après un sondage CSA, on aurait d'ailleurs le même type de progression évangélique en France<sup>51</sup>. Doit-on être aussi impressionné par le renouveau judaïque en Allemagne, pays dans lequel cette communauté de croyants serait passée de 15 000 personnes en 1955 à 53 700 en 1995 et à 107 000 en 2005, leur nombre ayant donc doublé en dix ans<sup>52</sup> ?

La réponse réside peut-être dans l'article publié par le même *Independant* à peine quatre jours après le texte tapageur sur l'islamisation du pays, avec un titre légèrement ironique : « Erreurs et omissions : ne nous arrêtons pas à l'ennuyeuse vérité des faits – tout ce que nous voulons c'est un gros titre bien tourné<sup>53</sup> ». En effet, le titre haut en couleur annonçant quelques jours plus tôt l'islamisation du pays – ainsi que l'analyse l'auteur du second article très critique

vis-à-vis de ses confrères du même journal – ne correspond pas à son contenu, car, si l'on admet les chiffres donnés, un petit calcul rapide nous amène à en conclure qu'une personne sur 600 serait convertie à l'islam dans un pays de 60 millions de citoyens et que, en se basant sur le rythme de conversion indiqué, on aboutirait dans vingt ans à une personne sur 300 ; le Royaume-Uni pourrait dès lors devenir un pays à majorité musulmane dans... 6 000 ans ! Ce qui laisse quand même un peu de temps devant soi, conclut le journaliste sur le ton de la raillerie.

En France, les chiffres sont comparables avec des estimations se situant entre 30 000 (au plus bas) et 70 000 convertis (au plus haut)<sup>54</sup>. Selon Didier Leschi, ancien chef du Bureau central des cultes au ministère de l'Intérieur, nous aurions à peu près dix conversions par jour, ce qui en donnerait 3 600 par an. Par ailleurs, nous serions passés, d'après ce dernier, d'une conversion plus intellectuelle qui remonte à la fascination orientaliste exercée par l'islam, surtout soufi, au XIX<sup>e</sup> siècle, à un type de conversion de proximité, opérant dans les cités. Bref, nous aurions une opposition entre une conversion élitiste et une conversion s'adressant davantage aux déclassés en recherche d'espoir. Une telle dichotomie semble un peu simpliste. Tout d'abord parce que la vague d'intérêt intellectuel pour le soufisme, ce que j'ai pu appeler l'« islam bouddhéisé des centres-villes<sup>55</sup> », loin de s'être évanoui, est en plein renouvellement. Ensuite parce que, même dans la conversion de proximité, et en dehors des raisons matrimoniales relevant du conformisme social, nous avons des tendances multiples, plus intimistes (individualistes), plus identitaires (retrouver des racines traditionnelles supposées) ou plus engagées socialement et même politiquement (l'islam comme religion des damnés de la terre, altermondialiste, avec l'image de Malcom X par exemple)<sup>56</sup>. D'après les Renseignements généraux, il y aurait 1 600 convertis proches de l'islam radical, en particulier des mouvements salafistes et du Tabligh, autrement dit 2 % des convertis<sup>57</sup>. Que les convertis soient aussi les plus radicaux, on ne saurait en douter, puisque c'est le cas dans toutes les religions du monde. Le nouveau venu est plus enthousiaste, plus rigoriste, plus extrême en général. Le salafisme est d'ailleurs devenu un mot-valise qui ne renvoie pas forcément à la radicalité que l'on imagine ; ses nouveaux adeptes peuvent n'en retenir qu'une manière de s'habiller, de se comporter, de manger, bref un « style salaf », comme il y a chez certains jeunes un « style gothic » tout aussi distinctif et par conséquent impressionnant, et fait pour l'être.

Dans tous les cas, ce rythme de conversion n'a rien de spectaculaire, bien que devenir musulman soit extrêmement facile, informel, personnel, encore plus que de rejoindre les mouvements protestants. Il n'y a pas de baptême, d'immersion, d'inscription obligatoire sur un registre ; il suffit de réciter la *chahada*, autrement dit de témoigner de sa foi en disant que « J'atteste qu'il n'y a de vrai Dieu que Dieu et que Mahomet est son prophète » ! Rien de plus. Malgré cette très faible formalisation facilitant grandement la fluidité des conversions, si nous en extrapolons leur nombre à l'ensemble de l'UE, nous aurions tout au plus une quarantaine de conversions par jour<sup>58</sup>. Un rythme incomparable avec celui proprement étourdissant – presque exponentiel ! – des conversions au christianisme évangélique et pentecôtiste sur l'ensemble de la planète, par exemple en Chine : 10 000 par jour<sup>59</sup> !

Dans une fourchette basse, grâce à cette évangélisation intense à grande échelle, le nombre de chrétiens devrait doubler en 2050 par rapport à ce qu'il était en 1990 pour atteindre 3,52 milliards<sup>60</sup>. Dans une fourchette haute, le christianisme deviendrait même la religion des trois quarts de l'humanité<sup>61</sup>, avec une prédominance de plus en plus affirmée du pentecôtisme, dont les églises pourraient bientôt rassembler plus de 44 % des chrétiens<sup>62</sup>. Pour le coup, avec ce

mouvement de conversion réellement massif, nous avons affaire à la plus rapide progression religieuse de l'histoire, de 0 à 500 millions d'adeptes en moins d'un siècle<sup>63</sup>. L'ensemble de la planète est touché par ce raz-de-marée néo-évangélique. L'Amérique latine d'abord dont la structure religieuse a été totalement bouleversée en quelques décennies, avec des méthodes de prosélytisme d'une redoutable efficacité<sup>64</sup>. Là, effectivement, il serait possible de discuter de l'hypothèse d'un renversement culturel ! Aux États-Unis se déploient de véritables églises géantes, *megachurches*, qui organisent des messes-spectacles d'au moins 2 000 fidèles. Elles n'étaient qu'une vingtaine tout au plus sur le territoire étasunien en 1970, on en comptait déjà 400 au milieu des années 1990 et, en mars 2008, on en dénombrait 1 327<sup>65</sup>. Depuis le début des années 2000, ces églises prospèrent au cœur même du monde musulman, au Moyen-Orient, au Maghreb, sans parler de l'Afrique subsaharienne où elles mènent une véritable guerre d'évangélisation qui tourne pour l'instant à leur avantage<sup>66</sup>.

La progression du christianisme – dans sa version néo-évangélique et pentecôtiste – est indéniablement plus dynamique, beaucoup plus globale (répartie sur toutes les parties du Globe sans exception, jusqu'en Océanie<sup>67</sup>) que celle de l'islam. La population musulmane mondiale devrait certes continuer à grimper jusqu'à 2,2 milliards en 2030, mais de plus en plus mollement : après une croissance de 2,1 % de 2000 à 2010, elle n'augmenterait plus que de 1,7 % de 2010 à 2020, et de 1,4 % de 2020 à 2030. Cet écrasement de la courbe de croissance est particulièrement sensible en Asie, en Amérique, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et... en Europe<sup>68</sup>.

1. « Trop de musulmans en France ? Claude Guéant persiste et signe », *La Tribune*, 4 avril 2011.
2. Sondage publié le 5 décembre 2011, réalisé du 2 au 4 novembre.
3. Elle circule en français aussi sous le titre de « Immigration : islamisation forcée de la France et de l'Europe ».
4. Mark Steyn, *America Alone : The End of the World as We Know It*, Washington, Regnery, 2006.
5. Doug Saunders, « The "Eurabia" myth. Deserves a debunking », *The Globe and Mail*, 20 septembre 2008.
6. La rumeur concernant les églises semble être partie d'un article paru dans *Le Figaro* du 18 mai 2007 (« Des maires sont contraints de démolir leurs églises »), qui ne faisait que noter que certaines églises non classées sont en péril parce qu'elles coûtent trop cher à entretenir selon les normes de sécurité requises. Ce qui, bien sûr, n'a rien à voir avec l'islam ou les musulmans.
7. Joachim Véliocas, *Ces maires qui courtisent l'islamisme*, Paris, Tatamis, 2010 ; *L'Islamisation de la France*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2006.
8. M. Tribalat, « L'islam reste une menace », art. cité.
9. Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, 2007, p. 157. (Le bouddhisme est, par exemple, une religion qui ne valorise pas, ni explicitement ni implicitement, la natalité, considérée comme la perpétuation de la souffrance des êtres ballottés d'incarnation en incarnation.)
10. « L'argent et les enfants sont les meilleures choses de la vie terrestre » (sourate La caverne, verset 46) ; « Allah vous a fait à partir de vous-mêmes des épouses, et de vos épouses, il vous a donné des enfants et des petits-enfants » (sourate Les Abeilles, verset 72).
11. Y. Courbage et E. Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, op. cit.
12. *Ibid.*, p. 138.
13. Youssef Courbage, « L'Indonésie : la transition dans le plus grand pays d'islam », in Jean-Claude Chasteland et Jean-Claude Chesnais, *La Population du monde : géants démographiques et défis mondiaux*, Ined/PUF, 2002, p. 244-264.
14. Y. Courbage et E. Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, op. cit., p. 139.
15. *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke, données 2011, <<http://perspective.usherbrooke.ca/>>.
16. Y. Courbage et E. Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, op. cit., p. 141.
17. De 76 % plus exactement <<http://perspective.usherbrooke.ca/>>.
18. Y. Courbage et E. Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, op. cit., p. 97.
19. Il existe un flou statistique, déjà repéré en 2007 par Courbage et Todd sur ce pays, les différents organismes ne donnant pas les mêmes chiffres.

20. <[www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mo.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mo.html)>.
21. <[www.algerie360.com/algerie/le-taux-de-fecondite-chute-en-algerie/](http://www.algerie360.com/algerie/le-taux-de-fecondite-chute-en-algerie/)>.
22. <[www.statistiques-mondiales.com/algerie.htm](http://www.statistiques-mondiales.com/algerie.htm)>.
23. <<http://perspective.usherbrooke.ca/>>.
24. < <http://www.ins.nat.tn/>, Tunis 2001>.
25. « Maroc, Algérie et Tunisie, la fécondité du Maghreb arabe a perdu 5 points, passant de 7,8 à 2,8 enfants par femme en une seule génération, 87 % de chemin parcouru pour atteindre le seuil de remplacement » (Youssef Courbage, « Sur les pas de l'Europe du Sud. La fécondité au Maghreb », *Expert Group Meeting on Completing the Fertility Transition*, United Nations, Population Division, New York, mars 2002, p. 469).
26. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain*, 2011.
27. Jonathan Laurence et Justin Vaïsse, *Intégrer l'islam. La France et ses musulmans : enjeux et réussites*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 34-38.
28. *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, coordonnée par Cris Beauchemin, Christelle Hamel, Patrick Simon, Ined/Insee, octobre 2010, p. 124.
29. L'enquête de Sylvain Brouard et Vincent Tiberj confirme cette hétérogénéité des parcours des citoyens d'origine musulmane. Pour ces chercheurs, plus d'un tiers des immigrés maghrébins, africains et turcs ne se réclament pas de l'islam (*Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 26).
30. Sondage CSA, septembre 2006.
31. Bérangère Massignon et Virginie Riva, *L'Europe, avec ou sans Dieu ? Héritages et nouveaux défis*, Ivry-sur-Seine, Éd. de l'Atelier, 2010, p. 197. La démographe Michèle Tribalat, pourtant acquise à l'idée que la France serait menacée d'islamisation, donne le chiffre de 4 millions de musulmans en France en 2008 (6,4 % de la population). M. Tribalat, « L'islam reste une menace », art. cité.
32. Sources : « Mapping the global muslim population. A report on the size and distribution of the world's muslim population », in *The Pew Forum on Religion and Public Life*, Pew Research Center, octobre 2009, p. 22 ; recensement réalisé en 2000 pour la Suisse et en 2001 pour l'Autriche ; *US Report 2009* pour les autres données.
33. « Mapping the global muslim population. A report on the size and distribution of the world's muslim population », *loc. cit.*, p. 21.
34. J. Laurence et J. Vaïsse, *Intégrer l'islam, op. cit.* ; Françoise Legros, « La fécondité des étrangères en France : une stabilisation entre 1990-1999 », *INSEE Première*, n° 898, mai 2003.
35. Les enquêtes sont difficiles à réaliser en particulier en France où les statistiques ethniques et confessionnelles sont interdites.
36. Tomas Frejka et Charles F. Westoff, « Religiousness and fertility among european muslims », *Population and Development Review*, 33, n° 4, 2007, p. 785-809.
37. *Lettre d'information sur l'Europe et la PESC*, février 2003, p. 18.
38. Alexandre Adveev, Tatiano Eremenko, Patrick Festy, Joëlle Gaymu, Nathalie Le Bouteillec et Sabine Springer, « Populations et tendances démographiques des pays européens (1980-2010) », *Population*, 66 (1), 2011, p. 120.
39. Source : Insee, Recensement 2008 <[www.insee.fr](http://www.insee.fr)>. Rappelons que, selon la définition du Haut Conseil à l'intégration, un « immigré » est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France, ayant potentiellement acquis la nationalité française ou étant restée étrangère.
40. J. Laurence et J. Vaïsse, *Intégrer l'islam, op. cit.*, p. 46.
41. Xavier Thierry, « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », *Population*, 59 (5), 2004, p. 736. Pour plus de détails spécifiques sur la progression de l'immigration chinoise en Europe, on consultera le numéro de *International Migration* qui lui a été consacrée (vol. 41, 2003).
42. Chiffres de 2008 (A. Adveev et alii, « Populations et tendances démographiques des pays européens (1980-2010) », art. cité, p. 79).
43. « Migrants in Europe. A statistical portrait of the first and second generation », *Eurostat Statistical Books*, 2011, p. 18.
44. Georges Othily et François-Noël Buffet, « Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine », Rapport de la commission d'enquête du Sénat n° 300, avril 2006.
45. J. Laurence et J. Vaïsse, *Intégrer l'islam, op. cit.*, p. 46.
46. <<http://www.polemia.com/article.php?id=1907>>.
47. Chiffres établis entre 1999 et 2001 (X. Thierry, « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », art. cité, p. 755-756).
48. Jerome Taylor et Sarah Morrison, « The islamification of Britain : record numbers embrace muslim faith », *The Independent*, 4 janvier 2011.
49. C'est ce que l'on peut lire par exemple sur le site musulman Ajib.fr.

50. *L'Atlas des religions*, hors-série *La Vie/Le Monde*, 2011, p. 132.
51. Sondage CSA/*La Croix/Réforme*, qui montre que l'accroissement du nombre de protestants en France sur la période 1997-2007 de 3 % à 4 % de la population est essentiellement dû à la croissance des évangéliques (*Réforme*, juin 2007), même si une telle progression est probablement surévaluée.
52. Source : *Jewish People*, Policy Planning Institute, 2005.
53. Guy Keleny, « Errors and omissions : Forget the boring facts – all we want is a really clever headline », *The Independant*, 8 janvier 2011.
54. « Les nouveaux convertis à l'islam », *La Croix*, 24 août 2006. Claire Chartier estimait à 60 000 le nombre de convertis en 2006 (« La France des convertis », *L'Express*, 24 janvier 2006), alors que Jonathan Laurence et Justin Vaisse l'estiment, à la même période, à 50 000 personnes (*Intégrer l'islam*, *op. cit.*).
55. Raphaël Liogier, *Une laïcité « légitime »*. *La France et ses religions d'État*, Paris, Entrelacs, 2006, p. 131-137.
56. Loïc Le Pape distingue les conversions mystiques, de proximité (lutte contre l'anomie), matrimoniales et enfin les conversions plus politisées (« Les nouveaux convertis de l'islam », *La Croix*, 24 août 2006).
57. Chiffres de 2006 émanant du Bureau central des cultes au ministère de l'Intérieur. Même si une évaluation aussi précise est sujette à caution, ainsi que le remarque Loïc Le Pape.
58. Si nous prenons une évaluation moyenne-haute du nombre de musulmans en France (5 millions), et une évaluation extra-haute du nombre de musulmans dans l'UE (20 millions), il faudrait donc multiplier par quatre le nombre de conversions françaises (dix par jour) pour obtenir la moyenne européenne, ce qui donnerait quarante conversions par jour.
59. Patrice de Plunkett, *Les Évangéliques à la conquête du monde*, Paris, Perrin, 2009.
60. « Tableau Prospective 2050 », Jean-Pierre Denis et Alain Frachon (dir.), *L'Atlas des religions, pays par pays. Les clés de la géopolitique*, coédition *La Vie/Le Monde*, Paris, Malesherbes Publications, 2007, p. 19.
61. Henri Tincq, *ibid.*, p. 47.
62. Walter Hollenweger, « Le pentecôtisme, avenir planétaire du christianisme ? », in Blandine Chélini-Pont et Raphaël Liogier (dir.), *Géopolitique du christianisme*, Paris, Ellipses, 2003, p. 149.
63. David B. Barratt, *World Christian Encyclopedia. A Comparative Survey of Churches and Religions in the Modern World AD 1900-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
64. David Martin, *Tongues of Fire : The Explosion of Protestantism in Latin America*, Cambridge, Blackwell, 1990 ; Jean-Pierre Bastian, « Pentecôtisme latino-américain, logiques de marché et transnationalisation religieuse », in Jean-Pierre Bastian, Françoise Champion et Kathy Rousselet (dir.), *La Globalisation du religieux*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 99-112.
65. Sébastien Fath, « La projection géopolitique des megachurches évangéliques américaines », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 1, 2009, p. 99.
66. Cédric Mayrargue, « Pluralisation et compétition religieuses en Afrique subsaharienne. Pour une étude comparée des logiques sociales et politiques du christianisme et de l'islam », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 1, 2009, p. 83-98 ; Sandra Fancello, « Les défis du pentecôtisme en pays musulman (Burkina Faso, Mali) », *Journal des africanistes*, 77-1, 2007 ; Laurent Fourchard, André Mary et René Otayek (dir.), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, IFRA-Karthala, 2005.
67. Yannick Fer, « Les réseaux missionnaires évangéliques en Océanie : mobilité intergénérationnelle et reconfigurations du militantisme chrétien », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 1, 2009, p. 119-133.
68. « The future of the global muslim population. Projections for 2010-2030 », *Pew-Templeton Global Religious Futures*, Pew Research Center, p. 13, 16-17.

### 3.

## De la submersion passive à l'invasion intentionnelle

### État de siège

Que l'on étudie les courbes d'évolution de la natalité des musulmans putatifs, des flux migratoires ou des taux de conversion, ou du moins ce que l'on peut en connaître, on n'aboutit à aucune montée spectaculaire de l'islam, ni dans le monde en général ni en Europe (encore moins en Europe d'ailleurs). Alors pourquoi cette vision, au sens mystique du terme, d'une marée musulmane « nous » balayant sur son passage ? Est-ce à dire qu'un musulman compte pour plus qu'un fidèle d'une autre religion, seulement parce qu'il est musulman ? Sans doute. Lorsque l'on décompte les musulmans, on ne dénombre pas seulement une population religieuse, mais l'on évalue l'intensité d'une menace. C'est pourquoi toute conversion, toute naissance, tout migrant représente toujours plus que sa singularité.

Dans la perspective univoque de la démonologie anti-islamique, chaque signe d'islamité forme les rhizomes d'un complot. L'ostensible cache plus qu'il ne montre. Autrement dit, plus l'islamité se montre, plus ce qu'elle cache (derrière ce qu'elle montre) est gros de danger. D'où l'horreur par excellence du voile intégral : exhibition dans nos rues de visages ostensiblement dérobés à la vue publique. La conversion d'une personnalité médiatique peut aussi devenir une preuve *évidente* de conversions massives : les footballeurs Franck Ribéry et Nicolas Anelka ou le rappeur Akhenaton, aussi peu nombreux soient-ils, deviennent les marqueurs de l'avancée irréversible du mal.

L'Arabe en France, le Pakistanais outre-Manche, le Turc en Allemagne, qui ont pour point commun d'être musulmans, appartiennent désormais à la même fraternité qui entend « nous » soumettre. Ils ne constituent plus seulement cette masse en transit de travailleurs « encombrants », « sales », « bruyants », qui se « multiplient comme des lapins », qui était déjà montrée du doigt dans les années 1950 et 1960 ; on ne se contente plus de les dénoncer comme les « parasites » et les « assistés » du système économique, comme dans les années 1980 ; ils sont encore tout cela aux yeux de beaucoup, mais bien plus encore : ils apparaissent désormais

comme des envahisseurs conscients de leur malignité, des terroristes en puissance et des ingénieurs spécialisés dans la destruction concertée des valeurs européennes.

Alors que l'Européen de souche chrétienne, si l'on veut, subit honnêtement, valeureusement la crise, le musulman, devenu l'ennemi de l'intérieur, lui, profite du système, se dore la pilule avec insouciance (avec le soutien de l'intelligentsia corrompue) et bien sûr continue à se reproduire de façon effrénée puisqu'il en a le temps et que cela s'accorde, par surcroît, avec la sauvagerie de ses mœurs sexuelles. Il vit grâce aux allocations familiales qui deviennent son unique source de revenus, presque sa raison de vivre puisque, en détournant à son profit le fruit du labeur de l'Européen, en l'appauvrissant, il jouit de la souffrance sociale qu'il lui inflige. Ma propre tante, sûre d'être bien informée sur ce qui se trame, me fait régulièrement passer des messages électroniques censés éclairer le peuple odieusement trompé sur la gravité de la situation. L'un de ses messages, qui me parvint en mai 2012, en pleine élection présidentielle, évoquait le cas typique-fictif d'un monsieur Mohamed comme il y en aurait des milliers, vicieux musulman de son état, vivant entièrement de cotisations sociales, qui aurait réussi grâce à sa polygamie notoire, sa ribambelle de marmots et différentes manigances, à cumuler 10 000 euros de revenus par mois en toute oisiveté. Personne n'osant lui refuser quoi que ce soit, monsieur Mohamed serait ainsi devenu le vrai maître du pays.

L'Autre est progressivement devenu entièrement musulman et, à ce titre, il poursuit un projet unifié, qui lui est consubstantiel, celui d'imposer son être aux Européens, à commencer par sa manière de vivre. Ce sentiment transparait dans le discours même de l'ancien président Nicolas Sarkozy lorsqu'il affirma au printemps 2012, lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours face à son concurrent François Hollande, qu'il était auparavant plutôt favorable au vote des étrangers (hors ressortissants de l'UE qui en bénéficient déjà) aux élections locales, mais qu'il avait aujourd'hui changé d'avis. La raison invoquée de ce retournement ? L'ancien président aurait pris conscience que la majorité d'entre eux viendraient de *certain*s pays (entendons musulmans, puisque, devant la perplexité de son adversaire, Sarkozy martela que l'on voyait forcément ce qu'il voulait dire) et que, par conséquent, il y avait un risque de communautarisme. Traduisons : s'il s'agissait d'étrangers non musulmans, il n'y aurait aucun problème pour leur accorder le droit de vote aux élections locales. Mais puisque ce sont des musulmans, chacun sait qu'ils ne pourront voter qu'en fonction des préceptes de leur communauté religieuse au détriment de l'intérêt général ou d'un banal intérêt particulier.

Ce préjugé ne vise d'ailleurs pas seulement les étrangers mais les citoyens français de confession musulmane dans leur ensemble. Si nous ne gardons pas en tête ce postulat de *communautarisme*, nous ne pouvons pas comprendre la suspicion à l'égard d'un vote des musulmans qui serait entièrement tourné vers la défense de l'islam, alors que dans la réalité les facteurs déterminants de leurs choix électoraux sont leur situation sociale, géographique, culturelle et économique, comme pour les autres citoyens<sup>1</sup>. Certes, ce vote est traditionnellement plus à gauche, ce qui est explicable par la situation socioéconomique de ces populations, mais néanmoins distribué sur l'ensemble de l'échiquier politique, y compris au Front national. Les élections présidentielles de 2012 constituent peut-être à cet égard une exception, puisqu'il semble y avoir eu cette fois un « vote musulman », mais qui a été pour ainsi dire construit de l'extérieur par la vindicte électoraliste antimusulmane sans précédent qui a sévi pendant la campagne. Et encore : ces votes ne se sont pas fédérés positivement sur l'un des candidats, mais négativement contre certains d'entre eux outrancièrement et publiquement antimusulmans.

S'il n'y avait la sourde angoisse de l'existence d'un dessein collectif, les quelques centaines de jeunes filles vêtues du voile intégral déambulant dans certaines banlieues n'auraient pu entraîner soudain au printemps 2009 une déclaration de guerre du président de la République devant le Congrès réuni à Versailles<sup>2</sup>. Puis des ministres, des députés, des intellectuels, des artistes même sont montés au créneau, lançant parfois des diatribes d'une violence inouïe dans une ambiance d'unanimité troublante, transformant soudain l'espace public en tribunal vindicatif. Le pays sembla se rassembler, oubliant ses dissensions, pour lutter contre un péril éminent et gigantesque. Les justifications de l'entrée en guerre ont ainsi mobilisé cinq registres bien connus et parfois mêlés.

Dans le registre féministe, le *niqab* (ou la *burqa*, ou le voile intégral, puisque dans l'imaginaire ils se confondent), nécessairement imposé par l'entourage, contreviendrait à la dignité de la femme, symboliserait son esclavage, serait aussi inacceptable que l'excision ou le mariage forcé. Dans le registre républicain, le *niqab* serait une provocation contre « nos » valeurs, contre la modernité même, car montrer publiquement son visage est un devoir citoyen, et même un devoir humain (ces femmes, dès lors, ne seraient plus humaines). Dans le registre sécuritaire, les porteuses de *niqab* seraient fondamentalistes et soutiendraient les terroristes ; les simples criminels pouvant d'ailleurs utiliser ce voile comme camouflage, son interdiction sur la voie publique s'imposerait. Dans le registre théologique, on souligne que le *niqab* n'est pas une obligation coranique et que, par conséquent, sa signification serait purement politique ; les porteuses de *niqab* ne seraient donc pas de bonnes musulmanes et interpréteraient mal les Écritures. Pourrait-on imaginer des membres du gouvernement déclarant que les clarisses (de l'ordre de sainte Claire), qui choisissent la réclusion totale, interprètent mal les Évangiles et sont par conséquent de mauvaises chrétiennes ? Réfléchissons à la violence faite à ces jeunes femmes qui veulent montrer, à tort ou à raison peu importe, qu'elles peuvent s'imposer des règles de vie contraignantes, qu'elles sont de meilleures fidèles ou, effectivement, qu'elles rejettent une certaine société occidentale mercantile et consumériste (mais nullement la démocratie et la République), et qui s'entendent dire sur les ondes par des politiques, des intellectuels ou des *people* de tout bord ce qu'est le vrai islam dont elles seraient la honte.

Le registre épidémique (voire pandémique !), enfin, donne la clé de cette obsession collective : le *niqab* serait le produit de la gangrène intégriste qui envahit nos cités ; si on laisse passer « ça » aujourd'hui, demain ce sera « foutu ». Seul le sentiment persistant d'avoir affaire à une attaque microbienne, microscopique aujourd'hui mais présageant une contagion infectieuse, peut expliquer un tel vent de panique. Toute expression musulmane, même infime, doit être combattue, car elle empoisonne par sa seule dilution le corps européen, se fondant « dans la masse comme une cuillère de café dans un bol d'eau bouillante », pour reprendre cette métaphore tirée du « roman-mission » d'Elena Tchoudinova, *La Mosquée Notre-Dame de Paris : année 2048*<sup>3</sup>. Il faut donc agir avant qu'il ne soit trop tard, avant que l'islam ne se substitue entièrement, avec sa culture mortifère, à la civilisation européenne.

S'il n'y avait pas ce sentiment collectif d'urgence face à la prolifération d'un mal, les produits halal distribués dans les grands magasins ou les fast-foods, les minarets en Suisse (alors qu'il n'y en a en tout et pour tout que... quatre dans l'ensemble de la Confédération helvétique<sup>4</sup>), le simple voile à l'école ou le voile intégral dans les espaces publics ne donneraient sans doute pas lieu à un tel déchaînement de réactions. Ce qui passerait inaperçu si cela caractérisait une autre religion ou une autre culture devient immédiatement le symptôme d'une épidémie qu'il faut



combattre. Un sandwich halal vendu dans un fast-food ne relèverait pas de la diversification des pratiques de consommation, à côté du bio, du sans-gluten, du macrobiotique, qui pourtant correspondent eux aussi à des niches particulières, mais d'une question de sécurité nationale. Le positionnement d'une épicerie franchisée qui décide, comme ce fut le cas à Évry, de distribuer exclusivement des produits halal ne renverrait pas à une opération marketing, ni éventuellement au choix religieux d'un entrepreneur, mais forcément à une provocation, destinée à signifier une appropriation territoriale. De même, un voile dans l'espace public qui cache la chevelure d'une femme ne saurait être une simple expression de dévotion ; il traduirait simultanément l'emprise que subirait celle qui le porte et sa volonté d'imposer une nouvelle règle vestimentaire. C'est ainsi que la nouvelle intensité spirituelle de la jeunesse musulmane en Europe, réelle mais en somme assez banale au milieu des recompositions actuelles du champ religieux qui touchent toutes les autres confessions, sera mesurée avec la même inquiétude que l'on mettrait à scruter un grain de beauté parce que l'on soupçonnerait qu'il s'agit d'une tumeur maligne.

D'inattendus soutiens à ce diagnostic peuvent même venir du cœur du monde musulman, de la part d'individus *qui savent de quoi ils parlent* (puisqu'ils sont de « là-bas »), à l'instar du Koweïtien Ahmed al-Sarraf lorsqu'il affirme dans le quotidien *Al-Qabas* qu'il comprend la colère de ceux, trop rares (!), qui s'inquiètent de cet « assaut humain et culturel », mais qu'il ne comprend pas l'apathie européenne générale devant l'évident envahissement islamique, dont il reprend les clichés les plus fantaisistes, par exemple qu'il y aurait 45 millions de musulmans en Europe, qui ne voudraient vraiment pas s'intégrer, et dont « beaucoup soutiennent le principe des attentats », ce qui le conduit à s'écrier comme si les jeux étaient (presque) faits : « Un jour on regrettera l'Europe<sup>5</sup> ! »

## Trop musulmans pour être honnêtes

Depuis le milieu des années 2000, le regard européen, mêlant la condescendance postcoloniale à la peur d'une expansion de l'islam, s'est donc synthétisé dans un sentiment nouveau, celui qu'il existerait un complot musulman visant à détruire l'Europe, à faire disparaître sa culture. Cette thèse du complot peut prendre la forme d'un pressentiment diffus, vague, ou désigner des conspirateurs précis, des leaders, qui, néanmoins, comme tous les conjurés, agissent davantage dans l'ombre que dans la lumière. L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), en raison de liens effectivement réels avec les Frères musulmans, est par exemple désignée comme étant au cœur d'une conspiration. Qu'importe les tentatives désespérées de ses représentants pour se disculper, en condamnant le terrorisme, en se déclarant légalistes et même réformistes. Qu'importe que cette organisation ait collaboré avec les services du ministère de l'Intérieur français dans l'identification des réseaux salafistes qui pourraient éventuellement représenter un danger. Tout cela ne peut qu'être tactique. L'ancien ministre UMP Claude Guéant n'est d'ailleurs pas le seul à trouver suspect cette organisation ; c'est aussi le cas du ministre socialiste de l'Intérieur Manuel Valls qui, à peine installé dans ses fonctions, accusa, dans une allusion à peine voilée à l'UOIF, certaines organisations musulmanes d'accueillir des prédicateurs antisémites<sup>6</sup>.

J'ai moi-même dû m'expliquer publiquement face à la journaliste Caroline Fourest dans un débat sur la radio Europe 1 pour avoir accepté de faire une intervention orale lors du congrès

annuel de l'UOIF en 2012, à l'occasion duquel des milliers de musulmans se réunissent dans une ambiance de kermesse et où ni moi ni aucun autre chercheur de l'Observatoire du religieux n'avons jamais entendu, alors que nous nous y rendons chaque année, aucun propos antisémite, antifrançais, antirépublicain, ni même antidémocratique. Mais c'est la même Caroline Fourest – condamnatrice exaltée de cette réunion annuelle à partir d'ouï-dire puisque, de son propre aveu, elle n'y a jamais enquêté et qu'elle ne s'y est même jamais rendue – qui n'avait pas hésité à écrire sur son blog, avec une confondante assurance, que l'Observatoire du religieux dont je suis responsable est (sans même utiliser le conditionnel) financé par l'Arabie saoudite. Affirmation évidemment fantaisiste, retirée par la jeune femme dès qu'elle fut menacée par mon université d'un procès en diffamation. À vrai dire, je ne suis pas certain que de telles suspicions aussi bizarres qu'infondées soient malveillantes. Non, je crois sincèrement que Caroline Fourest est persuadée de faire le bien, qu'elle s'imagine en croisade et s'octroie en conséquence le droit de dire des choses, certes fausses factuellement (par exemple que mon centre serait financé par une puissance étrangère musulmane dont nous n'avons jamais reçu un centime, ni d'ailleurs d'aucune autre institution que l'État français... malheureusement !), mais qui, *quelque part*, doivent être vraies. L'expression codée « financé par l'Arabie saoudite » signifie en réalité « guidé par la main du Malin ». Dans le théâtre tragique de l'islamisation, il n'y a pas de place pour l'analyse dépassionnée. En tant qu'Européen non musulman, je ne peux être au mieux qu'un « idiot utile », au pire un traître à la solde d'occultes puissances islamiques.

Concernant les leaders musulmans dans le collimateur, arrêtons-nous sur le cas emblématique de Tariq Ramadan, cible préférée de la classe politique comme de l'intelligentsia française, et parfois européenne, sans que l'on sache exactement pourquoi. À la seule vue de sa signature au bas d'une pétition, une personnalité politique socialiste de premier plan retirera immédiatement la sienne afin de ne pas être associée à un nom aussi abject. Lui reproche-t-on sa généalogie, le fait d'être le petit-fils d'Hassan al-Banna, fondateur des fameux Frères musulmans ? Ou est-ce autre chose ? Ce théologien enseigne vraiment à Oxford et à Genève sous son vrai nom. Il ne porte pas une longue barbe, n'est pas vêtu à la mode salafiste. Parfaitement entraîné à la controverse médiatique, il débat brillamment à la télévision sans s'emporter contre ses détracteurs. Il parle un français châtié, dont il maîtrise toutes les finesses, souvent mieux que ses interlocuteurs. Bref, il est tout sauf choquant et provocateur. Ses discours, antiracistes, tolérants, donnent par ailleurs l'image d'un parfait démocrate. On peut donc se demander d'où vient cette mauvaise réputation unanimement partagée par les milieux conservateurs comme progressistes, par la gauche comme par la droite.

Je me suis souvent trouvé chez des amis tout ce qu'il y a de modérés, qui de surcroît ne s'intéressent pas particulièrement à l'islam, à discuter du rejet irrationnel dont font l'objet les musulmans ; l'assemblée pouvait applaudir à ma démonstration et soudain se rembrunir, changer instantanément de regard, et même parfois m'arrêter net parce que j'avais prononcé le nom ignominieux, celui de l'impardonnable Tariq Ramadan. Lorsque j'essayais de m'expliquer, je me rendais compte que je ne pouvais que m'enfoncer. J'avais beau donner des exemples de ses interventions, citer le contenu de ses livres, très mesurés idéologiquement, on me répondait : « Oui, peut-être, mais il est différent lorsqu'il s'adresse à ses coreligionnaires, il les galvanise, il alimente la haine de l'Occident. » Pour ma part, ayant écouté, lu, certes pas tout, mais une bonne partie de ce qu'il a pu produire et dire, y compris devant un public musulman, je n'ai constaté de différences notables que dans les références culturelles. Autrement dit, lorsqu'il s'adresse à des musulmans, il mobilise des notions qui leur sont familières. Ramadan est à la fois un intellectuel

médiatique et un théologien musulman. Si double discours il y a<sup>7</sup>, il consiste simplement à répondre – comme tout leader religieux dont l’audience dépasse le cercle de ses fidèles – à la double contrainte d’être entendu par le grand public et de ne pas contrarier ses ouailles. Néanmoins, je n’ai pas constaté de différences essentielles qui le conduiraient par exemple à célébrer la liberté et la démocratie à la télévision occidentale et à agonir ces mêmes valeurs devant des fidèles.

Je me souviens encore à quel point je fus déçu après avoir été appâté par l’annonce d’une enquête « exclusive » diffusée à la télévision, se présentant comme une plongée dans le monde secret des « réseaux islamistes » qui gangrènent l’Occident, et révélant « enfin » *in situ* le double discours de notre homme, sa face diabolique. La caméra filma d’abord en pleine lumière une conférence publique classique de ce dernier, évoquant les thèmes de la démocratie, du respect d’autrui, etc., puis le fond sonore changea, le réalisateur nous agrémenta soudain d’une musique solennelle plus en phase avec notre rythme cardiaque, tandis que la caméra semblait se mouvoir avec difficulté, pour suivre de ténébreux couloirs, des escaliers, et soudain nous faire pénétrer dans un lieu exigü, sombre, rempli d’individus à l’apparence musulmane. Le défilé des images alors se ralentit, comme si la caméra elle-même s’intimidait, avant que de terribles paroles s’échappent des lèvres de Ramadan, paroles qui seront ensuite répétées en boucle afin que le téléspectateur puisse en saisir pleinement l’horreur.

Qu’a-t-il donc dit d’extraordinaire ? Simplement que si d’aventure la loi de l’État dans lequel il vit interdisait la pratique de sa religion et proscrivait sa foi, il continuerait à pratiquer et à croire malgré tout. Oui, il désobéirait. Ma déception fut vraiment grande devant ce faux *climax* que la mise en scène, les mouvements furtifs de la caméra, les ralentis, la musique d’outre-tombe, n’ont réussi à ne me rendre ni surprenant ni émouvant. En gros, nous apprenions que ce qu’il y avait de pire chez ce monstre, sa face de dangereux islamiste, était d’avouer que si un État s’en prenait à la liberté de conscience et de culte, il ne le reconnaîtrait plus comme légitime. En cela, le pieux Ramadan est banalement moderne dans la grande tradition de résistance à l’arbitraire qui commence avec le *Vindiciae contra tyrannos*, célèbre texte huguenot de 1579 qui proclame le droit de s’opposer à des lois tyranniques, dont de multiples expressions ont été déclinées tout au long de l’histoire de la modernité, par exemple dans le fameux opuscule de Henry David Thoreau *Civil Disobedience*, publié en 1849, qui érige la désobéissance à un gouvernement inique non seulement en droit mais en impérieux devoir. Par ailleurs, je ne connais aucun croyant sincère, catholique, juif, bouddhiste ou autre, qui accepterait d’abandonner sa foi et sa pratique religieuse parce que l’État le lui ordonnerait. Mais cette banalité dans la bouche de Ramadan devient une formidable duplicité, voire une déclaration de guerre secrète (prononcée dans une cave sombre entourée d’affidés) contre la démocratie. Nous sommes là au paroxysme du ridicule.

Enfin, il y a l’affaire du « moratoire sur la lapidation » brandi par presque toute l’intelligentsia pour déclarer définitivement infréquentable le sieur Ramadan. Examinons cette proposition, effectivement faite par ce dernier : « L’appel à un moratoire, nous dit-il, a ce double avantage de faire cesser immédiatement ces pratiques au nom même de l’exigence de justice de l’islam et d’entamer une réflexion de fond sur le sens et les conditions d’application de la charia aujourd’hui. » Qu’est-ce qu’un moratoire ? Une façon de se donner du temps pour pousser les parties en présence à réfléchir. Mais en attendant, et concrètement, l’application de la lapidation dans les pays où elle a cours est tout de suite suspendue. Évidemment, on pourrait s’en tenir,

dans l'idéal, à proclamer que cette pratique doit être définitivement abolie parce qu'elle est intolérable. Mais une telle exigence, si elle est belle et grandiose, n'a aucune chance de faire bouger les lignes, par exemple en Arabie saoudite, tant elle apparaît comme une injonction occidentale, une leçon de morale.

Tariq Ramadan précise bien qu'à titre personnel il est absolument opposé à la lapidation, mais il cherche à provoquer un débat sur l'interprétation de la charia à l'intérieur des sociétés musulmanes, y compris les plus archaïquement arc-boutées sur des pratiques injustes et cruelles comme le Nigéria. Ce procédé comporte d'après lui le triple avantage d'arrêter immédiatement les dégâts, de ne pas condamner l'islam en tant que tel et de transformer le moratoire, suite au débat engagé, en situation définitive au terme d'un processus de réforme interne. Cette position, qui entend privilégier l'efficacité plutôt que les grands principes moraux qui laissent perdurer l'horreur des lapidations sous couvert d'une noble mais stérile intransigeance, est clairement explicitée par notre homme :

Rien ne sert de « sommer » le monde musulman de condamner [les lapidations] sur-le-champ car la réflexion et l'évolution des mentalités ne sont possibles qu'à partir de dynamiques endogènes aux sociétés. [...] Mon but est de faire évoluer les mentalités dans mon univers de référence. Le moratoire, je peux le demander partout, en Arabie saoudite ou au Nigéria... je peux leur dire que ce châtement est inique. Dans mon esprit, le moratoire est une étape qui doit mener à l'abolition de ces peines<sup>8</sup>.

On peut légitimement ne pas être d'accord, par principe, avec cette façon de voir, et nombre d'intellectuels musulmans comme Rachid Benzine ou Mohammed Arkoun la réprouvent au profit d'un rejet immédiat et total de la lapidation. Mais il n'empêche que ce choix tactique est en soi intelligible et audible sans avoir à pousser des cris d'orfraie. L'autre avantage de cette pédagogie serait de sortir du raisonnement de plus en plus répandu dans les masses musulmanes selon lequel « moins c'est occidental, plus c'est islamique », car le débat dont le moratoire serait l'occasion permettrait de promouvoir l'« éducation des populations musulmanes », de les moderniser en douceur de l'intérieur, si je comprends bien la logique de Ramadan. Il est aussi évident que cette position lui permet de garder une cohérence théologique, sauvegardant ainsi sa légitimité religieuse.

À vrai dire, même si je me situe plutôt, pour ma part, dans le camp de l'abolition immédiate par principe, sans moratoire et sans discussion, de la lapidation, je ne vois pas en quoi la logique de Ramadan, à la fois théologique et pragmatique, serait haïssable et révélatrice d'une attaque contre la modernité. Sauf à considérer que ses paroles ne sont pas du tout sincères, ne peuvent pas l'être, que ses explications sont trop belles pour être vraies. Mais il faut pour cela lui prêter des intentions qui ne sont pas exprimées dans ses propos. Et adhérer au raisonnement suivant : ce musulman là parle « trop bien », présente « trop bien » pour être honnête. Il faut donc se méfier plus encore de lui que d'un barbu salafiste analphabète que l'on voit venir de loin. En toute hypothèse, l'intellectuel musulman sera toujours *trop musulman* pour être digne de confiance. Il ne peut être digne d'être cru que s'il accepte d'abjurer sa foi, de dire publiquement qu'il place l'État au-dessus de sa conscience, ce qu'aucun fidèle sincère au monde quelle que soit sa religion (ni aucun athée convaincu) ne pourrait accepter, et ce qu'on ne songerait d'ailleurs pas à lui demander.

## Pataphysique de la conspiration

Le soupçon de conspiration se concentre d'abord sur des organisations et figures particulières, puis, à partir d'elles, il se diffuse comme une rumeur qui touche l'ensemble des musulmans, forcément communautaristes. « Communautaristes » signifie qu'ils forment une excroissance du corps social européen, une population non seulement culturellement allogène en soi, mais qui, aussi, poursuit des buts qui lui sont propres, en collaboration avec les ennemis absolus que sont les États musulmans. Ce sont à la fois des *occupants*, en tant qu'étrangers par essence, qu'ils soient ou non juridiquement européens, et des *collaborateurs*, en tant que traîtres à leur patrie d'accueil.

On peut relever trois niveaux dans la théorie de la conspiration musulmane par laquelle s'actualiserait en permanence la « guerre civile » : un niveau basique et vulgaire (presque infantile) ; un niveau idéologique et géopolitique ; et enfin, *last but not least*, un niveau ontologique (ou métaphysique, si l'on veut).

Le niveau basique et vulgaire repose sur la croyance qu'une guerre secrète, invisible et sourde est en marche, avec, paradoxalement, la présence supposée de signes précis, qui sautent aux yeux, comme l'existence d'organisations spécifiques et de plans de conquête sans faille. Nous avons déjà évoqué la première partie de la vidéo sur le « génocide des Européens » dans laquelle des chiffres de progression démographique faramineux, volet quantitatif du génocide, défilent sur notre écran ; à partir du milieu du film, nous passons à la seconde partie, le volet qualitatif de l'invasion, la démonstration qu'il y a bien une *intention* musulmane unifiée, que les musulmans ne se multiplient pas par hasard à cette vitesse prodigieuse mais telle une armée qui cherche à s'autoféconder pour mieux se déployer, mue par une visée exterminatrice. « Partout, gronde gravement la voix off, les masses musulmanes commencent à s'organiser » pour occuper Paris, à commencer par la rue Myrha où elles prient sur la chaussée pour faire sentir leur présence, prévenir qu'elles sont prêtes à l'attaque, et aussi Moscou, Athènes, mais surtout Rome, centre symbolique de la chrétienté. Les envahisseurs ont osé y prier le 22 avril 2011 en plein air au beau milieu de la Piazza Venezia devant le monument national dédié à Victor-Emmanuel II : « C'est une déclaration de guerre », poursuit la voix, non seulement à la patrie italienne mais aux chrétiens du monde entier car le 22 avril était un vendredi saint. La voix affirme que les médias nous manipulent, nous cachent la vérité, alors que les leaders musulmans eux-mêmes ne résistent pas à clamer leur quasi-victoire face à l'apathie européenne, tel Kadhafi prophétisant la chute prochaine de l'Europe sans avoir eu à brandir les armes (mais qui n'a pas réussi à l'évidence à prédire sa propre chute), ou l'ancien Premier ministre turc Erdogan se réjouissant de la future conquête du continent à travers la diffusion de l'islam.

Des scénarios plus précis sont parfois envisagés. C'est ainsi qu'il existerait une fraternité réunissant des banquiers, des hommes d'affaires, des responsables politiques et des leaders islamistes dont le but serait de conquérir rien de moins que l'Occident, d'après Sylvain Besson<sup>9</sup>. Journaliste au *Temps*, celui-ci aurait eu accès au mystérieux « Projet » – nom de code d'un plan secret visant à établir le règne des islamistes. Le livre ressemble à une enquête menée par le célèbre agent secret de Sa Gracieuse Majesté James Bond 007 découvrant les vicieux desseins du méchant fanatique, entouré de puissants soutiens dans le monde huppé de la finance se réunissant dans des villas de rêve pour comploter contre la démocratie. Donnons crédit un instant à l'enquête rocambolesque de Besson et admettons qu'il puisse exister une organisation de

musulmans ourdissant une telle machination. Il n'est pas douteux que, parmi les musulmans comme chez d'autres, animés ou non de motifs religieux, on trouve des groupes radicaux aux intentions malveillantes, sans que cela prouve quoi que ce soit sur l'existence d'un complot islamique d'ensemble. D'autant moins que, ne serait-ce que théologiquement, l'islam est le plus décentralisé des trois monothéismes, sans aucun contrôle dogmatique central, sans aucune unité idéologique, sans aucun représentant légitime ressemblant de près ou de loin à un pape.

D'autres visionnaires, à l'instar du journaliste René Marchand, intervenant aux Assises internationales sur l'islamisation de nos pays qui se sont déroulées à Paris le 18 décembre 2010, se veulent les spécialistes de la logistique et des étapes opérationnelles du projet de conquête. Marchand se présente comme un expert militaire nous tenant au courant des mouvements actuels et des déploiements futurs de nos ennemis<sup>10</sup>. Les opérations seraient méticuleusement programmées par de véritables « généraux d'état-major » tels que l'Égypto-Qatari Qaradawi, des officiers combattants de terrain comme par exemple les cadres de l'UOIF, avec l'aide de la « piétaille » (les millions de musulmans « soi-disant modérés » résidant en Europe) et bien sûr le nécessaire soutien des idiots utiles (les multiculturalistes).

Voici donc le plan de guerre en deux phases essentielles présentées par notre expert militaire<sup>11</sup>. La première phase opérationnelle que nous serions en train de vivre sans nous en rendre compte comporte trois axes :

– Premier axe : « [...] faire venir en Europe le maximum de musulmans (ou de migrants susceptibles d'être islamisés, comme les Noirs d'Afrique). »

– Deuxième axe : « Les réislamiser, [...] les doter de signes et de comportements marquant leur qualité de membres de la *umma* et, donc, rendant impossible leur intégration dans le pays d'accueil. » Il y aurait essentiellement cinq manières de « réislamiser » : en donnant aux enfants des prénoms musulmans car « c'est les tatouer à jamais comme musulmans » sachant qu'un « enfant de musulman ne peut quitter l'islam » ; par le voile qui est le « fanion d'une armée » ; par la pratique du ramadan qui a une « fonction policière » permettant de « détecter les mauvais musulmans qui seront châtiés en conséquence » s'ils s'abstiennent de le suivre ; par l'édification de mosquées qui sont « bien autre chose que des lieux de prières », mais des lieux de propagande, « [...] des écoles, centres de formation continue, éventuellement casernes » ; par les mœurs, les habitudes alimentaires (le halal en particulier), qui sont « des rappels à ne pas se laisser entraîner vers l'assimilation à la société d'accueil ».

– Troisième axe : « Habituer les Européens » à la présence musulmane pour « laisser aux envahisseurs toute latitude pour mener à son terme le projet de conquête ». Pour cela, « les prénoms, les voiles, les mosquées, le ramadan, la viande halal... doivent être banalisés ». Ainsi, à pas feutrés, les musulmans obtiendront la « reconnaissance par la loi » de leur « communauté identitaire ». L'objectif de cette première phase étant la « libanisation » des États européens.

La deuxième phase de la conquête « tout aussi programmée » pourra alors démarrer. Il s'agit de la « conquête du territoire lui-même ». En effet, « n'ayant plus à ménager les autochtones, les guerriers d'Allah utiliseront désormais la violence armée ». Là aussi, il y a plusieurs axes :

– Prendre d'abord le pouvoir dans des « places de sûreté islamique », dans les agglomérations à majorité musulmane et y faire régner la charia « dans son intégralité ».

– À partir de ces places fortes, les « chefs de guerre » feront « miroiter à la troupe l'islamisation complète » du futur empire, comprenant bien sûr la France – parce que les

musulmans y sont plus nombreux, parce qu'elle s'est rendue coupable de colonisation de terres musulmanes et qu'elle fut, antérieurement, la terre des Francs à l'origine des croisades. Mais l'empire islamique européen comprendra aussi la Belgique, déjà presque tombée démographiquement, par ailleurs capitale de l'Union européenne, l'Italie, cible importante « à cause du Vatican », mais aussi l'Espagne en souvenir d'Al-Andalus.

## Les idéologies contradictoires de la conspiration

Si l'on peut trouver ces variantes de la conspiration légèrement infantiles, proches de la pataphysique – même s'il ne faut pas les négliger si tant est que, pour le meilleur et parfois pour le pire, subsiste toujours en l'homme une âme d'enfant –, il en existe des versions géopolitiques et géoéconomiques beaucoup plus élaborées. Elles se fondent sur le même postulat d'une volonté musulmane unifiée de conquête, mais s'habillent de plus de sophistication idéologique. La célèbre thèse du « choc des civilisations » de Samuel Huntington, professeur dans la prestigieuse université d'Harvard, s'appuie déjà sur l'idée de cette soi-disant « conscience commune » des sociétés musulmanes. Pour Huntington, même si une nouvelle guerre mondiale est improbable, dans le cas où elle adviendrait, elle opposerait forcément des « groupes civilisationnels », pas n'importe lesquels mais « vraisemblablement des musulmans d'un côté et des non-musulmans de l'autre ». Et pourquoi donc les musulmans en particulier et pas les Chinois ? Parce que ces gens-là seraient indéfectiblement solidaires<sup>12</sup> ! Les travaux de la plupart des spécialistes tels qu'Olivier Roy ou Gilles Kepel démontrent pourtant que l'homogénéité religieuse comme politique des pays arabo-musulmans est une pure illusion d'optique qui recouvre d'énormes fractures, dissensions, stratégies contradictoires d'une inextricable complexité<sup>13</sup>.

Huntington n'est pas si éloigné à cet égard, dès 1996, de la thèse d'Eurabia élaborée en 2005 par l'essayiste britannique vivant en Suisse, Bat Ye'or (« Fille du Nil » en hébreux), qui naquit en Égypte, pays dont la nationalité lui fut retirée sous l'administration de Nasser dans le cadre des mesures prises à l'encontre des juifs en 1956. D'après elle, un axe arabo-islamo-européen se serait constitué plus ou moins secrètement à partir du premier choc pétrolier de 1973. Son expression officielle serait le dialogue qui s'instaura à cette époque entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Ligue arabe et qui se traduit par la création de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, dont les résolutions des 7 et 8 juin 1975 constitueraient le point de départ de la lente perte d'indépendance de l'Europe face aux puissances musulmanes.

Le nom « Eurabia » se réfère au titre de la revue du Comité européen de coordination des associations d'amitié avec le monde arabe publiée en France à la même période, rendant compte des « progrès » de cette nouvelle coopération qui devait se poursuivre jusqu'à nos jours. Dans son best-seller *Eurabia, l'Axe euro-arabe*, Bat Ye'or tente de montrer que, sous couvert d'un banal dialogue euro-arabe, se tramait en réalité une conspiration profonde, dirigée par la France, destinée à affaiblir les États-Unis au profit de l'Europe avec l'aide des pays arabes et de leurs pétrodollars<sup>14</sup>. La France, en particulier, aurait conclu ce pacte secret en acceptant en contrepartie d'être arabisée et de laisser sa culture s'islamiser. Elle accepta donc d'entraîner l'Europe entière dans la « dhimmitude » (selon un concept forgé en référence au statut des non-musulmans dans le monde islamique, à la fois protégés et soumis) dans le seul but d'atteindre

l'Amérique et de délégitimer Israël. En sorte que l'Europe serait devenue secrètement l'alliée du terrorisme islamiste et un des soutiens majeurs de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dirigée par Yasser Arafat.

Toute l'histoire européenne du milieu des années 1970 jusqu'à nos jours sera ainsi réinterprétée, quasiment réécrite, à la « lumière » d'Eurabia. Les accords euro-méditerranéens de Barcelone, la Fondation Anna-Lindh pour la coopération culturelle méditerranéenne, jusqu'à l'Union pour la Méditerranée (UPM) ne seraient que les expressions émergées du programme secret, immergé, d'islamisation concertée et progressive de l'Europe<sup>15</sup>. Plus récemment, Bat Ye'or a porté son attaque sur le multiculturalisme européen qui serait un des leviers essentiels de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) – représentant 56 États et près de 1,5 milliard de musulmans prêts à submerger l'Occident – lui permettant de piloter de loin les minorités musulmanes d'Europe en vue de l'islamisation terminale du continent<sup>16</sup>.

L'influence de l'idéologie d'Eurabia est aujourd'hui considérable, non seulement en Europe, par exemple en Italie avec Oriana Fallaci qui s'y réfère constamment dans ses derniers best-sellers, mais surtout en Amérique du Nord, avec des auteurs comme David Horowitz<sup>17</sup>, Christopher Caldwell, Bruce Bawer ou Mark Steyn. Eurabia postule que l'Europe matérialiste, cynique, corrompue s'est vendue au monde arabe, devenant le marchepied de l'islamisation de l'Occident. L'Amérique et Israël apparaissent comme les derniers barrages contre la montée du mal musulman, contre la réduction des Occidentaux à une citoyenneté diminuée et servile (*dhimmitude* comme *servitude*) dans un monde dominé par les maîtres mahométans. La thèse est très répandue dans les milieux conservateurs états-uniens qui vont par ce biais jusqu'à rendre le multiculturalisme européen responsable des attentats du 11-Septembre.

Cette version néolibérale, procapitaliste, célébrant l'empire du bien américain et fustigeant la gauche multiculturaliste corrompue est soutenue en France même, sans qu'il se reconnaisse explicitement dans les thèses trop simplistes d'Eurabia, par exemple par l'historien des idées politiques et économiques Philippe Nemo, qui déplore la conjonction entre un dirigisme étatique de plus en plus envahissant et la décadence d'une Europe livrée au reste du monde. Le sens de la conspiration, pour cette mouvance idéologique, est beaucoup plus subtil, et vise un mouvement intellectuel auquel il est reproché de nous faire croire que nous devons quelque chose à l'islam, que nos parcours culturels se seraient croisés et nourris, alors qu'il n'en serait rien. Contre cette supposée tendance pathologique à l'effacement identitaire, il faudrait affirmer que l'Europe ne doit rien à l'islam. D'après Nemo, en effet, l'Occident en général (et l'Europe en particulier) a été fondé par ce qu'il appelle la « révolution papale » élaborée entre les XI<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles qui opéra une magnifique synthèse de la science comme de la politique grecques avec le droit romain, source de l'humanisme, et enfin avec la morale judéo-chrétienne (principe de la charité active)<sup>18</sup>. Trois bases de la *vraie* culture occidentale auxquelles il faudrait ajouter aujourd'hui le libéralisme économique/politique et le libéralisme intellectuel (la liberté de conscience). Seule une entreprise de restauration de ces *cinq piliers* irréductibles – qui excluent toute participation passée, présente ou future de l'islam, par essence anti-européen – peut sauver l'Europe du marasme. Une des premières mesures géopolitiques à envisager pour cela serait la constitution d'une Union occidentale réunissant l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, permettant de faire bloc avec nos seuls alliés naturels. C'est pourquoi il faudrait aussi éviter l'entrée d'un État musulman dans l'Union européenne. Dans le cas contraire :



L'islam prendra en Europe une place grandissante, ce qui suscitera conflits, violences et perte de la confiance sociale. [...] Si la Turquie entre dans l'Europe, il y aura des problèmes récurrents au niveau de la société civile, [...] quand des milliers de travailleurs turcs viendront s'installer en France, en Belgique ou en Allemagne, y renforçant encore l'emprise et les visées de l'islamisme, ou quand les députés turcs feront pression, au Parlement européen, pour faire entrer dans le droit communautaire, au nom de la démocratie, quelques fragments de charia [...].<sup>19</sup>

Il existerait une conjonction entre la géopolitique musulmane antioccidentale, l'islamisme et l'esprit des populations européennes de culture musulmane. Par conséquent, non seulement il faudrait maintenir à l'extérieur de l'Europe les États musulmans et les islamistes, mais il faudrait tenir les musulmans européens eux-mêmes, en tant que musulmans, en haute suspicion : « [...] il est clair qu'il existe une réelle distance entre culture islamique et culture occidentale qui oblige à placer les pays arabo-musulmans à l'extérieur de l'Occident (du coup, l'immigration massive, dans les pays occidentaux, de populations musulmanes non acculturées pose un problème majeur)<sup>20</sup>. » L'axe euro-américain naturel et sain est dès lors censé contrer l'axe pathologique et autodestructeur euro-arabo-musulman.

Cette position est soutenue par tout un réseau de clubs et d'associations réunissant des intellectuels et des hommes d'affaires européens, en particulier l'Atlantis Institute ou l'Institut Thomas-More, *think-tank* franco-belge qui en appelle à la nécessité de penser l'unité européenne comme civilisation fondée sur la loi du marché.

À côté de cette version atlantiste et néolibérale, qui s'appuie sur un complot arabo-islamo-européen contre l'Amérique, dont la thèse d'Eurabia est la pierre de touche, on trouve une version antilibérale qui s'appuie sur l'existence supposée, au contraire, d'un complot islamo-américain visant à détruire la civilisation européenne. Inutile de préciser qu'aucun des auteurs américains ni même anglo-saxons prophétisant l'islamisation européenne n'y souscrit. Eurabia semble en effet être l'unique source inspiratrice pour la totalité (je n'ai trouvé aucune exception) des thèses de l'islamisation diffusées dans le monde anglo-saxon. Aux antipodes d'Eurabia donc, pour le talentueux écrivain Richard Millet – qui est au plateau de Millevaches, où se déroule l'action de nombre de ses romans, ce que Proust est au boulevard Saint-Germain –, « d'un point de vue symbolique autant qu'économique, l'islamisme n'est qu'une variante spectaculaire du capitalisme protestant<sup>21</sup> ». La pénétration musulmane serait le produit vicieux de la haine de soi des chrétiens et anciens chrétiens européens (dont font partie les élites déloyales à leur « civilisation » par manque de foi, faiblesse, corruption morale), de la haine « du musulman » pour l'Occident et du désir des Américains d'écraser l'Europe sous leurs bottes :

Le succès de l'islam en Europe n'est pas seulement dû à ses mérites ou à une conjuration politico-économique et à un projet américain visant à affaiblir la puissance européenne, mais aussi à ce qu'il est le point de rencontre d'une double haine, celle des musulmans pour l'Occident chrétien, qu'ils voudraient mépriser mais qui les fascine, et celle des chrétiens pour ce qui fut leur religion, leur civilisation<sup>22</sup>.

Remarquons que, pour Millet, islamisme et islam sont synonymes. Chercher à distinguer l'islam politique (l'islamisme) de l'islam tout court est une ruse consistant à faire croire que l'on puisse être simultanément européen et musulman<sup>23</sup>. Alors que la chose serait impossible puisque « en réalité, l'islam est un universalisme expansif et réducteur » qui serait l'allié objectif du libéralisme protestant à l'américaine, « contraire à l'universalisme français ou européen », ce que confirmerait d'après l'écrivain la prolifération des fast-foods halal<sup>24</sup>. Nous aurions affaire, bel et

bien, à une « conjuration politico-économique et à un projet visant à affaiblir la puissance européenne » dont les musulmans issus de l'immigration ainsi que les convertis seraient les instigateurs. La nouvelle intensité spirituelle des jeunes générations de musulmans ne relèverait pas d'une quelconque sincérité mais « du Programme par quoi cette visibilité religieuse est un segment du grand Marché mondial »<sup>25</sup>. Bref, le « consensus pro-islamique » est l'expression de la *pax americana*, « notre accomplissement américain », qui passe « non pas par l'intégration des musulmans mais par notre islamisation »<sup>26</sup>. Même si cette « guerre civile<sup>27</sup> » est déjà perdue, Millet se refuse à être du côté de ceux qui se renient (les traîtres, les *dhimmi* à la botte de l'islam et du marché). Ce nouvel ordre moral postchrétien et posteuropéen, qui est en même temps un nouvel ordre mondial, synthèse entre la soumission débilante au Coran et à l'impérialisme américain consumériste, entre l'auto-aliénation islamique et la vulgarité du marché, s'incarne dans cette jeune fille croisée dans le métro :

[...] pâle, le visage strictement enveloppé dans un *hijab* blanc, les mains maigres, avec dans le regard la fureur contenue des Européennes converties à l'islam et aussi la résignation doucereusement souriante des apprenties martyres. Elle ouvre un coran et se met à le lire avec application, ne s'interrompant que pour répondre au téléphone mobile, s'exprimant en un français si vulgaire qu'on a envie de lui dire qu'elle est indigne du livre qu'elle lit<sup>28</sup>.

Cette version du complot, dont le noyau est l'antiaméricanisme, peut paradoxalement conduire à percevoir une alliance entre l'islam, le libéralisme et le communisme<sup>29</sup> ; ou alors ses adeptes peuvent se revendiquer d'un marxisme authentique retrouvé contre l'islam allié du capitalisme en affirmant, à l'instar de Jacques Philarchein, rédacteur à Riposte laïque, intervenant aux Assises internationales de l'islamisation que « la véritable Internationale, c'est le réveil des nations occidentales face à l'Islam ». Ce dernier appelle « restitutionnisme » ce nouveau marxisme allié du patriotisme en vue de lutter contre l'« occupation » et la « liquidation culturelle » européenne. Les « restitutionnistes » seraient les « enfants spirituels de la Résistance ».

À défaut d'égaliser la poésie de Millet, l'écrivain Renaud Camus expose la variante la plus fabuleuse d'un processus d'islamisation qui conduirait à l'« islamo-substitution », le remplacement complet de la culture et du peuple européens, avec le soutien actif et continu d'une classe politique visant dans l'Hexagone, en particulier depuis Valéry Giscard d'Estaing et surtout depuis François Mitterrand, à détourner la France d'elle-même (mais les sociaux-démocrates en Allemagne et les travaillistes au Royaume-Uni auraient fait le même travail de sape dans leurs pays respectifs)<sup>30</sup>. L'alliance du gauchisme et du capitalisme aboutirait ainsi à ce « Grand Remplacement », dépossession identitaire totale des Européens. Les trois vecteurs du capitalisme transnational, du gauchisme altermondialiste et de l'islam « en expansion infinie » se complèteraient dans la recherche de l'hégémonie totale : la « pantocratie ». L'islam serait le facteur central du renversement identitaire de l'Europe, ainsi qu'en témoigne sans ambiguïté l'entretien accordé par Renaud Camus à l'occasion de la sortie de son livre *Le Grand Remplacement* :

- Vous reprenez des propos de Houari Boumédiène pour affirmer le désir de conquête des pays musulmans, « desseins immémoriaux et pour ainsi dire constitutifs de l'islam ». Selon vous, est-ce un danger réel ?
- C'est plus qu'un danger, c'est une réalité en marche. Il y a dix ans, on pensait que les imams un peu exaltés qui disaient que bientôt les musulmans seraient majoritaires à Londres, à Birmingham, à Rotterdam ou à Marseille, ou que l'Angleterre, les Pays-Bas ou la France deviendraient terre d'islam et feraient mieux de se convertir au plus vite, on

pensait que ces imams plaisaient, ou qu'ils étaient fous, ou qu'ils agitaient par haine d'absurdes menaces. [...] Et combien de nos compatriotes ont dû abandonner des quartiers, parfois des villes entières, où leur existence était devenue invivable ? [...] Le « maillage » du territoire, en France, son devenir-banlieue précipité, ce que j'appelle la « banlocalisation universelle », est étroitement lié à la *white flight*, à l'obligation faite aux indigènes d'évacuer les zones trop exposées, intenable<sup>31</sup>.

Dans la guerre de l'islam pour « l'établissement toujours plus ferme et toujours plus large de son emprise sur le monde, soit par la conversion, soit par la conquête [...] », les délinquants de banlieues ne seraient pas de simples voyous, mais « une armée, le bras armé de la conquête<sup>32</sup> ».

En 2002, Renaud Camus fonda le parti de l'In-nocence, destiné à promouvoir une société non pernicieuse, purifiée de ses nuisances (du latin *nocens*, « pernicieux », « nuisible », l'innocence se rapporte par extension à l'intégrité des mœurs en général ou, dans le vocabulaire particulier du catholicisme du XVII<sup>e</sup> siècle, à l'état non souillé par le mal). Le programme de ce parti politique est explicité dans un copieux opuscule intitulé *Abécédaire de l'In-nocence*, dans lequel figure en bonne place la lutte contre la *pernicieuse* islamisation de l'Europe :

[...] le pouvoir politique et la puissance médiatique s'ingénient à cacher à leurs concitoyens en Grande-Bretagne comme en France [...] que des pays peuplés en grande partie de musulmans sont voués à devenir en grande partie musulmans, et à se soumettre progressivement aux lois, sociologiques d'abord, juridiques ensuite, de la civilisation musulmane. Le parti de l'In-nocence n'a jamais rien dit d'autre, même s'il tente pour sa part de ne pas se résigner à cette soumission<sup>33</sup>.

Sans aller jusqu'à échafauder de telles constructions et sans être aussi radicaux, nombre d'intellectuels flirtent avec ce courant, comme l'éditorialiste en vue Ivan Rioufol pour qui l'islam s'insinue dans la brèche ouverte par la marchandisation humaine<sup>34</sup>, ou comme le rédacteur en chef adjoint au *Figaro Magazine* et essayiste renommé, Jean Sévillia, pour qui il existerait une coïncidence symbolique entre la chute du Mur de Berlin et l'affaire du voile<sup>35</sup>. Nous aurions vécu à partir des années 1970 une révolution silencieuse ayant abouti, à travers le relativisme, la transgression, le droit à la différence, l'individualisme, le chacun pour soi, le principe de plaisir, à une société éclatée qui n'est plus ni de droite ni de gauche, ni laïque ni chrétienne. La pénétration de l'islam (exogène et inassimilable) serait l'expression de la capitulation devant cette maladie qui gangrène le corps européen.

Ces spéculations, plus ou moins floues, combinant des constructions conspirationnistes et des scénarios géopolitiques aux antipodes les uns les autres, permettent aux marxistes de revivre leur marxisme, aux libéraux de promouvoir leur libéralisme, aux nationalistes de se réapproprier la nation, chaque fois sur le dos de l'islam. Même si elles se fondent sur des logiques contradictoires, ces thèses ont néanmoins une sensibilité commune qui rejette avec dégoût l'esprit de Mai 68, l'idée d'une société ouverte et multiculturelle. La « fausse libération » des années 1970, expression de la dégénérescence, de l'abolition des valeurs authentiques, ne pouvait qu'aboutir, d'après leurs tenants, au vrai totalitarisme de l'islam. Celui-ci est le prétexte, l'image repoussoir, qui permet ainsi de fonder une nouvelle idéologie populiste qui n'est plus du tout le propre de l'extrême droite, et qui peut séduire bien au-delà de son périmètre classique.

## Le Musulman métaphysique

La seconde caractéristique, encore plus préoccupante, de cette nouvelle sensibilité populiste est de déborder le simple champ idéologique pour aboutir à une version mystique de la conspiration, dans laquelle le musulman de chair et d'os s'est littéralement volatilisé au profit d'un principe métaphysique, celui de l'ennemi insaisissable d'une identité européenne introuvable. À travers les corps multiples des musulmans, à travers les moindre signes de leur foi, forcément ostentatoires et insultants, les Européens semblent lire leur propre manque de foi et l'angoisse qui en résulte, qu'ils convertissent aussitôt en haine du Musulman essentiel, source de tous leurs déboires mais avant tout de leur frustration existentielle. Celle-ci imprègne chaque ligne de l'essai *Fatigue du sens* de Richard Millet. On y perçoit un désespoir sans rémission : « Je me situe dans une logique de guerre où l'ennemi n'est pas l'autre impossible ni mon miroir négatif, mais cela même qui me nie [...]»<sup>36</sup>. » En paraphrasant Sartre décrivant l'antisémite, il paraît clair que l'islamo-paranoïaque est avant tout « un homme qui a peur. Non des [musulmans], certes : de lui-même, de sa conscience, de sa liberté, de ses instincts, de ses responsabilités, de la solitude, du changement, de la société et du monde ; de tout sauf des [musulmans]»<sup>37</sup>. Le lecteur aura compris que le mot « juif » a été remplacé par le mot « musulman ».

Tzvetan Todorov ne s'y est pas trompé : « Tous les autres êtres humains agissent pour une variété de raisons : politiques, sociales, économiques, psychologiques, physiologiques même ; seuls les musulmans seraient toujours et seulement mus par leur appartenance religieuse [...], eux obéissent en tout à leur essence immuable et mystérieuse de musulmans»<sup>38</sup>. » Le Musulman serait solidaire de tous ses frères en religion sur la surface de la Terre, en vue de l'accomplissement d'un unique objectif. En cela, il ne serait pas comme le commun des mortels, emporté dans le tourbillon des contingences quotidiennes. Dans ses moindres actions, dans ses choix existentiels, économiques, à court ou à long terme, il s'appliquerait méticuleusement à faire gagner du terrain à l'islam. Il lui sacrifierait donc forcément l'avancée de ses petites affaires, l'éducation de ses enfants, la progression de sa carrière, sa prospérité personnelle.

Si nous suivons bien la logique de la conspiration, nous devons admettre que le Musulman consacre son existence à l'expansion de la *vérité* de l'islam. Il n'est donc plus vraiment un homme livré à des intérêts humains, mais ce que les anciens Grecs appelaient un héros, quelqu'un qui ne vit plus dans l'économie des désirs quotidiens, un être extraordinaire (qui sort de l'ordinaire) au destin tragique (prêt à mourir), ou si l'on veut, de notre point de vue, un titan voué à la destruction de notre société. Mais une telle image *extraordinaire*, même négativement titanesque, est inacceptable, parce qu'on veut bien qu'il conspire, mais sans les moindres conséquences valorisantes. Le Musulman doit rester coûte que coûte une antivaleur, au prix même de l'incohérence. De sorte qu'il combinera les traits du fin stratège, méticuleux et opiniâtre, à ceux du criminel opportuniste, vil, oisif et veule.

Dans un autre registre, il est à la fois trop visible, ostentatoirement visible, lorsqu'il prie dans la rue par provocation, pour marquer son territoire et l'avancée de son expropriation, érigeant partout des mosquées et des commerces halal, exhibant des voiles islamiques comme les étendards de ses victoires<sup>39</sup>, et, en même temps, il se cache dans des caves, fourbissant ses armes en sous-sol. Le Musulman est en réalité un être impossible, pourvu de qualités contradictoires. C'est un principe métaphysique. Il est libre, parce qu'il faut qu'il puisse être blâmé pour sa responsabilité, mais libre seulement de faire le mal, et même – comme dans le cas des femmes voilées, « ignorantes et manipulées » – de se faire mal à lui-même.

Qu'il soit pauvre ou riche, perse, arabe, turc ou indonésien, ouïgour vivant dans les steppes chinoises ou chamelier jordanien, paysan ou ouvrier, avec ou sans enfant, immigré européen ou émir de la Péninsule arabique, d'origine ou converti, noir ou blanc, le Musulman reste le *même* au-delà de toutes ses différences concrètes, mais le *même* toujours absolument différent de *nous*, l'*autre* par essence. Dépourvu de spécificités régionales, sociales, économiques et finalement personnelles, le Musulman, en un sens, n'a pas d'âme individuelle, il n'est qu'un collectif conquérant.

Difficile de ne pas à nouveau en venir aux célèbres *Réflexions sur la question juive* de Jean-Paul Sartre décrivant magistralement ce « principe métaphysique » qu'était devenu le Juif. Presque chaque ligne des 163 pages de l'ouvrage semble s'appliquer à la *situation* actuelle du musulman. Remplacer simplement le mot « Juif » par celui de « Musulman » suffit d'ailleurs à conférer au texte une frappante actualité. Tentons à nouveau l'expérience pour expliquer les comportements contradictoires, à la fois sacrificiels et égoïstes, d'ascète et de racaille, attribués au Musulman :

[...] tout s'éclaire si nous renonçons à exiger du [Musulman] une conduite raisonnable et conforme à ses intérêts, si nous discernons en lui, au contraire, un principe métaphysique qui le pousse à *faire le mal* en toute circonstance, dût-il pour cela se détruire lui-même. [...] pour une part, c'est une essence, une forme substantielle et le [Musulman], quoi qu'il fasse, ne peut la modifier, pas plus que le feu ne peut s'empêcher de brûler. Et, pour une autre part, comme il faut pouvoir haïr le [Musulman] et qu'on ne hait pas un tremblement de terre ou le phylloxéra, cette vertu est aussi liberté<sup>40</sup>.

Les idéologues du mythe de l'islamisation, comme nous l'avons vu, rendent la réalité plus mystérieuse, échafaudent des systèmes, à partir desquels ils prophétisent, anticipent, réinterprètent l'histoire, les processus à l'œuvre *depuis longtemps*. À l'instar des gourous des sectes millénaristes et de leurs adeptes, ils semblent nous dire qu'il y a un code secret que seuls les initiés, dont ils font évidemment partie, peuvent déchiffrer. La passion du *fait révélateur*, déjà repéré par Sartre chez l'antisémite<sup>41</sup>, s'est transformée en passion des statistiques, propres à justifier les hypothèses les plus improbables. Dès lors, les malheurs qui s'abattent sur notre existence ne sont pas absurdes ; ils ont une signification profonde, parce qu'ils ont une cause identifiable. Si rien ne va plus, des déboires économiques au manque de confiance dans la vie, en passant par les cataclysmes et les guerres, c'est que le Musulman « est là, derrière les gouvernements, qui souffle la discorde<sup>42</sup> ».

1. « L'illusion du bloc électoral musulman », in J. Laurence et J. Vaïsse, *Intégrer l'islam, op. cit.*, p. 239-269.
2. « Sarkozy : «La burqa n'est pas la bienvenue sur le territoire de la République» », *Libération*, 22 juin 2009.
3. Elena Tchoudinova, *La Mosquée Notre-Dame de Paris : année 2048*, Paris, Tatamis, 2009.
4. « Les Suisses votent massivement l'interdiction de nouveaux minarets », *Le Monde*, 18 décembre 2009.
5. Ahmed al-Sarraf, « Un jour on regrettera l'Europe ! », *Courrier international*, 22 juillet 2010.
6. Stéphanie Le Bars, « L'UOIF dans le collimateur de Manuel Valls au dîner du CRIF à Marseille », <[religion.blog.lemonde.fr](http://religion.blog.lemonde.fr)>, 22 mai 2012.
7. Sur les facettes du discours de Tariq Ramadan, voir Raphaël Liogier, *Une laïcité légitime, op. cit.*, p. 88-91, et Franck Frégosi, « Tariq Ramadan ou les habits neufs d'une vieille rhétorique », *Chemins de dialogue*, n° 14, 1999, p. 125-151.
8. « Lapidation : Tariq Ramadan appelle à un moratoire », *Le Courrier*, 30 mars 2005 (propos de Tariq Ramadan recueillis par Christophe Keossler).
9. Sylvain Besson, *La Conquête de l'Occident. Le projet secret des islamistes*, Paris, Seuil, 2005.
10. René Marchand, *La France en danger d'islam*, Paris, L'Âge d'homme, 2002.
11. René Marchand, « Ne concevoir l'islam que comme une religion est un piège mortel pour les Européens », <[ripostelaique.com](http://ripostelaique.com)>, 13 septembre 2010.

- [12.](#) Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 255-262 et p. 471.
- [13.](#) Voir notamment Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Fayard-Plurriel, 2011 ; *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, « Points », 2004 [2002] ; « Panarabisme-panislamisme : le Jihad en marche ? », in *L'Atlas des religions, pays par pays*, *op. cit.*, p. 112-113 ; et Gilles Kepel, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Paris, Gallimard Folio, 2007 [2004].
- [14.](#) Bat Ye'or, *Eurabia, l'axe euro-arabe*, Paris, Éditions J.-C. Godefroy, 2006.
- [15.](#) Interview de Bat Ye'or, « Nier l'existence d'Eurabia est stupide », <[upjf.org](http://upjf.org)>, 29 août 2011.
- [16.](#) Bat Ye'or, *L'Europe et le spectre du califat*, Saint-Victor-de-Morestel, Les Provinciales, 2010.
- [17.](#) David Horowitz et Guy Millière, *Comment le peuple palestinien fut inventé*, Neuilly-sur-Seine, David Reinharc, 2011.
- [18.](#) Philippe Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, Paris, PUF, 2004.
- [19.](#) *Ibid.*, p. 153.
- [20.](#) *Ibid.*, p. 114.
- [21.](#) Richard Millet, *Fatigue du sens*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2011, p. 149.
- [22.](#) *Ibid.*, p. 135.
- [23.](#) *Ibid.*, p. 129.
- [24.](#) *Ibid.*, p. 54 et 129.
- [25.](#) *Ibid.*, p. 130.
- [26.](#) *Ibid.*, p. 55.
- [27.](#) *Ibid.*, p. 95.
- [28.](#) *Ibid.*, p. 115.
- [29.](#) *Ibid.*, p. 63.
- [30.](#) Renaud Camus, *Le Grand Remplacement*, Paris, David Reinharc, 2011.
- [31.](#) *Jerusalem Post*, du 17 au 23 avril 2011.
- [32.](#) Allocution de Renaud Camus aux « Assises de l'islamisation de nos pays » (Paris, 18 décembre 2010).
- [33.](#) Renaud Camus et Parti de l'In-nocence, *Abécédaire de l'In-nocence*, Paris, David Reinharc, 2010, p. 301.
- [34.](#) I. Rioufol, *De l'urgence d'être réactionnaire*, *op. cit.*, p. 179-180.
- [35.](#) Jean Sévillia, *Moralement correct*, Paris, Perrin, 2008, p. 15-16.
- [36.](#) R. Millet, *Fatigue du sens*, *op. cit.*, p. 88.
- [37.](#) D'après J.-P. Sartre, *Réflexions sur la question juive*, *op. cit.*, p. 62-64.
- [38.](#) Tzvetan Todorov, *La Peur des barbares*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 166-167.
- [39.](#) Voir Cyrano, « Bien sûr que les prières dans la rue, les voiles, le halal et les mosquées sont des symboles de conquête ! », <[ripostelaique.com](http://ripostelaique.com)>, 12 décembre 2010.
- [40.](#) D'après J.-P. Sartre, *Réflexions sur la question juive*, *op. cit.*, p. 42.
- [41.](#) *Ibid.*, p. 162.
- [42.](#) *Ibid.*

## 4.

# Le théâtre destructeur du mythe de l'islamisation

### L'interprétation délirante des apparences

Afin d'être vécu, le mythe doit d'abord être cru. Chacun, dans ce théâtre tragique de l'islamisation – tragique, et non pas seulement dramatique, parce que c'est bien la mort de l'Être européen qui est projetée sur scène – doit pouvoir tenir sérieusement son rôle. Dans le cas contraire, le scénario se dégraderait en simple fiction à laquelle on n'adhère que partiellement, par jeu. Contrairement à la fiction, qui peut ne reposer sur rien de réel et se complaire dans des tribulations oniriques, le mythe doit impérativement s'appuyer sur des faits qui le rendent plausible.

De ce point de vue, ceux qui y adhèrent ne sont pas à proprement parler des mythomanes – ils ne sont pas de simples affabulateurs –, ni des phobiques – ils ne fuient pas l'objet de leur peur irraisonnée. Ils ressemblent bien davantage, pour continuer à filer la métaphore clinique, aux paranoïaques qui cherchent sans cesse à confirmer *objectivement* leur interprétation du réel, à nourrir le mythe qui donne sens à leur paranoïa<sup>1</sup>. Ils guettent le moindre fait et, s'il ne se présente pas, ils partent à sa rencontre, ils scrutent partout des signes pour confirmer – et même accentuer – leur intranquillité. L'islam leur apparaît partout, à tous les coins de rue, sur les écrans de télévision, dans les supermarchés ; il semble s'incarner dans la peau du voyou de la cité, dans la violence en tant que telle, dans toutes les forces du désordre. En sens inverse, comme avec les hypocondriaques, les signes qui pourraient contredire le diagnostic tragique ne sont pas vus, ne peuvent pas même être aperçus. Le propre de cette mise en scène morbide est en effet d'imposer une théâtralité délirante qui élimine tous les autres scénarios possibles. Nous pouvons énumérer six *faits* à partir desquels l'islamo-paranoïaque réussit à construire son scénario.

### **Le regain de ferveur musulmane : un esprit de conquête ?**

Le premier de ces phénomènes, en lui-même objectif, est l'intensification bien réelle du sentiment religieux chez certains musulmans, surtout jeunes, qui peut se traduire par une plus grande visibilité, par une plus grande fréquentation des lieux de culte (23 % des musulmans théoriques fréquentent un lieu de culte au moins une fois par mois, contre seulement 5 % pour les catholiques)<sup>2</sup>. Et, effectivement, les mosquées décentes sont trop peu nombreuses aujourd'hui pour accueillir ces fidèles. Contrairement au fantasme obstiné selon lequel les lieux de culte musulmans pulluleraient comme d'innombrables champignons vénéneux infestant le territoire, il n'y a en réalité que 90 mosquées et 1 962 salles de prières (ce qui fait 2 052 lieux de culte) en métropole, alors qu'il y a 3 000 lieux de culte protestants. Cela fait une différence de 1 000, alors qu'il n'y a que 1,1 million de protestants pratiquants<sup>3</sup> et que le nombre de musulmans s'élève au minimum à 2,1 millions de fidèles. De tels chiffres – un tiers de lieux de culte en moins pour un million de fidèles de plus – ne manquent pas d'invalider l'idée selon laquelle on octroierait tout aux musulmans.

Pourquoi un tel écart ? Parce que, dans la réalité justement, les mosquées sont construites au compte-gouttes, chaque projet étant l'occasion de débats locaux sans fin et de multiples tracasseries administratives. Pourtant, comme le rappelle très justement Jean Baubérot, la République a aussi pour mission, suivant les articles 1 et 25 de la loi de 1905 (que l'on oublie trop souvent), de garantir les conditions du libre exercice public des cultes<sup>4</sup>. Ce n'est ni par provocation ni pour occuper le territoire mais parce qu'ils n'ont nulle part ailleurs pour prier collectivement que, dans certains cas, rarissimes, les musulmans prient dans la rue. Il y a moins d'une dizaine de rues concernées, une heure par semaine environ le vendredi dans une atmosphère paisible<sup>5</sup>, alors que les Français estimeraient en moyenne qu'il y a... 185 rues bloquées<sup>6</sup> ! Nicolas Sarkozy n'hésitera pas, alors que la polémique gronde et enfle, à amalgamer ces prières de rue, très peu nombreuses et liées à l'exiguïté des mosquées, à « l'appel à la prière dans la rue du haut des minarets » comme dans « les pays à majorité musulmane »<sup>7</sup>.

La vision paranoïaque de l'envahissement renverse ainsi la causalité du problème : les musulmans chercheraient à porter atteinte à la République laïque en occupant les rues ! Le même sondage révèle que les Français croient en moyenne qu'il y a 191 minarets dans le pays, alors que, sur les 90 mosquées que compte en tout et pour tout l'Hexagone, seulement un quart d'entre elles disposent d'un minaret.

Le fait est que 78 % des musulmans accordent, de leur propre aveu, beaucoup ou assez d'importance à la dimension religieuse de leur existence, alors que seuls 24 % des catholiques donnent une telle place à leur foi. Ces derniers sont certes majoritaires en France mais se sentent de moins en moins catholiques (à l'inverse des musulmans, 76 % des catholiques disent n'accorder que peu ou pas d'importance à la religion)<sup>8</sup>. Le regain de foi musulmane pourra être interprété comme un signe d'islamisation, voire comme la cause de la perte de foi des catholiques, comme s'il existait un mystérieux phénomène de vases communicants entre l'intensité croyante des uns et la désaffection des autres. Les musulmans sont ainsi rendus responsables de la chute de fréquentation des églises...

Il ne faut pas non plus confondre le développement des produits halal en grande surface ou le développement de la finance islamique (conforme à l'éthique musulmane) avec un éventuel désir de s'imposer. Encore une fois, le bruit persistant, devenu une évidence publique, de l'intransigeance des musulmans voulant imposer le halal, est parfaitement infondé. Le Conseil français du culte musulman demande seulement que soit offerte la possibilité de choisir un menu



végétarien dans les écoles. Et l'idée selon laquelle on mangerait de la viande halal sans le savoir n'a aucun sens non plus, parce que s'il est bien réel que certaines méthodes d'abattage sont compatibles avec les normes halal, ce n'est pas pour des raisons de conformité religieuse, mais parce que les moins coûteuses se trouvent être considérées par certains comme halal. Mais depuis que nous pensons *islamisation*, nous croyons découvrir que si une telle procédure peut avoir été préférée, c'est bien sûr pour plaire aux musulmans ou, pire, c'est pour nous faire devenir musulmans malgré nous...

### **La concentration urbaine : une prise de territoires ?**

Le deuxième phénomène bien réel est la concentration des populations musulmanes européennes dans les grands centres urbains, Paris, Lyon, Marseille<sup>9</sup>, Londres, Vienne, Bruxelles, Amsterdam, etc. Là où se tient la loupe grossissante médiatique. Mais, là encore, la causalité est inversée : on dira que les musulmans se sont *emparés* de quartiers entiers, alors que, tout simplement, ils y ont été *regroupés* ! On va même jusqu'à suggérer que ces périphéries urbaines dans lesquelles règnent la précarité économique, l'insécurité, voire une certaine insalubrité, loin de refléter la fragilité des populations qui y vivent, constituent en réalité un atout, une condition de leur puissance : « [...] les musulmans sont très concentrés dans les grandes agglomérations, ce qui accroît leur visibilité et leur capacité de mobilisation<sup>10</sup> ». La faiblesse *apparente* serait ainsi une force.

Cette concentration urbaine musulmane doit d'ailleurs être relativisée. Prenons l'exemple de Bruxelles, ville emblématique de l'islamisation, qui serait une des premières citadelles à être à la veille de tomber, au point qu'un colloque a été organisé à l'Université libre de Bruxelles en 2010 autour de la question suivante : « Bruxelles, musulmane en 2030<sup>11</sup> ? » Oui, il y a une forte concentration de musulmans dans l'agglomération bruxelloise ; néanmoins, leur part dans la population ne représente nullement 33 % comme l'annoncent certaines statistiques, mais plutôt entre 10 % et 15 %<sup>12</sup>. En effet, parmi les individus de culture musulmane – qui sont près de 300 000 à Bruxelles, ce qui équivaut à près de la moitié des musulmans présents dans tout le pays –, seuls entre 120 000 et 150 000 d'entre eux se reconnaissent comme musulmans, ce qui bat en brèche le ferme préjugé qui pourrait s'énoncer selon l'adage « musulman un jour, musulman toujours ».

### **La criminalité : une causalité religieuse ?**

Le troisième phénomène, lui aussi bien réel, est connecté au précédent. Il s'agit de l'existence d'une forte délinquance, du trafic de drogue, de réseaux criminels et d'une violence ordinaire très marquée dans les quartiers périphériques pauvres des grands centres urbains européens. Là où, effectivement, ainsi que nous venons de le voir, la grande majorité des musulmans sont encore concentrés. Or, comme l'on a tendance à confondre les origines ethnoculturelles et l'islamité, et que, effectivement, une grande partie des délinquants sont d'origine maghrébine tout simplement parce qu'ils constituent, encore, la population majoritaire de ces quartiers ghettoïsés, on établit un lien de cause à effet entre islam et délinquance. À Clichy-Montfermeil, au cœur du département qui comprend le plus grand nombre de musulmans de France, la Seine-Saint-Denis, le taux de chômage moyen atteint près de 20 % de la population

(le double de la moyenne nationale) et 43 % des jeunes actifs<sup>13</sup>. Et il est vrai que les exclus de l'emploi, en particulier ceux qui, au sein de ces cités, vivent dans l'insécurité économique, constituent un vivier prioritaire de délinquance. Ce qui est une constante universelle, en dehors de toute appartenance confessionnelle. Si l'on retrouve plus de 50 % d'individus de culture musulmane en prison, suivant l'enquête de Farhad Khosrokhavar, ce n'est pas parce que l'islam serait en soi une « religion de racailles<sup>14</sup> », mais parce que les délinquants font toujours majoritairement partie des groupes les plus fragiles économiquement évoluant dans des contextes sociaux précaires<sup>15</sup>.

L'islamité n'est bien sûr en rien une variable déterminante de la délinquance. À vrai dire, ce serait même le contraire, si l'on en croit l'enquête que nous avons menée à l'Observatoire du religieux en 2005 qui tendait à montrer qu'une certaine ferveur religieuse soutenue et continue, chez les adolescentes et adolescents musulmans, était un facteur positif de réussite scolaire<sup>16</sup>. Ce qui est conforme au principe selon lequel la pratique religieuse conditionne un mode de vie plus régulé, plus ascétique, et par conséquent favorable à l'étude. La résurgence de la ferveur musulmane dans les quartiers populaires n'est pas le symptôme d'un malaise, mais plutôt une stratégie spirituelle pour trouver de nouvelles régulations, de nouvelles normes, une éthique, bref pour sortir de l'anomie, de l'absence de but. Autrement dit, la nouvelle ferveur musulmane n'est pas source d'instabilité, mais au contraire une réaction contre la précarité et la violence. C'est pourquoi la majorité des habitants de ces « quartiers » populaires à forte présence musulmane se battent pour que l'État se réengage<sup>17</sup>, y compris à travers une plus grande présence policière. Il faut comprendre que les musulmans, comme les autres, et même plus que les autres puisqu'ils sont plus nombreux dans ces ghettos, souffrent des agissements des « racailles » dont ils ne se sentent en aucun cas solidaires, et encore moins lorsque ces délinquants se revendiquent de l'islam. Il n'existe pas – contrairement à cette vision obstinée d'un islam délinquant – de solidarité entre les voyous de banlieue et la masse des musulmans.

### **L'islam dans les banlieues : un vecteur de radicalisation islamiste ?**

Le point précédent nous amène au quatrième phénomène incontestablement vrai, mais interprété de façon erronée : le fait que les quartiers sensibles sont des bouillons d'inculture où peuvent croître de jeunes islamistes radicaux et des terroristes potentiels.

Dans *La Désintégration*, film sorti en 2011, le réalisateur Philippe Faucon met en scène Ali, un fils d'immigré tunisien de la région lilloise. Cet étudiant sympathique et plein d'espoir finit par s'aigrir des discriminations qu'il subit, en particulier dans sa recherche d'emploi. C'est alors qu'il rencontre l'islam ; il deviendra un jihadiste désireux de faire « sauter l'Occident ». La récurrence de ce motif dans les œuvres de fiction est aujourd'hui frappante : l'islam apparaît toujours, non seulement sous un angle négatif et vindicatif, mais comme la tentation du désespoir face au malaise existentiel. C'est aussi ce qui ressort de la lecture du rapport dirigé par le politologue Gilles Kepel en 2011 sur Clichy-Montfermeil : nous y trouvons une critique de la situation économique et sociale désastreuse de cette banlieue et la description de la montée de l'islam comme refuge communautaire face à la relégation républicaine<sup>18</sup>.

Ainsi que me le faisait remarquer Franck Frégosi, un des meilleurs spécialistes actuels de l'islam de France, on aurait pu tout aussi bien évoquer les mouvements néo-évangéliques qui se développent à grande vitesse dans ce même département de la Seine-Saint-Denis où l'enquête a

été menée et qui touchent aussi des populations très précarisées<sup>19</sup>. Pourquoi dès lors le silence autour de ce « problème » ? Précisément parce que, contrairement à l'islam, il n'est pas déjà perçu en soi comme tel. L'islam ne saurait jouer un rôle bénéfique ; l'idée de son incompatibilité foncière avec la République est à ce point ancrée qu'un regain de religiosité de ses adeptes ne pourrait être que le symptôme d'un désastre. La version simplifiée du raisonnement pourrait quasiment se réduire à la proposition suivante : *la preuve qu'il y a un problème dans les banlieues est que les gens y semblent plus musulmans que naguère*.

L'étude dirigée par Gilles Kepel, dont il a tiré un second ouvrage intitulé *Quatre-vingt-treize* – en référence à Victor Hugo à qui ce titre est emprunté et dont le code désigne aussi le département où se déroule une partie de l'action des *Misérables* (c'est ici qu'habitent les fameux Thénardier du roman) –, prend pour objet un espace révélateur des bouleversements de la société française de la Révolution aux révoltes des banlieues de 2005<sup>20</sup>. Il montre que ce n'est pas parce qu'une majorité de musulmans y résident aujourd'hui, pour des raisons historiques, que ces quartiers sont sensibles, fragiles, au bord de l'éclatement, mais parce que leurs populations s'y sentent délaissées, éloignées du reste du pays, vivant dans une misère matérielle mais surtout symbolique.

Nous ne pouvons que souscrire à cette analyse, mais, contrairement à ce que semble aussi suggérer Kepel, les enquêtes que nous avons menées, au moins dans les régions marseillaise (quartiers nord), lyonnaise (Minguettes) et bordelaise (cité des Aubiers), montrent que l'islam est, pour la majorité de leurs habitants, un facteur régulateur, pacificateur des rapports sociaux, un moyen de retrouver une dignité face aux autres, face aux nantis, mais aussi face à soi-même, sans pour autant rejeter les valeurs de la société globale<sup>21</sup>. L'adhésion à l'islam permet de retrouver un repère moral dans un environnement en déréliction. Et, en effet, là où les structures publiques se désengagent, la socialisation religieuse prend le pas, avec par exemple des écoles coraniques, un tissu associatif très dynamique qui soutient la population. D'après l'enquête de Felice Dassetto, après le football, l'islam serait à Bruxelles la première cause de mobilisation<sup>22</sup>. Près de 200 organisations bruxelloises se réfèrent plus ou moins directement à cette religion, on compte 86 associations culturelles, 11 institutions éducatives, 18 librairies. Cette tentative pour des populations extrêmement fragiles de se reprendre ainsi en main, de reconstituer une vie culturelle et culturelle est plutôt positive socialement. Mais effectivement, comme le souligne Dassetto, il peut y avoir un risque de clivage musulmans/non-musulmans. L'islam peut ainsi devenir pour certains, les plus frustrés, ceux qui se sentent dépossédés, méprisés et sans avenir, l'emblème de la lutte contre le système, justement d'ailleurs parce qu'ils sentent bien que cette religion fait peur aux *nantis*, à ceux qu'ils perçoivent comme leurs oppresseurs, la cause de leur manque.

Un cercle vicieux se met alors en place, celui de l'« islamisme sans islam » pour reprendre l'expression de Farhad Khosrokhavar. Pour ces jeunes des banlieues, ce n'est en effet pas l'islam en tant que corpus de doctrines et système de pratiques qui attire, mais le radicalisme en tant que tel, la révolte contre les puissants, et le fait même que cette religion suscite la crainte<sup>23</sup>. Le parcours de Khaled Kelkal dans les années 1990 illustre parfaitement ce cercle vicieux, lui qui est passé par la délinquance dans la banlieue lyonnaise, la frustration économique, la prison où, sans être particulièrement pieux, il découvre la religion, la révolte sociale, et qui devient soudain activiste islamiste membre du GIA algérien. De même, aujourd'hui, le parcours de Mohamed Merah, petit délinquant, socialement et moralement « paumé », adepte des soirées alcooliques à

ses heures, qui voulut sans y réussir devenir militaire de carrière, qui aurait même collaboré avec la police, et finira par se transformer du jour au lendemain en jihadiste sanguinaire. Un jihadiste qui commencera par assassiner, justement, des militaires, sans doute par vengeance parce qu'il n'a pas été accepté dans leurs rangs. Et qui ensuite s'attaquera à des juifs, probablement parce qu'ils représentaient à ses yeux les dominants, irrationnellement mêlés à des images et opinions confuses relatives au conflit israélo-palestinien.

La projection d'un antisémitisme islamique essentiel participe en l'occurrence de ce théâtre d'ombres, par exemple la hantise cultivée par le chercheur Pierre-André Taguieff, d'une « judéophobie planétaire » des musulmans favorisée par la trahison d'une gauche antiraciste et altermondialiste obnubilée par la défense des Arabes et des Palestiniens. La distinction entre islam et islamisme est dissoute, et remplacée par l'existence supposée d'une judéophobie musulmane globale : « L'œil exercé d'un islamiste est capable de débusquer une causalité juive en tout événement. Mais le visionnaire islamiste n'est ici que la figure la plus visiblement grotesque d'une armée de militants de la haine antijuive<sup>24</sup>. » Les élites intellectuelles seraient là encore complices. Ainsi, d'après Shmuel Trigano, le « déluge éditorial concernant l'islam », comparé au faible nombre de publications sur le judaïsme, serait un signe de « maltraitance symbolique des juifs »<sup>25</sup>. L'argument est étrange, car ce n'est pas pour être valorisé que l'islam est sans cesse évoqué dans les médias, dans des livres, des articles de journaux, mais pour être le plus souvent décrié. Enfin, selon les partisans de la thèse d'une judéophobie musulmane globale et en recrudescence, les actes de violence antisémites effectivement relevés de la part (entre autres) de jeunes musulmans ne seraient pas le fait de délinquants désocialisés, dont l'islam deviendrait un étendard aléatoire, mais de militants antisémites organisés. Se serait même constitué d'après Alain Finkielkraut, ainsi qu'il le confia avec inquiétude lors de la VII<sup>e</sup> Conférence sur l'enseignement de la Shoah en 2010, une « union de gens issus de l'immigration et d'intellectuels progressistes » formant « une sorte d'arc islamo-gauchiste »<sup>26</sup>. D'après Thomas Deltombe, le philosophe avait précédemment comparé les événements violents qui se sont déroulés dans les banlieues françaises en 2002 à la « Nuit de Cristal » du 8 au 9 novembre 1938 durant laquelle des juifs furent massacrés dans toute l'Allemagne, des synagogues détruites publiquement, avec les encouragements du régime nazi<sup>27</sup>. Dans le même ordre d'idées, l'historien britannique Bernard Lewis confiera au *Jerusalem Post* en 2012 que, parce que l'islam s'imposerait de plus en plus sur ce continent, « l'avenir des communautés juives d'Europe est sombre<sup>28</sup> ».

L'antisémitisme réactif actuel, conjoncturellement attaché à des événements internationaux, en particulier lié à l'émotion suscitée par la deuxième Intifada en 2000, n'a pourtant rien à voir avec l'antisémitisme d'État des années 1930. Certes, la figure du « Juif » peut incarner fantasmatiquement chez certains jeunes l'« oppresseur », au même titre que le « Musulman » sera vu, tout aussi fantasmatiquement, comme l'« occupant ». Cet antisémitisme est dès lors construit et entretenu par le spectre de l'islamisation. Pour le combattre, il faut parallèlement combattre l'image erronée d'un islam unifié et conquérant auquel renverrait un antisémitisme islamique global tout aussi fallacieux<sup>29</sup>. À moins que cette vision d'un *retour* de l'antisémitisme ne soit devenue, suivant la thèse d'Alain Badiou et Éric Hazan, un instrument de stigmatisation d'une partie de la population<sup>30</sup>. En effet, d'après la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNDH), les actes antisémites sont en constante baisse depuis ces dix dernières

années – 16 % de moins entre 2010 et 2011 –, alors que, dans le même temps, les actes antimusulmans sont en hausse de 33,6 %.

Il est pourtant de plus en plus fréquent d'entendre, à la suite d'événements dramatiques et traumatiques, qu'il faut « arrêter de céder du terrain aux musulmans », qu'il faut « arrêter de s'écraser devant eux ». Les musulmans ont tout simplement le sentiment inverse d'être littéralement méprisés, déconsidérés, maltraités, systématiquement visés par les lois. Le plus grave étant que ce ressenti s'est considérablement intensifié. Toujours selon l'enquête réalisée en 2011 par Gilles Kepel, 53 % des musulmans de la première génération considèrent que le gouvernement français les respecte, alors qu'ils ne sont plus que 21 % à partager ce sentiment dans la deuxième génération, et que 71 % de la troisième estiment qu'il ne les respecte pas<sup>31</sup>. Seuls 20 % d'entre eux disent penser que les Français en général les voient positivement.

### **Appartenance confessionnelle et appartenance nationale : des solidarités concurrentes ?**

Il est pourtant indéniable que se développent au sein de ces quartiers des mouvements extrémistes. À partir de ces individualités et de ces groupes, que l'on relie aux islamistes radicaux étrangers, l'on déduit l'existence d'une solidarité générale entre les Européens musulmans, les États arabes et les terroristes. L'affaire des caricatures de Mahomet fournit un exemple typique, caricatural justement, d'une telle confusion.

Le 30 septembre 2005, douze caricatures du prophète de l'islam sont publiées par le quotidien danois *Jyllands-Posten*, en signe de solidarité avec le journaliste Kare Bluitgen qui n'avait pas réussi – d'après lui à cause d'un climat de crainte devant l'islam – à faire illustrer son livre sur Mahomet. Des réactions diplomatiques en chaîne ne tardent pas à suivre. Dès octobre, les responsables de onze chancelleries de pays musulmans demandent à être reçus par le Premier ministre danois, qui fait la sourde oreille. L'affaire s'envenime et remonte jusqu'à la Ligue arabe qui condamne ladite publication. Les positions se cristallisent, les pays arabes et musulmans se sentent humiliés, et les démocraties occidentales entendent défendre la liberté d'expression contre la montée de l'« influence islamique ». Jusque-là, on n'a assisté à aucune manifestation ni même aucune expression de soutien de musulmans européens. Début janvier 2006, un journal norvégien reprend les caricatures, suivi par le quotidien français *France-Soir* et bientôt par l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, début février, tandis qu'une campagne de boycott des produits danois commence d'abord en Arabie saoudite puis dans le reste du monde arabe. Des manifestations, parfois violentes, se dérouleront dans les pays musulmans, culminant avec des rassemblements monstres en Iran et l'incendie de la représentation danoise en Syrie. Mais toujours pas de signes de réactions conséquentes des musulmans européens, qui sont pourtant montrés du doigt. Quelques rares associations musulmanes portent bien plainte contre certains journaux pour « injure publique », mais cela n'ira pas plus loin. Aucun mot d'ordre de manifestation. Des musulmans se disent certes offusqués, mais d'autres, comme Soheib Bencheikh, ancien mufti de Marseille, défendent le droit de caricaturer publiquement Mahomet. Un « Appel des musulmans, agnostiques et athées de cultures musulmanes et de ceux qui les soutiennent pour la liberté de la presse » est même lancé le 3 février 2006.

Nombre d'éléments de cette affaire restent troubles. Par exemple, le rôle du mystérieux imam d'origine palestinienne officiant dans la mosquée de Nørport à Copenhague. Proche des

Frères musulmans, Ahmad Abu Laban – qui est loin d’être représentatif des musulmans danois et encore moins européens – se rendra dès fin 2005 dans différentes capitales arabes pour rencontrer des représentants politiques et religieux, munis en particulier de trois nouvelles caricatures particulièrement offensives : l’une représentant un musulman en train de se faire sodomiser, la deuxième Mahomet avec un groin de porc et la dernière le traitant de pédophile. Or ces caricatures sont des faux, jamais publiés par le journal danois.

Nous pouvons souscrire à de multiples hypothèses : celle d’Olivier Roy d’une manipulation des États arabes pour se venger des Européens<sup>32</sup>, celle d’une manipulation de ces mêmes États pour détourner l’attention des vrais problèmes du Moyen-Orient, ou encore celle d’une manipulation des Frères musulmans, ou enfin l’hypothèse du rédacteur en chef du journal danois *Politiken* et de l’historien Rune Engelbreth Larsen selon lesquels le Premier ministre danois de l’époque, Anders Fogh Rasmussen, aurait eu un intérêt électoral à accentuer le sentiment antimusulman, envenimant volontairement la situation en humiliant publiquement les ambassadeurs des pays arabes qui demandaient seulement à être reçus pour discuter du problème<sup>33</sup>. Le chef du gouvernement danois aurait laissé faussement croire que ces derniers auraient demandé une limitation de la liberté de la presse. D’après cette enquête, reposant sur l’analyse de près de 4 000 documents selon l’AFP, « les imams cloués au pilori, y compris dans la presse, ont en fait œuvré, tant au Danemark qu’à l’étranger, à limiter et apaiser la crise et non à l’intensifier. [...] Même la police secrète danoise a reconnu qu’ils avaient joué un rôle positif dans cette crise ».

Le point commun entre toutes ces hypothèses est en tout cas l’existence d’une manipulation. Manipulation de l’opinion des Européens non musulmans pour les monter contre les musulmans, manipulation des médias et manipulation par les médias, manipulation par les États musulmans et des États musulmans, manipulation des réseaux islamistes. Quoi qu’il en soit, les principales victimes de ces subtiles stratégies sont bien les musulmans européens : victimes de leurs « États d’origine » (parfois lointaine) qui cherchent à attacher leurs anciens ressortissants à leur « vraie patrie » en réduisant leur sentiment d’intégration à leurs pays d’adoption, victimes des organisations islamistes radicales qui ont intérêt à entretenir le sentiment d’injustice des jeunes musulmans européens pour en faire des recrues potentielles, victimes enfin des populistes européens à l’affût de l’occasion d’attiser les sentiments antimusulmans de leurs concitoyens.

Les manifestations de réactions à des positions jugées antimusulmanes restent pourtant très rares. Lorsqu’elles ont lieu, elles réunissent le plus souvent autour de quelques dizaines de personnes, par exemple pour s’opposer au vote de la loi sur le voile intégral en France. De son côté, la votation suisse pour interdire les minarets, mesure pourtant radicale et humiliante, n’a entraîné qu’une manifestation de protestation d’à peine 700 personnes le 12 décembre 2009 à Berne devant les institutions fédérales, sans aucun débordement. La plus grosse manifestation française de musulmans à ma connaissance a réuni 3 000 personnes à Paris le 12 décembre 2003 contre les conclusions de la commission Stasi sur l’interdiction du simple foulard à l’école publique. Toujours sans aucun débordement. Ce soupçon à l’égard d’une solidarité confessionnelle menaçant l’attachement national et la fidélité des musulmans à leur patrie européenne pourrait être aussi contredite en disant que près de 80 % d’entre eux sont persuadés qu’une éventuelle intervention militaire française contre un État islamique ne provoquerait aucune confrontation communautaire dans l’Hexagone, tout simplement parce qu’eux-mêmes, en tant que musulmans, n’éprouveraient aucune envie de se manifester<sup>34</sup>.

Les musulmans de France se sont soumis systématiquement à la loi de mars 2004 interdisant le port du simple voile à l'école publique à laquelle ils étaient opposés dans leur très large majorité, loi qui a représenté, qu'on le veuille ou non, une véritable offense publique, y compris pour celles qui ne le portent pas. Celles qui le portent, dans leur grande majorité par désir personnel et non par imposition familiale<sup>35</sup>, ont dû soit l'enlever, soit arrêter l'école, soit aller dans l'enseignement privé, soit poursuivre une scolarité par correspondance<sup>36</sup>. Malgré ce sentiment de vive frustration, la sensation désagréable d'être stigmatisées, de ne pas avoir été entendues et d'avoir été jugées sans avoir pu s'expliquer – et alors qu'en août de cette même année 2004 deux journalistes français seront enlevés par des fondamentalistes islamistes irakiens demandant l'abolition de la loi dite antivoile –, les organisations musulmanes de France feront front sans aucune ambiguïté avec le reste du pays, montrant qu'envers et contre tout elles entendent défendre la légalité républicaine, ainsi que le fait justement remarquer Jean Baubérot en s'appuyant sur le rapport de mars 2006 de l'International Crisis Group<sup>37</sup>. Mais, évidemment, les médias se focalisent sur les déclarations de leaders islamistes, voire de terroristes, qui ont une vision unitaire d'un islam poursuivant un objectif eschatologique qu'ils ont intérêt à voir se répandre chez les musulmans européens, cherchant à les impliquer dans leur « guerre », en leur donnant le sentiment que c'est aussi la leur. Dans ce sens l'atmosphère paranoïaque et discriminatoire à l'encontre des musulmans européens est au service des intérêts des islamistes.

### **Le Coran, un bréviaire de conquête antimoderne ?**

« Si vous lisez le Coran, affirme le philosophe Michel Onfray, si vous lisez la vie du Prophète ou les hadiths, on n'est pas du tout dans une logique républicaine, mais misogyne, phallocrate. On n'est pas dans une logique cosmopolite [...], on n'est pas dans une logique pacifiste, on défend la peine de mort, on défend l'évergorgement des infidèles<sup>38</sup>. » Cette déclamation horrifiée résume bien le dernier point d'appui du mythe consistant à se référer au Coran pour démontrer que l'islam réclamerait une soumission totale à sa vérité (ce qui en ferait une religion non seulement intolérante mais aussi naturellement conquérante), qu'il confondrait par essence le religieux et le politique, qu'il recommanderait la violence en général et un traitement inférieur, humiliant et brutal des femmes en particulier. Dans ce sens, la tragédie du 11-Septembre ne serait pas seulement le fait de terroristes, mais une conséquence logique de l'obéissance à ce culte fondamentalement totalitaire. Examinons les trois points cruciaux de ce raisonnement très répandu.

Le premier souligne la soumission absolue et universelle exigée par le Coran qui ferait de l'islam une religion plus fanatique et conquérante que les autres. Le mot *islam* signifie effectivement « soumission », mais une soumission qui n'est due qu'à Dieu seul. C'est pourquoi non seulement l'Absolu (Allah) ne se représente pas, mais il n'a pas non plus de représentants légitimes en ce monde<sup>39</sup>. Comme dans le protestantisme, la relation directe du croyant avec le divin ne saurait assurer à aucun intermédiaire religieux le monopole de la vérité. D'où l'appel à la raison et le développement d'un humanisme musulman extrêmement fécond, et plutôt tolérant pour l'époque, aussi bien en science, en mathématiques, en littérature et en philosophie qu'en art, jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>40</sup>.

L'idée selon laquelle l'islam ne séparerait pas le religieux et le politique par principe s'appuie quant à elle sur le fait que Mahomet joua un rôle de guide politique. Or, dès l'origine, il

y eut de vives controverses à ce sujet, aussi bien dans le chiisme que dans le sunnisme, qui aboutiront dans la « grande tradition », à partir du XI<sup>e</sup> siècle, à une certaine séparation du spirituel et du temporel<sup>41</sup>. Le sunnisme, en particulier, connut très tôt la distinction entre le pouvoir politique (exécutif) du sultan, octroyé et maintenu par la force, et le pouvoir moral et judiciaire des oulémas, les savants en matière religieuse. Ajoutons que ni le Coran ni la Sunna (la tradition du Prophète) ne font référence à un quelconque modèle de gouvernement. Les quelques vagues allusions à un type d'autorité ont donné lieu à une multitude d'interprétations. Certains, s'appuyant sur le silence du Prophète en cette matière, peuvent même affirmer que l'islam ne doit pas s'occuper de politique tout court.

Enfin, le dernier point met en exergue la violence du Coran, singulièrement concernant la place et le traitement réservés aux femmes. Il n'est donc pas inutile d'indiquer que l'excision n'est en aucun cas recommandée par l'islam, que le voile n'est pas une obligation et qu'il a eu, en outre, nombre de significations<sup>42</sup>, dont certaines protégeaient plutôt les femmes<sup>43</sup>. Il n'est pas non plus superflu d'ajouter que le Coran autorise mais n'incite pas à la polygamie. Les sociétés musulmanes la pratiquent d'ailleurs assez peu. Même en Arabie saoudite, l'un des pays arabomusulmans les plus polygames, 70 % des hommes sont monogames (au Maroc cette proportion dépasse 95 %...). Au Tchad, un des pays les plus polygames de la planète, des trois groupes religieux principaux qui le composent, ce sont les musulmans qui la pratiquent le moins (35,6 %), comparativement aux catholiques tout catholiques qu'ils sont (46,8 %) et aux animistes (51,4 %)<sup>44</sup>. Là encore, la polygamie a tendance à se réduire avec le développement de l'alphabétisation ; au demeurant, elle est d'autant moins fréquente au sein d'une société où elle a cours (même faiblement, comme l'Algérie) lorsque les populations sont urbaines, éduquées, professionnellement autonomes<sup>45</sup>. On pourrait immédiatement m'opposer le fameux verset 34 de la quatrième sourate (an-Nisâ : Les femmes) qui recommande clairement aux époux de battre leur(s) épouse(s) en cas d'insoumission caractérisée et répétée. Ce verset est indéniablement archaïque, intolérable aujourd'hui, et n'est d'ailleurs pas toléré par des millions de musulmans qui considèrent qu'il y a des parties du Coran qui ne sont pas essentielles parce qu'elles ne font que refléter les mœurs de la Péninsule arabique du VI<sup>e</sup> siècle<sup>46</sup>.

Plus généralement, dès les premiers temps de l'islam, les « littéralistes », qui considèrent que le Coran est la parole de Dieu, se sont opposés aux « symbolistes » (ou relativistes) qui considèrent que l'authentique et indicible parole de Dieu ne peut s'écrire. Pour ces derniers, le Coran écrit est un texte historiquement situé qui peut être amendé et critiqué.

Les textes sacrés n'échappant pas aux contextes sociaux dans lesquels ils ont été élaborés<sup>47</sup>, on pourra toujours trouver des parties du Coran littéralement inacceptables à notre époque. C'est aussi vrai pour la Bible qui est un récit souvent cruel et immoral au sens moderne : la polygamie y est banalisée ; des massacres de populations entières y sont légitimés ; Abraham, considéré comme le fondateur du judaïsme, se soumet aveuglément à la volonté d'un Dieu vindicatif qui lui demande d'immoler son propre fils. Certes, le christianisme, connu comme religion d'amour – même si Jésus a aussi déclaré qu'il n'était pas « venu apporter la paix, mais l'épée » (Matthieu 10, 34-36) –, semble être en rupture avec cette logique. Ce qui n'a pas empêché le massacre à grande échelle des hérétiques cathares, l'Inquisition ou la nuit sanglante de la Saint-Barthélemy.

Si l'on ne conçoit pas que les textes religieux puissent être réinterprétés, amendés, relativisés par ceux qui les lisent, il faut alors suivre le biologiste Richard Dawkins pour qui le



monothéisme dans son ensemble est une effroyable calamité<sup>48</sup>. Reste que les « horreurs » du Coran continuent de « nous » paraître plus choquantes que celles de la Bible ou d'autres sources religieuses, parce que la vision d'une altérité musulmane originelle terrifiante, insurmontable et antimoderne par nature, est indispensable à la mise en scène de l'offensive islamique contre l'Occident.

## Huis clos

Certes, Anders Behring Breivik, l'auteur du massacre dans la même journée ensoleillée du 22 juillet 2011 de 77 personnes à Oslo et ensuite sur l'île d'Utoya en Norvège, n'était pas sain d'esprit. Il vivait avec l'obsession que l'islam était en train de grignoter la Norvège, l'Europe et le monde entier. Ses victimes n'étaient pourtant pas musulmanes, mais coupables simplement d'être trop libérales. Il lui fallait absolument « sauver l'Europe du marxisme et de ses prolongements : l'islamisation<sup>49</sup> ». Son système de défense lors de son procès fut limpide : la « légitime défense » contre les « traîtres à la patrie » coupables de « brader la société norvégienne à l'islam et au multiculturalisme »<sup>50</sup>. Lors de l'enquête, les policiers constatèrent que les textes de Bat Ye'or dénonçant sous le nom d'Eurabia la conspiration islamique étaient la principale source d'inspiration du tueur<sup>51</sup>. Behring Breivik en avait tiré la conclusion que seul un contre-*jihad* pouvait sauver le pays.

À moins d'un an d'intervalle, fin mars 2012, les habitants du sud-ouest de la France ont vécu dans une atmosphère de panique en apprenant l'assassinat en pleine rue de légionnaires à Montauban, sans raison apparente, par un homme circulant en deux-roues, puis la tuerie perpétrée par ce même homme casqué dans une école juive de Toulouse. Après qu'il eut été abattu par la police, on découvrira progressivement la dérive jihadiste de cet homme, Mohamed Merah.

Ces deux récits macabres de passage à l'acte criminel ne doivent pas être isolés. Le Français Merah et le Norvégien Breivik sont les deux faces de la même pièce... de théâtre. Il n'y a pas d'un côté un crime islamiste qui s'inscrirait dans une logique terroriste et, de l'autre, un acte isolé, qui serait en quelque sorte sans cause autre que la folie, et ne devrait par conséquent pas se reproduire, comme le suggère Janne Haaland Matlary, politologue à l'Université d'Oslo : « C'était un crime isolé et personne ne ressent le besoin d'un virage sécuritaire. Cela aurait vraisemblablement été différent si cela avait été le fait d'un islamiste<sup>52</sup>. » Cette fausse vision des choses est immergée dans l'imaginaire de l'islamisation. C'est le refus de voir d'abord que Breivik faisait partie de réseaux populistes anti-islamiques tout comme Merah était en contact avec des groupes islamistes. Ce qui, au fond, n'est pas essentiel. On refuse de voir que des Breivik et des Merah peuvent surgir à tout moment parce qu'ils sont produits par un même système fantasmatique. L'imaginaire n'a plus besoin aujourd'hui de l'impulsion de réseaux terroristes pour pousser à l'action violente. Il suffit d'Internet et des médias en général. La plupart du temps, l'identification aux rôles antagonistes du jihadiste et du héros solitaire ne donne pas lieu à un passage à l'acte. Mais il suffit que l'on soit en présence d'une personnalité instable pour qu'un tel rôle soit vécu de façon extrême, comme encore à Toulouse à la mi-juin 2012 avec cet homme d'une trentaine d'années qui a soudain surgi dans une banque une

arme à la main, prenant des gens en otage, se réclamant d'Al-Qaïda, sans essayer de s'emparer d'aucun magot. De telles actions n'ont rien à voir avec des plans terroristes concertés.

Dans ce théâtre paranoïaque qui s'est progressivement construit, chacun dispose maintenant d'une place *naturelle*. Quatre types d'acteurs se meuvent sur la scène de l'islamisation :

– Le *héros solitaire* en lutte contre l'islamisation, qui peut prendre une multitude de formes. Celle du journaliste qui catalyse en réalité dans sa personne un sentiment massivement partagé. C'est un « facilitateur d'opinion<sup>53</sup> », un amplificateur d'imaginaire. Cette inversion fantasmée de majorité, le fait de se représenter comme minoritaire, voire solitaire, alors que l'on fait objectivement partie de la majorité, autorise, au nom du courage nécessaire pour braver un système aveuglé ou corrompu, à amplifier en réalité l'opinion commune. Des millions de téléspectateurs ont ainsi le sentiment chacun devant leur téléviseur d'être aussi seuls et aussi perspicaces que le héros dont ils admirent les prises de position chevaleresques. Mais le rôle du héros peut aussi être tenu par un blogueur indépendant, un abonné ou un éditorialiste de Riposte laïque (ou de tout autre site comme François Desouche ou encore l'Observatoire de l'islamisation), un fonctionnaire de police ou de l'Éducation nationale. Dans les cas les plus extrêmes ou les plus pathologiques, il peut enfin prendre le visage d'Anders Behring Breivik.

– Le *peuple trompé* est la masse indistincte prise à témoin par le héros solitaire lorsqu'il accomplit son œuvre. Mais tous les citoyens touchés par cette atmosphère paranoïde peuvent avoir le sentiment d'être trompés, de faire partie de cette masse que l'on « mène en bateau ».

– Le *traître à abattre*. On aura reconnu le *dhimmi* (dont je serais moi-même un des plus « pathétiques » représentants si l'on en croit la plupart des sites proches du nouveau populisme européen), l'« idiot utile », qui désigne tous ceux qui, parce qu'ils seraient multiculturalistes ou relativistes, seraient complices, voire coupables, du déclin européen.

– Le *jihadiste* qui est partout et nulle part, en survêtement comme en djellaba, en tailleur ou en *burqa*, indigène ou de souche européenne, d'origine ou converti. Il est vicieux, combatif, mais en même temps paresseux, profiteur, et vise à conquérir l'Europe et le monde. Le membre revendiqué d'Al-Qaïda, le père de famille pieux, la fille voilée deviennent une seule et même personne. C'est l'occupant à combattre. C'est aussi à ce cliché que peut s'identifier, positivement cette fois, le jeune des cités en perte de repères afin de mener *sa* « révolte ».

Les rôles complémentaires (le jihadiste allié du traître, le héros allié du peuple) et antagonistes (le héros contre le jihadiste, le traître contre le peuple) de la scène de l'islamisation justifient tous les excès. C'est ce système qui est source de violence, plutôt que les réseaux en tant que tels qui ne peuvent exister que par ce système. L'islam y devient une image à la fois attractive et répulsive. Attractive pour les uns, certains jeunes des quartiers, justement parce qu'elle est répulsive pour d'autres, ceux qui croient voir une armée en ordre de marche.

1. Sur l'analyse clinique justifiant le diagnostic paranoïaque plutôt que phobique, on pourra consulter l'excellent article d'Éric Vandorpe, « De l'islamophobie à l'islamoparanoïa : nouveau "malaise dans la civilisation" européenne », <[oumma.com](http://oumma.com)>, 2 et 9 décembre 2001.

2. « Analyse : 1989-2009. Enquête sur l'implantation et l'évolution de l'islam en France », Ifop, août 2009, p. 10 (<[www.ifop.com](http://www.ifop.com)>).

3. D'après les estimations, regroupant plusieurs sources, de Claude Dargent, *Les Protestants en France aujourd'hui*, Paris, Payot, 2005. C. Dargent critique les évaluations qui donnent jusqu'à 1,7 million (selon l'Ifop) ou 1,5 million (selon l'institut CSA) de protestants. L'enquête CSA, par exemple, inclut les proches du protestantisme, dont 40 % reconnaissent être baptisés dans le catholicisme ! Une nouvelle enquête Ifop de 2010 redonne le chiffre maximum de 1,7 million, mais il ne s'agit pas, encore une fois, des pratiquants effectifs. Le chiffre donné par la Fédération protestante de France de 1,1 million de pratiquants semble déjà très élevé à l'auteur (*ibid.*, p. 32, 33-35 et 37).

4. Jean Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2011, p. 16.
5. Voir la contre-enquête du journal *Libération*, 22 décembre 2010.
6. Sondage Institut Louis Harris, cité par J. Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, *op. cit.*, p. 20.
7. Cité par J. Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, *op. cit.*, p. 19
8. *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, *op. cit.*, tableau 2, p. 126.
9. Voir la carte de la répartition de la population musulmane en France dans « Analyse : 1989-2009. Enquête sur l'implantation et l'évolution de l'islam en France », *op. cit.*, p. 4.
10. M. Tribalat, « L'islam reste une menace », art. cité.
11. Voir *Le Soir*, 12-13 novembre 2010, p. 12.
12. Felice Dassetto, *L'Iris et le Croissant*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2011.
13. Gilles Kepel (avec la collaboration de Leyla Arslan et Sarah Zoueir), *Banlieue de la République. Société, politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil*, Paris, Institut Montaigne, 2011 ; rééd. Gallimard, 2012.
14. Cyrano, « Une France collabo prépare la victoire de la France racaille et de la France halal », <[ripostelaique.com](http://ripostelaique.com)>, 3 juillet 2010.
15. Farhad Khosrokhavar, *L'Islam dans les prisons*, Paris, Balland, 2004. La même enquête montre par ailleurs que la pénurie d'imams dans le milieu carcéral est flagrante. Sur 188 établissements pénitentiaires appointant 918 aumôniers, dont 500 sont catholiques, seulement 69 sont musulmans : 7,5 % des aumôniers pour s'occuper d'une population qui représenterait 50 % des personnes incarcérées...
16. R. Liogier, *Une laïcité « légitime »*, *op. cit.*, p. 113-172.
17. C'est ce que montre le rapport Kepel (*op. cit.*, p. 257-314).
18. G. Kepel (avec la collaboration de L. Arslan et S. Zoueir), *Banlieue de la République*, *op. cit.*, p. 257-314.
19. Franck Frégosi, « Islam et République : des spécialistes réagissent au rapport Kepel (3) », <[religion.blog.lemonde.fr](http://religion.blog.lemonde.fr)>, 16 octobre 2011.
20. Gilles Kepel, *Quatre-vingt-treize*, Paris, Gallimard, 2012.
21. R. Liogier, *Une laïcité « légitime »*, *op. cit.*, et « Espace social des valeurs et adhésion religieuse », in Claude Dargent, Bruno Duriez et Raphaël Liogier (dir.), *Religion et valeurs en France et en Europe*, Paris, L'Harmattan/Association française de sciences sociales des religions, 2009, p. 133-153.
22. F. Dassetto, *L'Iris et le Croissant*, *op. cit.*
23. Farhad Khosrokhavar, *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion, 1997, p. 213.
24. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002, p. 229.
25. Shmuel Trigano, « La maltraitance symbolique des juifs », <[upjf.org](http://upjf.org)>, 17 juin 2012.
26. Propos rapportés par le journal *Le Monde* du 13 juin 2010.
27. Cité par Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire*, *op. cit.*, p. 297-298.
28. « Muslims "about to take over Europe" », *Jerusalem Post*, 10 juillet 2012.
29. Vincent Geisser a bien montré dès 2003 que l'idée d'une généralisation de l'antisémitisme musulman résulte d'une déformation de la réalité (*La Nouvelle Islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003).
30. Alain Badiou et Éric Hazan, *L'Antisémitisme partout. Aujourd'hui en France*, Paris, La Fabrique, 2011.
31. G. Kepel (avec la collaboration de L. Arslan et S. Zoueir), *Banlieue de la République*, *op. cit.*, p. 283.
32. « Caricatures de Mahomet : onde de violence et manipulation politique. Entretien avec Olivier Roy (4) », <[regards.fr](http://regards.fr)>, 1<sup>er</sup> mars 2006.
33. « Un livre-enquête sur la crise des caricatures accuse le Premier ministre danois », AFP, 26 octobre 2006.
34. Source : « L'islam en France et les réactions aux attentats du 11 septembre 2001 », sondage Ifop pour Europe 1, *Le Monde*, *Le Point*, 5 octobre 2001.
35. R. Liogier, *Une laïcité « légitime »*, *op. cit.*, p. 113-125.
36. Ismahane Chouder, Malika Latrèche et Pierre Tévanian, *Les filles voilées parlent*, Paris, La Fabrique, 2008.
37. Jean Baubérot, *L'Intégrisme républicain contre la laïcité*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2006, p. 87.
38. Déclaration de Michel Onfray sur RMC, le jeudi 10 juin 2010.
39. Raphaël Liogier, « L'islam dans l'axe du mal », *Revue des Deux Mondes*, avril 2003.
40. Mohammed Arkoun, *Humanisme et islam. Combats et propositions*, Paris, Vrin, 2005.
41. Hichem Djaït, *La Grande Discorde. Religion et politique dans l'islam des origines*, Paris, Gallimard, 1989 ; Olivier Carré, *L'Islam laïque, ou le Retour de la grande tradition*, Paris, Armand Colin, 1993 ; Mohammed Arkoun, *L'Islam. Morale et politique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1986.
42. Il est probable qu'il s'agissait d'une coutume présente avant l'avènement de l'islam dès le 1<sup>er</sup> siècle dans l'Empire byzantin (Ian Buruma et Avishai Margalit, *L'Occidentalisme. Une brève histoire de la guerre contre l'Occident*, Paris, Climats, 2006, p. 141).

- [43.](#) Lois Beck et Nikki Keddie, *Women in the Muslim World*, Cambridge, Harvard University Press, 1978, p. 8.
- [44.](#) Y. Courbage et E. Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, *op. cit.*, p. 63.
- [45.](#) Voir la figure très explicite « Nombre de polygames pour 1 000 hommes mariés, selon la catégorie socioprofessionnelle » présentée par Dominique Tabutin, « La polygamie en Algérie », *Population*, vol. 29, n° 2, p. 325.
- [46.](#) Abdelwahab Meddeb, *Sortir de la malédiction. L'islam entre civilisation et barbarie*, Paris, Seuil, 2008, p. 190-195.
- [47.](#) Même le bouddhisme originel pourtant tant apprécié en Occident n'est pas exempt d'une forte misogynie ; voir Raphaël Liogier (dir.), *Le Bouddhisme et ses Normes*, Strasbourg, PUS/CNRS, 2006.
- [48.](#) Richard Dawkins, *Pour en finir avec Dieu*, Paris, Robert Laffont, 2008.
- [49.](#) Propos rapportés par Fabrice Aubert, <[ici.tfl.fr](#)>, 13 avril 2012.
- [50.](#) Dépêche AFP du 16 avril 2012 (propos rapportés par Marie Giffard).
- [51.](#) Toby Archer, « Breivik's swamp. Was the Oslo killer radicalized by what he read online ? », *Foreign Policy*, 25 juillet 2011.
- [52.](#) Dépêche AFP du 13 avril 2012.
- [53.](#) Expression utilisée par V. Geisser, *La Nouvelle Islamophobie*, *op. cit.*

## 5.

# Le nouveau populisme européen

### Une obsession transnationale

Il ne faut pas croire que ce théâtre paranoïaque reste confiné à quelques pays comme la France, avec sa rigide laïcité. Nous n'avons pas affaire à une crise de la laïcité à la française, mais à une crise européenne beaucoup plus profonde.

Une affiche de campagne de l'Union démocratique du centre (UDC), parti suisse d'extrême droite (comme son nom ne l'indique pas), en faveur de l'initiative populaire pour l'interdiction de la construction de minarets, qui a fait le tour du pays en 2009, représentait une carte du pays transpercée et déchirée par un minaret en forme d'ogive nucléaire. Une autre affiche représentait une multitude de minarets-ogives installés sur toute l'étendue de la carte du pays comme des pions sur un jeu d'échecs. Il faut savoir que l'UDC est devenue une force majeure au Parlement à la faveur de cette publicité qui a marqué l'opinion helvétique. L'idée de la guerre menée par les musulmans, où le faible, le persécuté, le petit, est toujours l'Européen dit de souche, se trouve parfaitement illustrée par le dessin intitulé « La Suisse sans défense » sur lequel un musulman goguenard brandit un énorme cimeterre à la face intimidée d'un citoyen helvétique tenant un minuscule couteau suisse en guise de riposte, à l'évidence inadaptée.

Du même acabit, un dessin allemand qui circule sur Internet représente d'un côté un Européen en bonnet de nuit en train de se brosser sereinement les dents, avec un lit douillet dans la bulle exprimant ses pensées, et, sur l'autre moitié du dessin, un barbu ricanant, coiffé d'un turban sur lequel est inscrit en toutes lettres « islam ». Contrairement au doux Européen insouciant qui s'apprête à se lover dans sa douillette couche, le « musulman » grimaçant veille pour consigner ses abjects desseins de destruction sur un carnet où l'on peut lire : « appel au meurtre », « *fatwa* », « revendication de privilèges ». Et, dans la bulle exprimant ses pensées au-dessus de lui, ce n'est pas un lit que l'on distingue, mais un sabre. Ces images sont autant d'échos visuels aux paroles du célèbre avocat helvétique Marc Bonnant qui en appelle à organiser la résistance puisque *nous* sommes en guerre : « L'islam est viril, non seulement par le sort détestable qu'il réserve aux femmes, mais parce qu'il est conquérant, dominateur, arrogant,

expansionniste et prosélyte. Autant de raisons d'armer notre résistance<sup>1</sup> », ou à celles du président du Mouvement suisse contre l'islamisation (MOSCI), David Vaucher, qui croit bon de rappeler que *nous* sommes très faibles face à leur surpuissance à *eux* qui cherchent à tout prix à *nous* anéantir : « Les moyens dont nous disposons demeurent dérisoires face à ceux des tenants de l'islamisation et à leurs collabos<sup>2</sup>. »

Seule la croyance à une visée secrète peut aussi expliquer que la Norvège, avec sa faible<sup>3</sup> et calme population musulmane, ait pu connaître début 2009, suite à l'affaire des caricatures danoises, comme par contamination transfrontalière, un débat national sur l'« islamisation rampante du pays » lancé par le Parti du progrès qui progressa alors soudainement dans les sondages au point de devenir le premier parti d'opposition. Nous aurions affaire à une sorte de guerre de tranchées : « À beaucoup d'endroits on peut voir que [les musulmans] sont en train de gagner du terrain », prévient le Parti de la liberté aux Pays-Bas dans son programme politique<sup>4</sup>, sur un ton proche du maire UMP de Montfermeil Xavier Lemoine, en France : « C'est une guerre entre l'islam et la culture occidentale, si nous refusons de voir l'étendue de la menace musulmane, nous sommes gravement en péril<sup>5</sup> », ou des tribunes de la journaliste anglaise Melanie Phillips qui voit dans la présence musulmane au Royaume-Uni la mise en place d'un « État terroriste intérieur<sup>6</sup> », ou encore de l'éditorialiste allemand Jacques Schuster pour qui les Européens doivent enfin s'armer, autrement dit abandonner le multiculturalisme, leur malade tolérance, parce qu'il s'agit d'un « combat contre la terre<sup>7</sup> ». Des historiens sérieux et reconnus, comme Egon Flaig en Allemagne, prêtent main forte aux journalistes et aux politiques pour attribuer aux musulmans l'indéniable intention de « conquérir le monde<sup>8</sup> ».

Puisque la guerre est omniprésente, déjà engagée, presque perdue, la riposte doit être radicale, elle doit frapper tous azimuts. La bande dessinée représentant Heinz-Christian Strache, le jeune et fringant président du Parti autrichien de la liberté (FPÖ), distribuée lors de la campagne pour les élections à la mairie de Vienne en octobre 2010, donne l'esprit de cette riposte à l'allure d'une reconquête. Strache y est vêtu d'une armure rutilante de preux chevalier durant le siège de Vienne par les Ottomans en 1529. Le libérateur encourage un jeune garçon blondinet à jeter une pierre à Moustafa (nom générique du musulman idéaltypique). Le message d'incitation à la violence civile, et de légitimation de cette violence, contre tous les Moustafa, forcément ennemis des Européens parce qu'ils sont musulmans, est on ne peut plus limpide. C'est avec ce genre de message explicite que Strache a obtenu 27 % des suffrages, avec une progression de 12 points par rapport aux précédentes élections.

Le musulman vivant sur les terres européennes est considéré comme responsable du terrorisme islamiste, des législations iniques existant dans certains pays à majorité musulmane, des prises d'otages de groupuscules extrémistes. Par conséquent, sans qu'il y ait à démontrer l'existence d'une action répréhensible le concernant en particulier, il est légitime de prendre des mesures de représailles contre lui, ainsi que semblait déjà le souhaiter l'homme politique néerlandais Pim Fortuyn en 2002 : « Monsieur, si je le pouvais juridiquement, je dirais tout simplement : plus aucun islamique ne rentre ici<sup>9</sup> ! » C'est aussi la proposition qu'a suggéré d'étendre à toute l'Europe l'homme politique italien Roberto Calderoli, ministre de Silvio Berlusconi et tout de même ancien vice-président du Sénat, à la suite de l'exécution de l'otage italien Fabrizio Quattrocchi en Irak le 14 avril 2004 : « Pour chaque jour de captivité des otages, que chaque pays révoque les permis de séjour et expulse mille immigrés islamiques [...] <sup>10</sup>. »

La reconquête tous azimuts, c'est cela : agir sur des populations à *notre* portée, simplement parce qu'elles sont coupables d'être musulmanes ou parce qu'elles ont simplement le tort de venir d'un pays musulman. Car à quoi bon faire des distinctions ? Si rien n'est fait, font valoir ces nouveaux Croisés, il se pourrait bien qu'un jour la charia s'applique officiellement en Europe et qu'Amsterdam, par exemple, devienne « Islamsterdam », selon le titre d'une caricature du dessinateur hollandais Gregorius Nekschot. Ce qui ne pourrait que signifier l'autorisation de l'excision et des mariages forcés, qui semblent être des prescriptions musulmanes universelles, si l'on en croit les propos tenus par la députée vaudoise Fabienne Despot à la Télévision suisse romande en octobre 2009<sup>11</sup>.

## L'extrême droite n'est plus ce qu'elle était

La plupart des sites d'extrême droite sur l'ensemble du continent européen, quasiment sans exception, et parfois même les sites simplement laïcistes issus de la gauche comme Riposte laïque en France, ne soulèvent qu'une seule question dans leurs colonnes, n'ont qu'une obsession préoccupation, celle de l'occupation musulmane du territoire. C'est cette dernière association qui avait attiré l'attention en organisant des apéritifs saucisson-pinard, et qui avait lancé dans le cadre des Assises internationales sur l'islamisation de nos pays en décembre 2010 l'« Appel de Paris contre l'islamisation » en coordination avec d'autres groupes européens.

Lors du procès pour provocation à la haine et à la discrimination intenté, entre autres, par la Ligue des droits de l'homme (LDH) et le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dans lequel je fus appelé à témoigner en tant qu'expert<sup>12</sup>, l'un des prévenus n'hésita pas à lancer hardiment qu'il n'en voulait pas aux personnes en tant que telles, mais qu'il cherchait simplement à guérir les musulmans de la maladie de l'islam, bref à les libérer de leur foi, prouvant ainsi, d'après lui, qu'il ne leur voulait que du bien. La lutte contre l'islamisation est aujourd'hui devenue l'unique programme des extrêmes droites européennes, qui peut se décliner comme lutte contre l'« islamisation des esprits<sup>13</sup> », des comportements, de « nos » modes de vie, des espaces publics, des institutions, du droit, de la consommation.

Le Front national est allé jusqu'à déposer une plainte en 2012 auprès du Procureur de la République de Nanterre pour tromperie sur la marchandise parce que les Français consommeraient de la viande halal sans le savoir<sup>14</sup>. Des millions de consommateurs financeraient ainsi le développement de l'islam sans en être conscients. Aussi cocasse que cela puisse paraître, à travers la lutte obsessionnelle contre l'islamisation, les leaders d'extrême droite vont soudain se découvrir fervents écologistes et défenseurs résolus de la cause animale, préoccupés au plus haut point par la souffrance des bêtes abattues « de façon barbare », c'est-à-dire sans être préalablement étourdiés ; ils vont se révéler par la même occasion féministes, par exemple dans les débats publics sur le port du voile musulman, et même défenseurs des homosexuels qui seraient rejetés par ces musulmans intolérants, et enfin (*last but not least*), contempteurs de l'antisémitisme<sup>15</sup>. Puisqu'il semble aller de soi que le musulman est antisémite par essence, la figure du Juif redevient, par un renversement historique, positive et glorieuse dans l'imaginaire populiste des extrêmes droites. En témoigne cette phrase de Marine Le Pen à propos de l'islam :

Je réitère qu'un certain nombre de territoires, de plus en plus nombreux, sont soumis à des lois religieuses qui se substituent aux lois de la République. Oui, il y a occupation et il y a occupation illégale. J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que, dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc<sup>16</sup>.

À l'instar de Jeanne d'Arc, mascotte guerrière de son mouvement, la chef de file du Front national, entend des voix – des témoignages ! – qui lui disent de sauver la France en combattant non plus les Anglais, comme sa prédécesseur, non plus les immigrés en général comme son père, mais les musulmans, et pour cela elle doit se porter au secours des femmes, des homosexuels, des juifs et, plus classiquement, bien sûr des (vrais) Français.

Égalitariste, féministe, sensible à la judéophobie et à l'homophobie, cette nouvelle droite inattendue a fait de l'islam son intégrateur négatif. Une nouvelle posture qui a non seulement ranimé les extrêmes droites, mais leur a aussi fourni une cause commune transnationale et paneuropéenne. Oskar Freysinger, le fringant parlementaire suisse de l'UDC, à l'origine de l'initiative populaire sur l'interdiction de la construction de minarets, était présent au procès intenté par la LDH pour défendre, en tant que témoin des ravages de l'islam, ses amis français de Riposte laïque.

Il est d'ailleurs sans doute fallacieux d'employer encore l'expression d'extrême droite pour désigner ce nouveau populisme, qui peut aussi bien venir de la gauche, comme jadis d'ailleurs le national-socialisme. La carrière de l'ancien socialiste Pim Fortuyn, devenu une icône de la résistance néerlandaise à l'islamisation après son assassinat en mai 2002 par un militant écologiste intégriste illustre bien cette reconfiguration du champ politique. Il réussit à faire du parti populiste ouvertement antimusulman qu'il fonda la première force politique de Rotterdam lors des élections de mars 2002. Ville dans laquelle on lui a depuis érigé une statue. Cet homosexuel déclaré entendait défendre la liberté sexuelle et la liberté d'expression qui seraient mises en péril par la progression du nombre de musulmans. Avec Fortuyn, nous avons l'archétype de ce nouveau populisme, complètement détaché des anciennes thématiques d'une extrême droite à laquelle on l'assimilait pourtant volontiers, mais dans laquelle il ne s'est jamais reconnu, d'après moi à raison. Obsessionnel des statistiques démographiques (il déclara que 16 millions d'habitants aux Pays-Bas étaient amplement assez, et qu'il fallait par conséquent arrêter d'accueillir n'importe qui), il était étranger, du moins officiellement, à tout discours à connotation raciale. Insensible aux thèmes de l'enracinement, de la tradition, son seul programme consistait à en appeler à une croisade contre l'islamisation.

Aux Pays-Bas toujours, ces thématiques de la défense du féminisme, de l'homosexualité, de l'État d'Israël encerclé par les musulmans et considéré comme un îlot de liberté menacé par l'islam, sont aussi celles du fondateur du Parti pour la liberté (PVV) Geert Wilders, qui est une des sources inspiratrices du Suisse Oskar Freysinger (« Ces inquiétudes sont les miennes<sup>17</sup> ») comme de l'Autrichien Heinz-Christian Strache, président du FPÖ dont les affiches de campagne lançaient en 2010 que « Vienne ne doit pas devenir Istanbul » et que « nous protégeons les femmes libres ».

## Le déplacement du centre de gravité de la vie politique



Imaginons le désarroi d'un militant d'extrême droite de base tombé dans le coma dans les années 1990 et se réveillant soudain dans les années 2000. Il y a fort à parier qu'il serait déphasé, voire abasourdi par les positions, parfois farouchement antiracistes, de ceux qu'il considère comme sa famille politique. Ce populisme est en train de transcender l'opposition gauche-droite. Le discours anticapitaliste, contre le pouvoir de l'argent, celui des grandes multinationales, des banques apatrides et de la finance mondiale fut d'ailleurs au cœur du discours de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2012.

Si les leaders de certains partis réputés appartenir à des bords divergents n'ont pas encore opéré de jonction, par habitude politique, par inertie historique, les électeurs et les militants ne s'y trompent pas. Ceux qui se reconnaissent dans leurs discours se disent anticapitalistes, en général antiaméricains ; peu sensibles aux thèmes du racisme, ils ressentent en revanche des difficultés identitaires et fortement l'insécurité économique et sociale, à l'instar de cette nouvelle militante, soutien enthousiaste du Front national pendant l'élection présidentielle française de 2012, qui affirme venir de la gauche et pour qui l'affaire du « polygame qu'on ne peut pas virer » a été déterminante dans son choix politique, ou comme cet autre militant pour qui « Marine » n'est pas comme son père qui était « un peu raciste, plus extrême »<sup>18</sup>. Une déclaration caractéristique, dont différentes versions abondent sur Internet, comme celle de ce blogueur persuadé que l'islam a déjà « envahi notre société », qu'« il est déjà trop tard », que nous ne pouvons en douter en voyant se pavaner comme en signe de victoire ce « RMiste polygame qui vit avec mes cotisations sociales ». La séduction de ce populisme rénové ne relève plus du seul rejet de la classe politique classique, mais d'une adhésion positive à un programme. Ce n'est plus du « poujadisme », un mouvement de défense des honnêtes travailleurs où se déverseraient simplement les rancœurs et les frustrations, mais une force fédératrice.

L'hypothèse Eurabia a pu, par exemple, obtenir un énorme retentissement en Italie grâce au relais d'une personnalité de gauche comme la journaliste Oriana Fallaci, auteur des best-sellers *La Rage et l'Orgueil* et *La Force de la raison*, ancienne maquisarde ayant résisté à Mussolini, féministe et antifasciste<sup>19</sup>. Elle recevra pourtant le chaleureux soutien de la Ligue du Nord, parti de la droite dure italienne, en affirmant que les imams sont les « guides spirituels du terrorisme », que les mosquées « surtout en Italie [...] grouillent jusqu'à la nausée de terroristes ou d'aspirants terroristes », que les musulmans en qui elle voit « des millions et des millions de fanatiques » aux « visages grimaçants, menaçants, hostiles » « se multiplient comme des rats » et sont en guerre « pour la conquête de nos âmes et la disparition de notre liberté et de notre civilisation ». « Cassandre » de l'islamisation, ainsi qu'elle se présentait elle-même, elle refusait qu'on assimile son discours à du racisme :

Je m'adresse aux personnes qui [...] se laissent encore bercer par la prudence et par le doute. Et je leur dis : debout, braves gens, debout ! Réveillez-vous ! Paralysés comme vous l'êtes par la peur d'aller à contre-courant ou de sembler raciste (un mot totalement inapproprié puisque ce que je dis regarde une religion, pas une race), vous ne comprenez pas ou vous ne voulez pas comprendre que nous avons affaire à une croisade à l'envers<sup>20</sup>.

Outre-Rhin, Thilo Sarrazin (non, ce n'est pas un pseudonyme !) a écrit en 2010 un essai, *L'Allemagne s'autodétruit*, devenu immédiatement un des plus gros best-sellers de la décennie dans ce pays<sup>21</sup>. Il est important de noter que c'est un ancien membre du directoire de la Bundesbank (depuis révoqué), un membre important du SPD, parti de gauche social-démocrate (d'où il n'a finalement pas été exclu suite au soutien de la base militante), qui tient ces propos :

Dans tous les pays concernés, Angleterre, France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Danemark ou Norvège, on fait des observations analogues sur les immigrés musulmans, à savoir : faible intégration sur le marché du travail ; dépendance plus forte que la moyenne à l'égard de l'aide sociale ; niveau éducatif inférieur à la moyenne ; fertilité démographique supérieure à la moyenne ; ségrégation géographique avec tendance à former des sociétés parallèles ; religiosité plus forte que la moyenne avec influence croissante de l'islam intégriste ; criminalité supérieure à la moyenne, de la simple délinquance de rue jusqu'à la participation à des activités terroristes.

[...] Une partie des intellectuels et de la presse de gauche semble même ressentir une joie cachée à voir que l'immigration musulmane est en train de détruire l'Allemagne. [...] Le manque d'intégration tient, à la vérité, à l'attitude des immigrés musulmans. [...] Je voudrais que mes petits-enfants, dans cent ans, puissent encore vivre dans une véritable Allemagne s'ils en ont envie. Je ne voudrais pas que le pays de mes petits-enfants soit en partie islamique, où dans des rues entières on parlerait turc ou arabe, où les femmes auraient un *tchador* sur la tête et où le rythme du jour serait fixé par le cri des *muezzins*. Si je veux vivre cela, je peux me payer des vacances en Orient ! Je ne voudrais pas que nous devenions des étrangers dans notre propre pays<sup>22</sup>.

En tant que fer de lance de la lutte contre l'islamisation, ce nouveau populisme est devenu partout en Europe une sorte de centre de gravité du jeu politique. L'un des points communs de tous ces mouvements est en l'occurrence l'europhobie : l'exception européenne magnifiée face au libéralisme sauvage à l'américaine, le christianisme ou l'humanisme européens face à la mondialisation sauvage. Mais l'islamisation reste bien le thème le plus fédérateur, au point d'irriguer la politique européenne.

### Extension géopolitique du domaine de la lutte : de l'apartheid Euromed aux révolutions arabes

La question de l'intégration de la Turquie à l'Europe, qui a donné lieu à d'innombrables débats sur l'élargissement de l'Union européenne, se ramène sans cesse à deux images terrifiantes, qui, se superposant l'une à l'autre, n'en font plus qu'une : celle de la dilution quantitative des peuples européens dans une *sur*-population allogène, et celle de la dilution qualitative de l'Être européen dans l'islam.

Lorsque, interrogé sur cette question, Valéry Giscard d'Estaing tente de démontrer que la Turquie n'appartient pas à la sphère géoculturelle européenne, on ne peut que s'interroger sur les motifs indicibles d'une aussi creuse démonstration : « La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important qui a une véritable élite, mais ce n'est pas un pays européen<sup>23</sup>. » La phrase de l'historien Alain Besançon, du même acabit, est cependant plus précise : « Le monde turc est étranger à toutes les grandes expériences qui ont fondé l'Europe en tant que civilisation, à savoir l'héritage de l'Empire romain, la conversion au christianisme latin, les innovations du Moyen Âge, la Renaissance, la Réforme, la contre-Réforme, les Lumières, le romantisme<sup>24</sup>. » En dehors du caractère erroné d'une telle déclaration, ne serait-ce que concernant l'« héritage de l'Empire romain », que la Turquie pourrait aussi revendiquer, il faut comprendre simplement que le « monde musulman » possède une essence fondamentalement incompatible avec le « monde européen ».

Le « partenariat Euromed », ou « processus de Barcelone », lancé en 1995 est aujourd'hui, loin de ses premières déclarations d'intention, presque entièrement conditionné par le souci d'endiguer le péril islamique. Comme l'illustre depuis 2005 la redéfinition de ses domaines de priorité autour de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme, la logique euro-méditerranéenne n'a pas pour objet de constituer un projet économique et culturel commun, mais

bien de mettre à distance et sous contrôle une partie du monde, source à la fois d'angoisse (la peur de l'islam et de sa prolifération face à l'Europe chrétienne) et de convoitise (les ressources en gaz et pétrole essentiellement). La stratégie euro-méditerranéenne consiste ainsi à affermir le centre européen en contrôlant sa périphérie méditerranéenne, potentiellement dangereuse parce que musulmane, par toute une série d'accords. C'est bien là une stratégie d'*apartheid*, au sens précis que revêt ce mot : développement séparé.

Ce que l'on pourrait appeler l'axe euro-méditerranéen représente moins une liaison qu'une manière de distinguer l'Europe de la Méditerranée, comme si l'Europe du Sud n'était pas aussi méditerranéenne que le Maroc, l'Algérie, la Libye, l'Égypte, la Turquie ou le Liban. Ces ambiguïtés proprement politiques, distinguant en prétendant unir, éloignant en prétendant rapprocher, se retrouvent dans des discours grandiloquents magnifiant Al-Andalus, un monde arabo-musulman d'une part suffisamment européen (implanté en Espagne) pour être acceptable et, d'autre part, surtout, suffisamment éloigné dans le temps pour être l'objet d'une admiration nostalgique mais nullement de rapprochements effectifs.

Si les ambitions financières (l'élargissement de la zone euro par le remorquage financier, entre autres, des pays du pourtour méditerranéen) et commerciales (la création de débouchés et le développement d'un « partenariat » énergétique) sont, à la différence de la valorisation des « lointaines proximités » culturelles, bien réelles, l'objectif immédiat est avant tout politique et stratégique : il s'agit de constituer une zone d'influence sur des pays considérés comme instables, tout en maîtrisant les flux migratoires. La Méditerranée devient ainsi une zone tampon entre l'Europe et l'Afrique.

L'affaire du passage, en 2008, de l'Union méditerranéenne à l'Union pour la Méditerranée (UPM), demandé à cor et à cri par l'Espagne et l'Allemagne en particulier, est à mettre sur le compte de la poursuite de cette politique de *containment*. Contrairement au projet initial qui avait vocation à regrouper les pays des deux rives, et seulement eux, l'UPM pourra désormais comprendre les nations européennes continentales désireuses de s'investir, ou plutôt d'investir, « pour » la Méditerranée, même si leur seule façade maritime donne sur les étendues glacées de la mer Baltique. Or l'originalité historique de l'initiative, aujourd'hui réduite à néant, tenait justement dans l'arrêt de cette façon européenne, « développementaliste » et prédatrice, bref gentiment impériale, de regarder vers le Sud. Il s'agissait, au-delà des intentions institutionnelles, plus ou moins utopiques peu importe, d'un changement de perspective, d'un nouveau regard. Mais soudain, et insidieusement, avec cet énigmatique « pour » nous revenons vers une politique d'*apartheid*, non pas des races comme jadis en Afrique du Sud, mais des deux rives.

C'est donc, en réalité, une Méditerranée « pour » l'Europe qui est ainsi désirée : terrain de jeu économique culturellement pacifié, au moins religieusement sécurisé. Le « pour », c'est un refus de se mélanger aussi ferme que la volonté de tirer profit. Le sens de ce « pour » n'a d'ailleurs pas échappé aux pays de la rive sud, après l'enthousiasme suscité par l'idée simple d'Union méditerranéenne : faire de la Méditerranée non pas un centre en lui-même, le cœur d'une nouvelle dynamique, mais une périphérie, une sorte de lac européen, une banlieue, une *Mare nostrum* ainsi que la voyaient les Romains à l'époque impériale. C'est pourquoi cette UPM, revenue à la vieille logique Euromed, est aujourd'hui une boîte vide à peine décorative. Cette continuité historique des politiques européennes de *containment*, depuis bientôt un demi-siècle, montre à quel point l'hypothèse Eurabia, qui postule que l'Europe se serait vendue à l'islam (et à l'islamisme) à coup de pétrodollars, est totalement surréaliste. C'est plutôt l'inverse

qui s'est produit : tentative européenne d'acheter la Méditerranée, au mieux en fermant les yeux, au pire en participant à la corruption des dictatures arabes.

Parmi d'autres, l'excentrique colonel Kadhafi sut ainsi très bien jouer sur les peurs européennes, comme l'illustre par exemple le discours qu'il tint en 2010 devant des associations musulmanes en déclarant que la Turquie sera le cheval de Troie de l'islam à l'intérieur de l'Union européenne, « qui ne sera plus jamais un continent chrétien<sup>25</sup> ». Le sulfureux bédouin ira jusqu'à jouer le grand mufti charismatique lors d'une soirée orchestrée avec la plus grande précision durant sa visite à Rome à la fin de l'été 2010, dans un des plus vastes jardins de la capitale italienne où il avait décidé de planter sa tente. Il lança solennellement que l'islam était en train de devenir la religion de l'Europe, rempart musulman contre l'impérialisme américain. On dit que des jeunes femmes touchées par la grâce des paroles de vérité de ce prophète en tenue d'apparat se seraient converties le soir même ! Est-ce un hasard si, lors de la même visite, et alors qu'il existait déjà des arrangements entre amis avec le gouvernement Berlusconi pour lutter contre l'immigration clandestine en provenance du Sud, ce grand musulman proposa d'étendre ses loyaux services à l'ensemble de l'Union européenne, moyennant la modique somme de 5 milliards d'euros par an<sup>26</sup> ? Derrière les mises en scène spectaculaires, auxquelles nous a habitué le chef libyen, ne faut-il pas voir le cynisme habile d'un politique ? Le mufti improvisé d'hier, distribuant par provocation des centaines de corans en plein cœur de Rome, siège historique de la chrétienté, à des *pom-pom girls* rémunérées pour décorer les lieux, sortira d'ailleurs à nouveau la carte de l'angoisse antimusulmane en 2011 pour convaincre les puissances occidentales de l'épargner, se présentant comme le seul rempart face à la montée du danger islamique. En effet, alors qu'il se sent cerné de toutes parts par les insurgés, Kadhafi en appelle à la raison occidentale, comprenons : à l'angoisse européenne devant la menace islamique qu'il serait le seul à pouvoir endiguer.

Ce jeu de manipulation des craintes européennes est loin d'être stupide, sachant que depuis plusieurs décennies les démocraties occidentales ont toujours préféré, en Égypte, en Tunisie, en Syrie ou ailleurs, protéger des dictatures, fussent-elles sanguinaires, pourvu qu'elles semblent contenir l'islam. C'est la raison pour laquelle les soutiens occidentaux aux révolutions arabes ont été si frileux, jusqu'à la dernière minute. Sous prétexte qu'elles étaient soutenues par des mouvements islamiques, elles étaient hautement suspectes. De sorte que la nouveauté de tels soulèvements, leur modernité même, la force révolutionnaire d'une jeunesse transnationale sont quasiment passées inaperçues, du moins dans un premier temps. En soutenant aveuglément les dictatures arabes pendant des décennies, les gouvernements occidentaux ont alimenté le succès populaire de l'islam assimilé par les populations arabes les plus pauvres à la seule force d'opposition politique et à la seule résistance plausible, et visible, à l'injustice politique, sociale et économique. En Égypte par exemple, les Frères musulmans ont joué un rôle économique, social, sanitaire et même éducatif essentiel, dans les campagnes et dans les quartiers pauvres des grandes agglomérations, au cœur d'un État militaire corrompu.

Cet activisme sanitaire et humanitaire a conféré un immense crédit aux organisations islamiques dans les couches de la population les plus frustrées par les dictatures arabes, qui sont aussi les plus nombreuses. Par ailleurs, ces associations islamiques constituent des structures, des réseaux existants sur lesquels les révolutionnaires ont pu s'appuyer. Ce sont ces deux paramètres qui expliquent l'impact du facteur musulman : sur le fond, le capital de confiance accumulé depuis des décennies par des groupes aidant gratuitement les nécessiteux, devenant dès lors des

symboles de pureté, de justice, dans des sociétés gangrénées par la prévarication, le népotisme, l'arbitraire ; sur la forme, la présence de réseaux permettant une mobilisation plus organisée. Pourquoi s'en étonner ? Ce sont précisément les mêmes raisons qui ont fait, par exemple, de l'Église catholique en Pologne, principale force organisée d'opposition au régime, une des principales bénéficiaires de l'effondrement des dictatures communistes.

Mais, comme le montrent Michaël Béchir Ayari et Vincent Geisser, les révolutions arabes elles-mêmes sont des événements historiques à part entière, dans lesquels la jeunesse a joué un rôle moteur<sup>27</sup>. Le rôle des réseaux sociaux, particulièrement bien maîtrisés par les jeunes, a été maintes fois souligné. Le facteur musulman n'a pas été déterminant, il n'a pas été à l'origine des soulèvements. Presque en rien comparables au renversement du shah d'Iran en 1978-1979, ce ne sont pas des révolutions islamiques. Les revendications étaient essentiellement économiques et sociales bien sûr, mais les révolutionnaires réclamaient aussi la liberté d'expression, la sécurité civile contre l'arbitraire de la police ou de l'armée. Par conséquent, même si ce sont naturellement les mouvances islamiques qui bénéficient du capital de sympathie accumulé, il est peu probable que ces mêmes mouvances arrivant au pouvoir seront en mesure d'imposer de nouvelles dictatures, fussent-elles appuyées sur la charia.

La Turquie islamiste qui a fait, en son temps, frémir les dirigeants de l'Union européenne s'est finalement révélée certes conservatrice sur le plan des mœurs, mais nullement moins respectueuse des libertés publiques et de la démocratie que les gouvernements précédents (la comparaison n'en faisant pas pour autant un parangon), préservant même la laïcité. Certes, les choses ne seront sans doute pas immédiatement et magiquement stabilisées dans les anciennes dictatures arabes, au même titre que les choses ne se sont pas stabilisées immédiatement après la Révolution française, à laquelle a succédé une période de terreur de triste mémoire. Mais un palier avait été franchi qui ne permettait plus, en toute hypothèse, de revenir durablement à l'Ancien Régime. De la même façon, un palier a été franchi dans le monde arabe aujourd'hui à travers l'aspiration à la liberté civile individuelle, à la justice sociale, à l'accès à la consommation, à la mobilité économique, aspirations fondamentalement modernes, qui se sont répandues tel un virus au-delà des frontières nationales dans tout le Moyen-Orient, provoquant, comme jadis dans l'ensemble de l'Europe, des révolutions plus ou moins douces ou violentes. Islamistes et non-islamistes devront forcément faire avec ce désir de liberté individuelle qui fait aujourd'hui irréductiblement partie de l'identité des jeunes générations, surtout de ceux qui ont eu accès à un minimum d'éducation, et qui sont de plus en plus nombreux.

D'ailleurs, même lorsqu'ils sont sincèrement musulmans, une grande partie de ces jeunes, surtout lorsqu'ils font partie de la bourgeoisie émergente, en Égypte par exemple, ne le sont plus de la même manière que leurs ascendants. Ainsi se déploie un islam charismatique, individualiste, décomplexé, promouvant une théologie de la prospérité, un bonheur par la consommation, une participation à la compétition économique, devenant ce que Patrick Haenni appelle un « islam de marché<sup>28</sup> ». La question n'est pas de savoir si cet islam est majoritaire ou non, il ne l'est certes pas (encore), ni de postuler qu'il serait progressiste (ou non), mais de comprendre qu'il participe à une dynamique de modernisation, non pas seulement des structures politiques, mais d'abord des consciences.

Il est compréhensible que les Européens continuent à observer avec la plus grande suspicion les événements au Sud qui traduisent l'échec pour le moins gênant de leurs politiques moyen-orientales depuis un demi-siècle.

1. Déclaration au journal *Matin Dimanche*, 6 novembre 2011.
2. <[ripostelaique.com](http://ripostelaique.com)>, n° 196, 2 mai 2011.
3. 1,9 % de la population d'après l'*US Report 2009*.
4. Extraits du programme du *Partij voor de Vrijheid* (PVV, Parti pour la liberté) pour 2010-2015.
5. <[voltage.net](http://voltage.net)>, 22 juillet 2006.
6. Melanie Phillips, *Londonistan. How Britain Is Creating a Terror State Within*, New York, Encounter Books, 2006.
7. « Europa Zwei-Fronten-Krieg ("La guerre sur deux fronts de l'Europe") », *Die Welt*, 9 novembre 2004.
8. Egon Flaig, « Der Islam will die Welteroberung » (« L'islam veut conquérir le monde »), *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 septembre 2006.
9. Pim Fortuyn, « De islam is een achterlijke cultuur » (« L'islam est une culture arriérée »), *Volkskrant*, 9 février 2002.
10. Cité par Nathalie Galesne, « Islam en Italie : cris de guerre médiatiques et roulements de tambour politiques », *La Pensée de midi*, vol. 4, n° 26, 2008.
11. Émission « Infrarouge », TSR, 20 octobre 2009.
12. Audience du vendredi 3 février à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris.
13. <[stopislamisationdesesprits.blogspot.com](http://stopislamisationdesesprits.blogspot.com)>.
14. « Comment savoir si on mange halal ? », dépêche AFP, Miguel Medina (publié sur <[www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr)>, le 23 février 2012).
15. En prenant, bien entendu, *sémitique* au sens courant du terme qui se réfère aux Juifs, et non au sens précis qui désigne les peuples sémitiques dont font partie les Arabes.
16. AFP, 11 décembre 2010.
17. « Rencontre Oskar Freysinger et Geert Wilders à La Haye », 9 juin 2011.
18. « Au Zénith, le baptême des convertis », *Libération*, 19 avril 2012, p. 4.
19. Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*, Paris, Plon, 2002 ; *La Force de la raison*, Monaco, Éd. du Rocher, 2004.
20. O. Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*, *op. cit.*, *passim*.
21. Thilo Sarrazin, *Deutschland schafft sich ab (L'Allemagne s'autodétruit)*, Munich, DVA, 2010. (Sur la polémique déclenchée par l'ouvrage en Allemagne, voir « La Bundesbank se sépare de Sarrazin, pamphlétaire raciste », <[lefigaro.fr](http://lefigaro.fr)>, 2 septembre 2010.)
22. Extrait tiré du journal allemand *Bild*, traduit par Yvan Blot (à l'exception du titre de l'ouvrage) pour le compte de *La Voix des français* (<[www.vdf95.com](http://www.vdf95.com)>).
23. « Pour ou contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne », *Le Monde*, 8 novembre 2002.
24. Irina de Chikoff, « La Turquie musulmane se pose en victime : l'ouverture des négociations avec le pays, ni chrétien ni laïque, suscite le débat », *Le Figaro*, 28 avril 2004.
25. *Al Sham*, 8 juin 2010.
26. « Le show du colonel Kadhafi », *L'Express*, 30 août 2010.
27. Michaël Béchir Ayari et Vincent Geisser, *Renaissances arabes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2011.
28. Patrick Haenni, *L'Islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Paris, Seuil, 2005.

## 6.

# Dévoilements et aveuglements

### Une ambiance collective paranoïde

Je n'affirme pas que *tous* les Européens adhèrent au mythe paranoïaque de l'islamisation, mais que règne une atmosphère paranoïde et nauséabonde qui, débordant largement le périmètre de l'extrême droite, touche, à des degrés divers, une grande partie d'entre eux. C'est ce dont témoigne, par exemple, l'enquête Ifop sur « Le regard des Européens sur l'islam » publiée début 2012<sup>1</sup>.

Alors que les Allemands, les Britanniques, les Français et les Néerlandais – populations européennes visées par l'enquête – sont incapables de s'entendre sur une Constitution, une défense, des régulations financières communes, il apparaît qu'un sujet réussit à les rassembler enfin : le sentiment de subir la montée de l'islam. Que ce soit en Allemagne (40 %), en France (42 %), aux Pays-Bas (44 %) ou au Royaume-Uni (47 %), plus de 40 % d'entre eux considèrent que les musulmans vivant dans leur pays représentent une « menace pour l'identité » de celui-ci. Pas un simple problème social, voire un désagrément, mais bien une *menace*. Le plus grave n'est pas encore là. D'après 65 % des Britanniques, 68 % des Français, 75 % des Allemands et 77 % des Néerlandais, les musulmans ne sont « pas du tout » ou « plutôt pas intégrés » à la société. On pourrait cependant imaginer que cette non-intégration est attribuée à des difficultés économiques et sociales, à une ségrégation urbaine, à des erreurs de ciblage des politiques publiques, mais ce n'est pas le cas pour les interviewés. Pour 61 % des Français et des Néerlandais, 64 % des Britanniques et 67 % des Allemands, si les musulmans sont mal intégrés c'est par « refus » de l'être ou, pour 34 % des Allemands, 39 % des Britanniques, 40 % des Français et 47 % des Néerlandais, en raison de « trop fortes différences culturelles ». Si le regroupement « dans certains quartiers et certaines écoles » est mentionné par 32 % des Allemands, 34 % des Néerlandais, 37 % des Français et 58 % des Britanniques, les personnes d'origine musulmane ne subiraient en revanche pas le racisme (entre 14 % et 18 % seulement des Européens pensent que cela peut jouer dans le manque d'intégration qu'ils leur attribuent) et ne seraient pas particulièrement exposées aux difficultés économiques (entre 6 % et 20 % à peine des Européens

considèrent qu'il s'agit d'un facteur explicatif du diagnostic qu'ils portent) ; il ne servirait donc à rien d'améliorer et d'accroître les politiques publiques d'intégration (entre 2 % et 5 % seulement des Européens pensent qu'il y a quelque chose à faire de ce côté-là). Non, le principal problème tiendrait au fait que ce sont *eux* qui refusent de se mélanger à *nous*.

Avec une telle certitude que les musulmans résidant en Europe représentent en soi un danger pour les identités nationales parce qu'ils resteront toujours et avant tout musulmans avant même d'être européens, quoi qu'on y fasse, on comprend que 50 % des Européens (entre 49 %, pour les Allemands et 55 % pour les Français), d'après ce sondage, considèrent que « l'influence et la visibilité » de l'islam sont « trop importantes ». Trop influent l'islam ? Les musulmans constituent certes une minorité dont on parle beaucoup mais qui, en réalité, parle très peu elle-même, ou du moins dont la parole n'est quasiment pas relayée dans les grands médias et dont les membres ne sont quasiment pas invités à participer aux débats au centre desquels on les place pourtant.

Souvenons-nous, en France, de la commission Stasi censée réfléchir sur l'« application du principe de laïcité », autrement dit sur le « problème du voile islamique » débattu depuis la fin des années 1980, qui débouchera sur la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques en 2004. Or cette commission n'a auditionné, *in extremis*, qu'une seule jeune femme voilée, le 5 décembre 2003 alors que le rapport était déjà en court de finalisation... Dès septembre, Chahdortt Djavann, qui vient de publier l'opportuniste *Bas les voiles !<sup>2</sup>*, est quant à elle entendue en dépit de la règle initiale de la commission qui proscrivait d'auditionner les auteurs d'ouvrage. Née en Iran d'un père azerbaïdjanais, aristocrate déchu et emprisonné par le pouvoir islamiste de Téhéran, elle fut obligée de porter le voile pendant une grande partie de sa jeunesse avant d'émigrer en France et de devenir, on le comprend aisément, une farouche militante antivoile. Ce qui n'en fait pas pour autant une spécialiste de la situation française. À la suite de ce pamphlet aussi court (46 pages !) que peu documenté et incisif, l'écrivaine iranienne sera couverte d'honneur pour sa « contribution à la laïcité » : elle reçoit en 2003, l'année même de la publication, le grand prix de la Laïcité ; un an plus tard, elle est même faite chevalier des Arts et des Lettres. L'auteur de *Bas les voiles !* semble être ainsi récompensée pour son soutien sans faille au mythe nécessaire de l'islamisation, elle qui se dit persuadée que le « confessionnalisme » islamique n'est « pas une stratégie de repli communautariste, mais une stratégie de pénétration et, en quelque sorte, de colonisation ». L'école, les universités, les municipalités, les médias sont à ses yeux des « objectifs intermédiaires pour accroître son pouvoir d'influence dans les pays européens<sup>3</sup> ».

Laissons Jean Baubérot décrire de l'intérieur cette machine à fabriquer de l'unanimité que fut la commission Stasi :

[...] alors que la liste des auditions était close, il fut ajoutée celle de Nesli Yilmaz-Sandwidi, jeune femme turque, obligée enfant de porter le foulard et victime de maltraitance. Ce cas dramatique rendait plus difficile une réserve sur la loi, d'autant plus qu'une seule femme voilée a été entendue par la commission (le 5 décembre) malgré les demandes répétées de témoignages de femmes voilées. Enfin, le délai de remise du rapport fut raccourci de fin décembre au 11 décembre, alors que la commission souhaitait un délai supplémentaire et que nos auditions se terminaient le 5<sup>4</sup> !

En 2009, au moment de la mise en place, cette fois, de la commission d'information parlementaire sur la question du voile intégral, j'ai été contacté en tant que directeur de l'Observatoire du religieux début juillet par une administratrice de l'Assemblée nationale



chargée de constituer la liste des personnes à auditionner. Au téléphone, j'étais heureux de lui apprendre que nous étions justement en train de soutenir une enquête menée par la chercheuse Agnès De Féo sur le voile intégral en France, dont les premiers résultats étaient en contradiction avec la vision apocalyptique du député communiste André Gerin, à l'initiative de cette commission d'information, selon lequel il y aurait « de plus en plus [de *burqa*] y compris en milieu rural<sup>5</sup> ». À la suite de quoi je n'ai pas été recontacté. Rien n'aurait pourtant obligé les députés à admettre ce que j'aurais pu leur communiquer ; il leur aurait suffi de m'écouter et de se faire ensuite leur propre idée. Mais voulaient-ils vraiment réfléchir sur ce qui leur apparaissait comme une évidence ? Nous avons là un cas d'école de stratégie de méconnaissance. Là encore, la commission d'information n'a pas cherché à s'informer, mais plutôt à confirmer par tous les moyens une image effrayante.

### Des mesures « prophylactiques » liberticides

Ce climat paranoïde est à ce point répandu que les libertés publiques sont peu à peu remises en cause, accroissant et normalisant les discriminations à l'encontre des musulmans. En mai 2003, le rapport en seize points rédigé par la personnalité politique François Baroin à la demande du Premier ministre de l'époque, Jean-Pierre Raffarin, proposait de faire émerger une « nouvelle laïcité » répondant au « défi du communautarisme », autrement dit, permettant de lutter efficacement contre l'islamisation. Baroin nous enjoint de comprendre qu'« à un certain point, la laïcité et les droits de l'homme sont incompatibles<sup>6</sup> ». Le programme de destruction des libertés fondamentales est ainsi clairement annoncé, au nom de la laïcité, qui est pourtant le produit historique, l'expression des droits de l'homme.

Un an plus tard, la loi de 2004 sur les signes religieux ostensibles dans les écoles publiques mettra en pratique cette « nouvelle laïcité ». Cette loi représente en effet un détournement caractérisé du sens de la neutralité républicaine. Le principe de neutralité s'appliquait jusque-là aux fonctionnaires de l'enseignement qui ne devaient pas exprimer et exhiber leurs convictions religieuses et politiques au sein de l'enceinte scolaire. Cette exigence n'avait jamais été imposée aux élèves. Et pour cause : elle était justement là pour protéger la libre et pacifique expression de leurs identités, sans discrimination, sans qu'une préférence semble être accordée à l'une plutôt qu'à l'autre. Imposer la neutralité aux élèves eux-mêmes est dès lors en parfaite contradiction avec cette exigence laïque. Il ne s'agit plus de respecter la neutralité à l'égard des identités mais de permettre la neutralisation de certaines d'entre elles<sup>7</sup>.

À l'époque, on nous assurait qu'il s'agissait seulement de protéger les mineurs contre les éventuels décrets arbitraires de leur propre famille et qu'aucune mesure générale à ce point privative de liberté ne saurait s'appliquer à l'ensemble de l'espace public. Pourtant, cinq ans plus tard, alors que la loi a été bien respectée par les musulmans, ce sera cette fois des jeunes femmes qui portent le voile intégral dans la rue (qui ne sont, au début de l'affaire, il faut le rappeler, que quelques centaines) qui seront visées par le débat parlementaire : les travaux de la commission d'information évoquée plus haut aboutiront à la loi dite anti-*burqa* concernant l'ensemble des espaces publics, entrée en vigueur en avril 2011. Il apparaît aujourd'hui que son application est pour le moins erratique, voire arbitraire, d'après les témoignages recueillis par Agnès De Féo auprès de femmes qui se refusent à abandonner leur *niqab*<sup>8</sup>. La quasi-totalité d'entre elles

déclarent n'avoir jamais été arrêtées à Saint-Denis ou à Aubervilliers dans le 93, pas plus qu'à Marseille ou à La Réunion, alors que, dans d'autres espaces, certaines affirment avoir été contrôlées quatre fois dans la même journée et avoir été conduites au poste même après avoir décliné leur identité et s'être découvertes.

Comme si cette situation juridiquement chaotique ne suffisait pas, l'UMP lancera en fanfare en 2011 un débat sur « L'islam dans la République », rebaptisé « Débat sur la laïcité », qui aboutira à vingt-six propositions, mêlant de grandes tirades humanistes, plutôt creuses, à des préconisations concrètes, par exemple la proposition 5 du deuxième volet (« Réaffirmer le principe de laïcité ») qui suggère d'« étendre les exigences de neutralité et de laïcité des agents des services publics aux collaborateurs occasionnels du service public » ; l'exemple choisi pour illustrer cette proposition – les sorties scolaires – se référant bien entendu, comme l'indique le débat entourant ce « pacte républicain », aux mères portant le voile. La proposition 7, qui recommande pour sa part que l'on interdise la possibilité « de récuser un agent de service public à raison de son sexe ou de sa religion supposée », vise explicitement « des femmes qui – souvent sous la pression de leur époux – refusent de se faire soigner par un médecin homme ». Autrement dit, il ne serait plus possible de refuser d'être examiné par un gynécologue homme, ce que demandent pourtant nombre de femmes sans être nécessairement musulmanes. Le troisième volet (« Garantir la liberté religieuse dans la République ») s'ouvre pour sa part sur une proposition visant, « sans remettre en cause la liberté de conscience », à « imposer une certaine neutralité en matière religieuse » dans les entreprises privées en leur permettant « d'intégrer dans leur règlement intérieur des dispositions relatives au port de tenues et signes religieux ». Une telle disposition reviendrait à pouvoir exclure de n'importe quelle entreprise une femme portant le simple foulard musulman. Quant à la proposition 6 du deuxième volet, « étendre les obligations de neutralité qui s'imposent dans les structures publiques aux structures privées des secteurs social, médico-social ou de la petite enfance chargées d'une mission de service public ou d'intérêt général », elle « vise notamment à résoudre les problèmes tels que celui rencontré dans la crèche “Baby Loup” »<sup>9</sup>.

L'affaire de la crèche « Baby Loup » qui a défrayé la chronique en novembre 2010 est de fait emblématique. Revenons très rapidement sur les faits. Fatima Afif, qui a commencé à travailler dans cette crèche dès son ouverture en 1991, a été licenciée le 19 décembre 2008. Que s'est-il passé pour que cette éducatrice officiant depuis dix-sept ans soit remerciée ? Est-ce parce qu'elle ne respectait pas la neutralité laïque que l'on exigeait d'elle ? Puisqu'elle portait son foulard depuis déjà plusieurs années sans que l'on s'en soit offusqué, il faut admettre que c'est le regard de la direction qui a changé. Le plus intéressant n'est pas le procès qui l'a opposée à ses employeurs, mais la montée au créneau de personnalités comme Manuel Valls ou la marraine de la crèche Elisabeth Badinter<sup>10</sup>. Les nounous en foulard sont en tout cas dans le collimateur de l'État et représentent à l'évidence un péril imminent puisque le Sénat à majorité socialiste a jugé urgent le vote d'une proposition de loi soumettant les assistantes maternelles à une « obligation de neutralité en matière religieuse » dans l'exercice de leurs fonctions, autrement dit à leur propre domicile. Hors structure professionnelle ou accord explicite des parents, une nourrice musulmane ne pourra donc plus porter un foulard chez elle lorsqu'elle gardera des enfants, devra retirer une représentation religieuse pendant au mur et pourquoi pas s'abstenir de cuisiner halal, même si ce n'est que pour elle. Un ami me faisait remarquer que si l'on exclut la pure absurdité et le délire antimusulman pour interpréter cette guerre acharnée contre des armées de nounous, il

nous restait peut-être encore l'hypothèse toute lacanienne de l'inconscient à l'œuvre : à cause des *nou-nous*, *nous* ne serions plus *nous*.

Le pire dans ce climat délétère ne réside pas seulement dans ces lois stigmatisantes ou discriminatoires, mais dans les interprétations sauvages qui en sont faites et le signal qu'elles semblent donner que l'on peut désormais légitimement, et en toute impunité, s'en prendre aux musulmans. Des témoignages rapportés par le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) suggèrent que non seulement les femmes voilées subissent au quotidien des insultes, crachats, agressions diverses<sup>11</sup>, particulièrement d'ailleurs lorsqu'elles sont accompagnées de leurs enfants<sup>12</sup>, mais que les représentants des pouvoirs publics eux-mêmes s'autorisent des comportements discriminatoires au nom de l'*esprit* de la loi, refusant de laisser entrer des mères coiffées d'un simple foulard qui viennent chercher leurs enfants à l'école ou leur interdisant de les accompagner dans les sorties scolaires.

À l'évidence, le rôle du héros en lutte contre l'islamisation de l'Europe est tenu par un nombre croissant de personnes. On citera à ce sujet le cas du proviseur du lycée Auguste-Blanqui à Saint-Ouen qui convoqua en mars 2011 des lycéennes pour les sommer de ne plus porter une « longue robe unie » car une telle « jupe longue ne peut être considérée que comme un vêtement ostentatoire, un signe religieux manifeste »<sup>13</sup>. Selon le CCIF, les cas de ce genre seraient aujourd'hui banals. L'année 2010 aurait connu, en outre, une multiplication par deux des actes contre des lieux de culte musulmans et neuf fois plus d'agressions sur les personnes en raison de leur appartenance à l'islam, toujours d'après le CCIF. Des chiffres qui se sont encore amplifiés depuis si l'on en croit le rapport 2011 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), selon laquelle il y aurait eu une augmentation en 2011 de 33,6 % des actes islamophobes. La Sous-direction de l'information générale (SDIG) du ministère de l'Intérieur est même plus alarmiste puisque, d'après elle, il y aurait eu une augmentation encore plus remarquable des plaintes pour menace enregistrées par la police ainsi que des actes effectivement constatés tels que les violences et voies de fait, les incendies et dégradations à caractère antimusulman<sup>14</sup>.

On ne peut manquer de remarquer que ce sont les femmes qui sont visées en priorité par les discriminations quotidiennes (elles représenteraient 75 % des victimes d'actes islamophobes d'après le CCIF) comme par les mesures de vexation publiques et les lois. Cette politique objectivement sexiste contribue à les exclure en pratique de la vie sociale et éducative, et du marché de l'emploi, au nom d'un vague discours libérateur, comme si, parce que ce sont des femmes, elles ne pouvaient décider seules du mode de vie qui leur sied le mieux<sup>15</sup>. On ne peut plus croire, en tout cas, qu'il s'agit de défendre des enfants (ces femmes sont majeures), de régler un problème d'identification (le simple foulard est en cause), de libérer les femmes de l'emprise des hommes (on limite au contraire leur autonomie financière en participant à leur exclusion du marché du travail). C'est donc bien seulement et uniquement en tant que musulmanes qu'elles sont visées.

Et ce n'est que le début...

La chasse ne semble pas connaître de limites, ni dans le ridicule ni dans l'arbitraire. En témoigne l'affaire du commerçant nantais, à l'évidence un sinistre individu, qui fut mis en

examen en juin 2010 pour escroquerie aux prestations sociales. Jusque-là rien d'extraordinaire. C'est alors que le scandale éclata : l'homme entretenait plusieurs femmes sous son toit. Il devait donc être polygame... étant musulman. Sauf que le droit ne tient compte que du mariage civil qui ne peut être contracté qu'avec une seule personne. Le ministre de l'Intérieur alors en fonction, Brice Hortefeux, intervint néanmoins pour dire qu'il était prêt à changer le Code de la nationalité pour pouvoir déchoir un tel homme, et tous ceux de son engeance, de la citoyenneté française<sup>16</sup>. Dans le cas d'école où plusieurs mariages civils auraient été frauduleusement contractés, il y aurait certes infraction punissable, mais pourquoi lui retirer la nationalité ? On n'y songe pas pour les tueurs en série, les violeurs, les pédophiles, mais ce serait légitime pour un homme qui pratiquerait la polygamie. Est-ce dès lors vraiment la polygamie qui est en cause ? Personne n'a pourtant jamais envisagé, par exemple, de retirer sa nationalité, comme le fait ironiquement remarquer Alain Gresh, au célèbre cuisinier lyonnais Paul Bocuse qui « revendique ouvertement sa polygamie<sup>17</sup> ». Sans doute faudrait-il que le grand chef se mette soudain à cuisiner exclusivement halal pour que l'on y songe. Au nom de la lutte contre l'islamisation, nous serions prêts à anéantir le Code de la nationalité et à instaurer une citoyenneté à deux vitesses, certains, parce qu'ils sont musulmans, ne devant jamais se considérer pleinement chez eux. Un délit ou un crime ne devrait pas être jugé de la même manière s'il a été commis par un musulman. Remarquons que le motif permettant de déchoir quelqu'un de sa nationalité en l'état actuel du droit est le complot avéré contre la nation. Et c'est bien de cela qu'il s'agit en réalité. Puisque chacun sait que le musulman complot, il ne saurait être punissable de la même manière que les autres. Il faut donc prévoir à son encontre des mesures d'exception.

La France n'est pas le seul pays européen où les droits fondamentaux de la personne sont rognés. Des débats publics ont eu lieu à propos du port du simple foulard et du voile intégral dans la plupart des pays de l'Union européenne, aboutissant parfois, comme en Flandre, à l'interdiction de ce dernier dans l'espace public. En août 2003, le Parti populaire danois, le Dansk Folkeparti, préconisait de s'inspirer des conclusions de la commission Stasi sur l'interdiction des signes religieux à l'école. En décembre 2005, la majorité des membres du parlement néerlandais s'est ralliée à la proposition du populiste Geert Wilders d'interdire totalement le voile intégral sur le territoire national. Si le projet de loi a finalement été jugé incompatible avec les droits de l'homme, cela n'a pas été le cas en Norvège, où la municipalité d'Oslo interdit le voile intégral depuis 2006. Enfin, la votation suisse du 29 novembre 2009 interdisant purement et simplement la construction de minarets dans le pays (avec l'écrasante majorité de 57,5 % des votants), a provoqué une onde de choc dans l'ensemble de l'Europe, donnant lieu à des débats au cours desquels les partis populistes ont réclamé l'application de la même règle en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en France, en Italie et aux Pays-Bas<sup>18</sup>. Amnesty International a publié au printemps 2012 un rapport bien documenté littéralement alarmant sur l'intensification des discriminations, de plus en plus collectivement et normativement organisées, subies par les musulmans en Europe<sup>19</sup>. Les trois domaines les plus touchés sont : l'emploi (refus d'embauche, licenciement, pression au travail), l'éducation (accroissement des contraintes, interdictions, y compris à l'université) et la pratique religieuse (entraves arbitraires multiples, limitation du nombre de lieux de culte).

Nous risquons, au demeurant, de n'être qu'au début d'un tel processus liberticide si les gouvernants européens s'appliquent à suivre les désirs de leurs électeurs. Le sondage Ifop sur le regard des Européens sur l'islam que nous avons déjà évoqué laisse en effet apparaître une

franche opposition au simple voile musulman, non seulement à l'école publique (entre 62 % et 90 % des Européens interrogés déclarent être pour son interdiction), mais aussi dans la rue (entre 42 % et 49 % des sondés trouveraient légitime de bannir le simple foulard dans tout espace public)<sup>20</sup>. Il faudrait aussi proscrire l'édification des mosquées (et pas seulement des minarets) ; c'est du moins ce que souhaitent en moyenne près de 40 % des Européens (entre 38 % pour les Britanniques et 51 % pour les Néerlandais interrogés). Ce qui signifie qu'on devrait interdire, sans qu'il soit même question de subventions publiques, la construction d'un certain type de bâtiment, nullement pour des raisons environnementales ou des critères classiques d'aménagement du territoire, mais seulement *a priori*, parce qu'il s'agit d'un édifice musulman.

Il est fort peu probable que l'on envisage un jour de faire un référendum pour empêcher légalement d'élever vers le ciel les tours de béton qui tiennent lieu d'habitation pour des millions de gens ou les bâtiments industriels pourvus de cheminées qui poussent comme des champignons empoisonnés. Tout cela a sa place dans l'aménagement concerté du territoire. Même si, effectivement, la Suisse est particulièrement tatillonne en ce domaine, très sensible aux constructions qui défigurent le paysage, il n'a jamais été question d'une votation nationale mais de régulations précises et techniques en fonction de l'environnement. En revanche, pour les minarets, il faut des mesures de précaution. Ce n'est pas la forme du bâtiment, sa configuration, sa couleur, le fait qu'il pollue ou non qui posent problème, mais seulement et uniquement le fait qu'il s'agit d'un minaret, avec ce que cela suppose d'inimaginable. Je dis bien d'*inimaginable*, car nous ne sommes plus au stade de la prévention mais de la précaution : il ne s'agit pas de combattre un mal connu, éventuellement une forme particulière de fondamentalisme qui pourrait se développer dans certains quartiers et dans certaines conditions, ce qui relèverait de la prévention, mais de combattre un mal inconnu, encore inimaginable tellement il est radical.

## L'hypermodernité musulmane et le contresens européen

Plus on parle de l'islam, moins on écoute ce que disent les musulmans. Leurs paroles sont submergées par le flot continu des déclarations, des prises de position, des débats auxquels ils ne sont pas conviés. Si bien qu'en leur absence réelle, concrète, on donne le sentiment, médiatiquement entretenu, qu'*ils* sont partout, au centre de tout. Et, effectivement, ils sont virtuellement partout, comme une menace planante mais abstraite, sur laquelle tout le monde s'exprime, en interprétant généralement à contresens les réalités musulmanes.

Montrer à la fois en détail et dans une perspective historique, comme le fait Franck Frégosi, que l'islam contemporain est non seulement compatible avec la laïcité mais qu'il s'est déjà acclimaté et reconstitué en elle dans l'espace français<sup>21</sup> ne suffira sans doute pas à déraciner les clichés qui en font une civilisation unitaire rivée à une interprétation littéraliste du Coran. Il existe pourtant aujourd'hui de profondes luttes culturelles dans toutes les sociétés musulmanes. De multiples positions s'affrontent, plus ou moins modernistes, plus ou moins rétrogrades, sur des sujets tels que la démocratie, l'écologie, l'égalité civile, la place de la femme dans la société, les mœurs, la vie sexuelle, l'avortement, etc.

L'Afro-Américaine de famille protestante mais convertie à l'islam Amina Wadud est la première intellectuelle à avoir osé utiliser le concept de genre pour donner une interprétation féministe du Coran en 1992<sup>22</sup>. Depuis, cette perspective s'est considérablement développée<sup>23</sup>.

Même l'homosexualité, qui demeure pourtant un tabou répandu chez les musulmans<sup>24</sup>, est l'objet d'âpres discussions. En janvier 2010 a été fondée l'association Homosexuel-les musulman-es de France (HM2F). À l'occasion de la « Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie », le 17 mai de la même année, Tareq Oubrou, le très respecté recteur de la mosquée de Bordeaux, déclara publiquement que « le fait de considérer un homosexuel musulman comme un apostat est une hérésie ». L'enquête Ifop de 2009 montre que la plupart des musulmanes françaises, même les plus pieuses, accepteraient que leur fille épouse un homme d'une autre confession. L'écrasante majorité d'entre elles (80 % des pratiquantes et 94 % des non-pratiquantes) sont pour des droits égalitaires au divorce pour les hommes et les femmes. Les femmes de conviction ou seulement d'origine musulmane sont majoritairement favorables au concubinage, à l'avortement, à la prise de contraceptifs avant dix-huit ans, aux rapports sexuels hors mariage, tandis que les musulmanes les plus ferventes y sont majoritairement défavorables<sup>25</sup>. Des résultats proches de ceux que l'on trouve chez les catholiques en fonction de l'intensité de leur engagement<sup>26</sup>.

De façon plus superficielle, des courants esthétiques se déploient, comme les *hijab* avec jeans moulants, le style lolita musulmane<sup>27</sup>. Des magazines féminins musulmans, tels qu'*Imane Magazine* en France, traitent de mode, de bien-être, de développement personnel, d'écologie, de spiritualité, de beauté. Si les musulmans occidentaux sont souvent les fers de lance de ces transformations, celles-ci concernent néanmoins l'ensemble des sociétés islamiques, en Iran, au Pakistan, dans la Péninsule arabique, au Maghreb, au Proche-Orient<sup>28</sup>. C'est aussi cette ouverture qui a donné son énergie irrésistible aux révolutions arabes de 2011. Le développement du halal en grande surface ou dans les fast-foods en Europe sont des expressions de cette hypermodernité comparables au succès de l'alimentation bio<sup>29</sup>. De même, le nouvel engouement pour la finance islamique est comparable à l'intérêt pour la finance responsable<sup>30</sup>. La prière elle-même pourra être considérée comme une source de bien-être comparable à la pratique du yoga. On trouve des publicités pour des stages de développement personnel musulmans sur de nombreux stands de la foire du Bourget qui est la plus vaste manifestation musulmane d'Europe<sup>31</sup>. Certaines expressions nouvelles de l'islam, comme le néo-soufisme, sont aujourd'hui proches du phénomène *new age*<sup>32</sup> ; d'autres se rapprochent de l'islam de marché, croisant l'esprit d'entreprise et une théologie de la prospérité comparable à celle du protestantisme évangélique<sup>33</sup>.

On observe certes aussi un fort développement de postures fondamentalistes que l'on range aujourd'hui sous le mot-valise de « salafisme ». Le salafisme, qui prétend revenir à la pureté supposée de la foi ancestrale, s'appuie sur trois idées : l'âge d'or de l'islam (qu'il faudrait retrouver) ; l'unité de l'*Umma* (la communauté des croyants) ; et enfin le caractère malsain du matérialisme des sociétés modernes (auquel il ne faudrait pas succomber). Les « salaf » , comme on dit dans les milieux musulmans européens, ont le sentiment de faire partie d'une élite. D'après Samir Amghar, trois tendances peuvent être distinguées : les quiétistes, apolitiques, centrés sur la dimension exclusivement religieuse ; les politiques, qui ont une vision militante mais légaliste ; et enfin les révolutionnaires qui sont pour le *jihad* armé<sup>34</sup>.

Or le mythe de l'islamisation, en accréditant la version salafiste jihadiste, pourtant extrêmement minoritaire, finit par la renforcer. L'exemple du traitement de la question du voile intégral en fournit une éloquente illustration. L'enquête déjà évoquée d'Agnès De Féo, qui a donné lieu à un documentaire ethnographique saisissant, *Sous la burqa*, décrit les aspects

hypermodernes du voile intégral. La décision pour les jeunes femmes de porter ce vêtement y apparaît très réfléchi, acte fort participant d'une reconversion à un islam *réimaginé* et déconnecté de son histoire traditionnelle. Ces jeunes femmes entendent « se retrouver », « se rapprocher de Dieu », mais surtout « d'elles-mêmes ». Non seulement le voile ne leur est pas imposé, mais elles doivent en général lutter contre leur entourage pour le porter. Elles tiennent pour la plupart un discours très libéral et rationnel sur leur « engagement spirituel », sur la voie qu'elles entendent suivre pour se transformer, sur le fait que chacun doit pouvoir exprimer ses engagements intérieurs comme il le désire<sup>35</sup>. L'association Les Amazones de la liberté, créée à l'initiative de femmes portant le voile intégral, vise d'ailleurs à défendre leur autonomie, y compris contre le machisme musulman.

Le *niqab* fait aujourd'hui partie des objets religieux mondialisés qui se retrouvent non seulement en Europe, mais aussi en Australie, aux États-Unis, au Canada ou ailleurs, avec les mêmes profils d'individus *hypervolontaires* qui entendent revendiquer fièrement et ostensiblement leur islamité<sup>36</sup>. Ces femmes n'ont véritablement pas le sentiment de brider leur corps, de l'étouffer, mais de *faire quelque chose* avec lui, de le rendre plus précieux (si ce n'est, pour certaines d'entre elles, désirable). Cette tendance – comme il y a des tendances dans l'évolution des modes – est d'ailleurs aussi inattendue et angoissante pour la plupart des musulmans classiques, aux États-Unis comme en Europe, que pour les non-musulmans. 10 % seulement des femmes enquêtées sont mariées, la grande majorité est divorcée, la plupart ont un parcours très autonome, pratiquement aucune n'a reçu d'éducation religieuse et 30 % d'entre elles sont converties. Nous avons indéniablement affaire à du fondamentalisme, au sens d'un désir de retour à une origine fondamentale. Mais ce qui est nouveau et essentiel, c'est qu'il s'agit d'un fondamentalisme entièrement dépolitisé et décomplexé. Ces jeunes femmes sont déconnectées de l'islamisme : elles n'adhèrent à aucune utopie politique et se situent à mille lieues des réseaux terroristes. C'était du moins le cas en France jusqu'à loi de 2010, entrée en vigueur au printemps 2011.

Depuis l'interdiction du voile intégral, les choses ont en effet évolué de façon préoccupante. Aujourd'hui moins visible, puisque les femmes qui la composent restent confinées chez elles se pliant à l'exigence légale qui leur interdit désormais l'espace public, la première vague spiritualiste perdure. Cependant, une seconde vague a surgi. Ses représentantes affirment s'être décidées à porter le voile intégral après la loi, non seulement pour des raisons spirituelles, mais surtout par esprit de résistance. Certaines d'entre elles, qui sont cette fois presque toutes des converties, choisissent souvent de déscolariser leurs enfants et de se couper de la société<sup>37</sup>. Il y a eu indéniablement un glissement d'un salafisme spiritualiste axé sur la « transformation de soi » à un salafisme plus politisé qui était quasiment inexistant dans le monde du voile intégral français avant 2010.

Salman Rushdie avait raison de constater l'épuisement de l'islamisme<sup>38</sup> ; mais il n'avait pas prévu que l'angoisse de l'islamisation, particulièrement en Europe, le maintienne artificiellement en vie. Les débats vexatoires, les discriminations généralisées, les lois spécialement concoctées contre les musulmans sont comme des perfusions dans le corps agonisant de l'islamisme. Pour perdurer, les organisations islamistes et les réseaux terroristes ont un intérêt vital à ce que les musulmans européens ne se sentent pas chez eux ; ils ont intérêt à envenimer les antagonismes imaginaires, source de violence antimusulmane, pour attirer dans leurs filets des populations humiliées et réactives.

Telle est l'ultime planche de salut de l'islamisme : que la croyance en un péril islamique provoque des actions arbitraires contre les citoyens musulmans européens afin d'en faire des soutiens, voire des recrues potentielles. C'est exactement cette stratégie qui explique le montage planétaire de l'affaire des caricatures de Mahomet : faire passer les citoyens musulmans européens pour des intégristes en puissance, et faire passer l'Europe aux yeux des musulmans européens pour une terre inhospitalière sur laquelle ils seront toujours persécutés. Les islamistes ont donc pour alliés objectifs les nouveaux populistes européens, parce qu'ils sont les relais politiques et médiatiques majeurs du mythe de l'islamisation. Ce sont eux les vrais « idiots utiles » à la solde de l'islamisme.

1. Sarah Alby et Beltrande Bakoula (dir.), « Le regard des Européens sur l'islam », Ifop, 16 février 2012.
2. Chahdortt Djavann, *Bas les voiles !*, Paris, Gallimard, 2003.
3. *Id.*, *Que pense Allah de l'Europe ?*, Gallimard, 2004, p. 43.
4. Jean Baubérot, « L'acteur et le sociologue : la commission Stasi », in Delphine Naudier et Maud Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011, p. 102-103.
5. « La burqa, une "prison ambulante" », *Libération*, 17 juin 2009.
6. Cité par J. Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, *op. cit.*, p. 42.
7. R. Liogier, *Une laïcité « légitime »*, *op. cit.*, p. 153-172.
8. L'enquête menée par Agnès De Féo porte sur une centaine de femmes voilées, dont elle a suivi le parcours depuis 2008. Elle a donné lieu à deux films ethnographiques : *Sous la burqa* (2010) et *Niqab hors la loi* (2011, Sasana Productions).
9. <[www.projet-ump.fr/](http://www.projet-ump.fr/)>.
10. Catherine Coroller, « Baby Loup : un voile entre deux mondes devant les prud'hommes », *Libération*, 9 novembre 2010 ; Alain Gresh, « La crèche Baby Loup, la laïcité et les femmes », *Les Blogs du Diplo*, 12 novembre 2010.
11. <[www.islamophobie.net/](http://www.islamophobie.net/)>.
12. Témoignages de femmes issues de l'enquête menée par Agnès De Féo.
13. Alain Gresh, « Jupe et string obligatoires », *Les Blogs du Diplo*, 20 mars 2011.
14. *Le Monde*/AFP, 1<sup>er</sup> février 2012.
15. Pierre Tévanian a très bien su montrer le caractère sexiste de la chasse antivoile (*Dévoilements. Du hijab à la burqa : les dessous d'une obsession française*, Paris, Libertalia, 2012).
16. Cécilia Gabizon, « Hortefeux prêt à changer le Code de la nationalité », *Le Figaro*, 9 juin 2010.
17. Alain Gresh, « Bocuse et Mitterrand déchus de la nationalité française », *Les Blogs du Diplo*, 10 juin 2010.
18. B. Massignon et V. Riva, *L'Europe, avec ou sans Dieu ?*, *op. cit.*, p. 189-191.
19. « Choice and prejudice : discrimination against muslims in Europe », Amnesty International, avril 2012.
20. S. Alby et B. Bakoula (dir.), « Le regard des Européens sur l'islam », *op. cit.*
21. Franck Frégosi, *L'Islam dans la laïcité*, Paris, Fayard/Pluriel, 2011 [2008].
22. Amina Wadud, *Qur'an and Woman : Rereading the Sacred Text from a Woman's Perspective*, New York, Oxford University Press, 1999 [1992].
23. Voir le bulletin *Focus Genre*, n° 11, « Féminismes islamiques : de la relecture du Coran aux pratiques politiques », décembre 2011.
24. « Analyse : 1989-2009. Enquête sur l'implantation et l'évolution de l'islam en France », *op. cit.*, p. 18-19.
25. *Ibid.*
26. Guy Michelat montre clairement que le degré de « permissivité sexuelle » (la vie en couple sans être marié, l'avortement, l'infidélité conjugale, l'homosexualité) diminue avec le degré d'intégration au catholicisme (Guy Michelat, « Attitudes à l'égard de la sexualité, intégration religieuse et orientations politiques », in C. Dargent, B. Duriez et R. Liogier (dir.), *Religion et valeurs en France et en Europe*, *op. cit.*, p. 45-64). Comme dans l'islam, l'homosexualité reste un tabou chez les catholiques : seuls 20 % des pratiquants interrogés sont tout à fait d'accord pour considérer comme acceptable l'homosexualité, proportion qui remonte à 41 % chez les catholiques non pratiquants (Étienne Schweisguth, « Le libéralisme culturel aujourd'hui », *Le baromètre politique français (2006-2007)*, Cevipof/Ifop/ministère de l'Intérieur, p. 22).
27. <[Muslimlolita.blogspot.com](http://Muslimlolita.blogspot.com)>.
28. « Féminismes islamiques : de la relecture du Coran aux pratiques politiques », *op. cit.*



- [29.](#) Raphaël Liogier, *Souci de soi, conscience du monde. Vers une religion globale ?*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 172-173.
- [30.](#) Isabelle Chapellière, *Éthique et finance en Islam*, Paris, Koutoubia, 2009, p. 235-317.
- [31.](#) R. Liogier, *Souci de soi, conscience du monde, op. cit.*, p. 236-237.
- [32.](#) *Ibid.*, p. 173.
- [33.](#) P. Haenni, *L'Islam de marché, op. cit.*, p. 64-67.
- [34.](#) Samir Amghar, *Le Salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident*, Paris, Michalon, 2011.
- [35.](#) Sur les détails de l'enquête, voir Raphaël Liogier, « Le voile intégral comme *trend* hypermoderne », *Multitudes*, n° 42, p. 14-20.
- [36.](#) Lorraine Ali, « Behind the veil », *The New York Times*, 11 juin 2010.
- [37.](#) Le documentaire ethnographique d'Agnès De Féo, *Niqab hors la loi* (2012) est à cet égard éloquent.
- [38.](#) « Salman Rushdie sans garde du corps. Portrait-Entretien », *Le Monde* 2, juin 2004.

## Conclusion

Les pages qui précèdent n'ont en aucun cas eu pour but de suggérer que tout irait bien dans l'islam, mais seulement de montrer qu'il s'agit d'une religion comme les autres, avec ses modérés et ses fanatiques. Si problème il y a, il n'a rien à voir avec une essence islamique, mais plus banalement avec l'histoire.

Mohammed Arkoun date du XIII<sup>e</sup> siècle le début de la lente régression de la pensée et de la pratique humanistes musulmanes<sup>1</sup>. Je ne remonterai pas aussi loin, mais seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle, où règne encore un équilibre relatif entre les puissances européennes (le monde chrétien si l'on veut) et celles du Maghreb/Proche-Orient (le monde musulman). L'entrée de Napoléon Bonaparte en 1799 au Caire est l'événement qui signe la rupture définitive de cet équilibre millénaire. Face aux sociétés musulmanes, les Européens s'imposent sans partage militairement, politiquement, économiquement et culturellement. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ils réduisent toute la région sans difficulté à l'état de colonies ou de protectorats, vassalisant une civilisation entière. L'islamisme, croisement entre le fondamentalisme (revenir aux fondements) et l'eschatologie politique (imposer une société purement islamique) est né de cette humiliation. S'il ne fut pas la seule voie empruntée par le monde musulman pour réagir à ce cataclysme, il a transformé la religion en idéologie de combat sur le modèle des idéologies révolutionnaires occidentales. Dans ce sens, l'islamisme est un produit réactif de la modernité occidentale<sup>2</sup> : à l'orientalisme des conquérants, vision exotique et condescendante de l'Orient, s'oppose l'« occidentalisme<sup>3</sup> » des conquies, vision d'un Occident arrogant et spirituellement décadent contre lequel l'islam promet une revanche.

Les trois grands thèmes de l'occidentalisme islamiste apparaissent à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle : antisémitisme/antisionisme, avec l'idée d'un complot juif mondial ; anticapitalisme puis anti-impérialisme américain ; antimatérialisme (dénonçant en particulier le règne de l'argent et du sexe)<sup>4</sup>. Cette vision du mal venu d'Occident peut s'exprimer dans des versions intellectualisées, comme celle de l'universitaire iranien Ahmad Fardid (1912-1994) inventeur du concept de « *westoxification* » (*gharbzadegi* en farsi, qu'on peut traduire par « peste occidentale »), selon lequel l'Occident matérialiste est un poison létal qui intoxique l'humanité. Fardid, qui étudia en France à la Sorbonne et en Allemagne à Heidelberg, s'inspirait de la notion heideggerienne d'« assombrissement du monde », de « déshumanisation », de « déracinement de l'humanité » par la modernité<sup>5</sup>. Un autre Iranien, Sayyid Muhamud Taleqani (1910-1979), un des principaux inspirateurs de la révolution

islamique, développa l'idée de « nouvelle *Jahiliyya* » inventée quelques années plus tôt par l'idéologue et militant pakistanais Abu-l-A'la Mawdudi (1903-1979). La *Jahiliyya* désigne l'idolâtrie préislamique<sup>6</sup>. L'Occident moderne et matérialiste se caractériserait donc par une nouvelle *Jahiliyya* : contrairement à l'ancienne, celle-ci ne se contente pas d'ignorer Dieu mais le rejette au profit de la nouvelle idolâtrie du marché, phénomène aggravant. Ce concept inspira le poète, idéologue et militant égyptien Sayyid Qutb (1906-1966), membre des Frères musulmans, qui donna à l'islamisme sa pleine dimension d'utopie politique révolutionnaire. Qutb s'adressait aux opprimés, aux laissés-pour-compte du capitalisme et aux victimes du colonialisme<sup>7</sup>. Comme la plupart des grands idéologues de l'islamisme, il n'était néanmoins pas favorable au terrorisme sur les terres occidentales, mais seulement à l'action révolutionnaire dans les pays musulmans corrompus par l'influence occidentale<sup>8</sup>.

Je n'affirme pas que, sans le long conflit qui ravagea l'Afghanistan pendant dix ans de 1979 à 1989, il n'y aurait pas eu de terrorisme islamiste, mais que ce pays montagneux ne serait pas devenu le premier camp de formation des jihadistes qui prendront l'Occident pour cible. Oussama Ben Laden lui-même n'était au début du conflit qu'un envoyé des services secrets saoudiens soucieux d'étendre l'influence du wahhabisme, l'idéologie religieuse d'État de l'Arabie saoudite. Ce n'est que progressivement qu'il prit part à la résistance contre l'invasion soviétique. Résistance conjointement financée, il faut le rappeler, par les Saoudiens et les États-Uniens qui se servaient à l'époque des moudjahidines pour défendre leurs propres intérêts géostratégiques. Pendant cette période, l'Afghanistan est devenu, à la faveur de la guerre froide opposant les deux titans américain et soviétique, le camp d'entraînement principal des futurs terroristes ligés contre l'Occident. Tous les groupes islamistes qui se développeront simultanément ou par la suite, les différentes branches du Jihad islamique (en Palestine, en Égypte, au Yémen), le Hezbollah palestinien, le GIA algérien, sans exception, sont liés à des conflits politiques et géostratégiques. Certes, ces conflits n'auraient pu, à eux seuls, faire de ces organisations des réseaux opérant en Occident. Il fallut la conjonction de plusieurs facteurs. Selon Olivier Roy, le premier d'entre eux est l'échec de l'utopie politique islamiste qui s'est progressivement transformée en mouvement protestataire, visant non pas des cibles religieuses, mais des symboles de ce qui est perçu comme l'impérialisme occidental<sup>9</sup>. Les organisations terroristes islamiques ont pris dans les années 1980, si l'on veut, la place de groupes comme les Brigades rouges italiennes ou la Bande à Baader allemande démantelés à la fin des années 1970. D'une manière plus générale, l'eschatologie sociale islamique s'est substituée au communisme révolutionnaire.

Il est important de noter, puisque seuls les appels au *jihad* sont généralement médiatisés, que les principales autorités religieuses musulmanes de par le monde condamnent sans appel les attentats-suicides au nom de la parole coranique – « Et ne vous tuez pas vous-même » (IV, 28-29) –, de même que le terrorisme dans son ensemble, là aussi au nom du Coran : « Quiconque tuerait une personne innocente sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes » (V, 31-32). Il existe par ailleurs des *fatwa* antiterroristes dont on ne parle jamais, comme celle de l'imam pakistanais Muhammad Tahir ul-Qadri, lancée en 2010, qui condamne sans exception tous les attentats commis au nom de l'islam<sup>10</sup>. Le terrorisme international est un des effets pervers de la globalisation et des nouveaux rapports de force géostratégiques, et nullement une maladie propre à l'islam.

Si l'islam est aujourd'hui l'instrument privilégié du terrorisme, c'est en raison de la blessure narcissique éprouvée par le monde musulman depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est indéniable que les sociétés arabo-musulmanes se trouvent dans une situation de grande fragilité identitaire depuis plus de deux siècles, ayant vécu une rupture traumatique de leur histoire, du récit à travers lequel elles racontaient jusque-là la grandeur de leur civilisation. À cause de cette rupture narrative, une partie du monde musulman est restée bloquée sur son complexe antioccidental<sup>11</sup>.

Jusqu'à quel point peut-on pousser, sinon l'analogie, qui a ses limites, du moins le parallèle avec l'islamo-paranoïa qui se développe actuellement en Europe ? La blessure narcissique n'est-elle pas là encore la clé du mythe ?

En juillet 2010, le sociologue Alain Touraine était invité à une émission de télévision pour parler de l'islamophobie en Europe<sup>12</sup>. Alors qu'il venait de décrier la surmédiation du terrorisme et la thèse du choc des civilisations, la journaliste qui l'interviewait enchaîna en lui demandant si nous ne vivions pas une « période de catastrophes ». Le sociologue répondit sans hésiter que « non [...] au niveau mondial, il n'y a pas de catastrophe. Le monde progresse, le monde est en croissance [...] ». La journaliste l'interrompit alors ; parce qu'il ne répondait manifestement pas à sa question, elle lui précisa qu'elle voulait parler de « valeurs » et nullement d'économie. Mais le sociologue s'obstina sur la même voie : « [...] le monde va de mieux en mieux, sauf l'Europe. Même les Américains se sont redressés après la crise financière », alors que les États européens « ne sont pas capables de se gérer et de dominer les problèmes [...]. S'il y avait une catastrophe, elle serait européenne [...]. L'Union européenne est un pouvoir faible, presque inexistant, alors qu'aux États-Unis il y a un pouvoir. Dans d'autres pays, en Chine, en Inde, il y a des pouvoirs [...] ». Pour la journaliste, Touraine était décidément hors sujet et devait être recadré : « Revenons à la religion », insista-t-elle... Le message était pourtant au cœur du sujet. Parce que l'Europe est faible, que les Européens se sentent menacés par la globalisation, qu'ils ne réussissent plus à courir en tête dans la compétition mondiale, ils ont besoin de désigner un ennemi intérieur.

Il faut bien comprendre ce qu'a été l'Europe pour saisir l'étendue du désastre actuel et du désarroi qui en résulte. Nous n'avons pas affaire à une civilisation comme les autres qui aurait simplement dominé d'autres sociétés. L'Europe a *arraisonné* le monde, pour reprendre une notion heideggerienne. Elle a déraciné les cultures en les réduisant à des folklores. Elle est devenue le monde. Le phénomène est unique dans l'histoire. Aujourd'hui encore un Chinois qui veut sérieusement étudier la musique finira par s'entraîner à jouer du Beethoven ou du Mozart, autrement dit à s'acclimater au « génie » européen. De même pour la peinture, la danse ou encore la science. Un homme d'affaires, qu'il soit japonais ou congolais, s'habillera à l'européenne en costume-cravate. La culture européenne est devenue la référence mondiale. L'humanité a été littéralement possédée par l'Europe, au sens où un corps pourrait être possédé par un esprit. Le processus de globalisation jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle ne fait que décrire la fulgurante prise de possession universelle de l'Europe. Pourquoi parle-t-on de Première Guerre mondiale pour un conflit somme toute européen qui opposa la France et l'Allemagne ainsi que leurs alliés respectifs ? Parce que, à l'époque, le monde se résumait à l'Europe. Mais alors que le Vieux Continent se relevait péniblement de l'hécatombe de 14-18, une nouvelle puissance prenait le dessus : les États-Unis. À peine vingt ans plus tard, en 1939, éclatera une

nouvelle guerre d'une ampleur encore supérieure, qui finira de consacrer la prééminence de l'Amérique.

Alors que la supériorité économique des États-Unis apparaît incontestable et que le dollar domine sans partage les échanges internationaux, seule la puissance de frappe militaire du géant américain sera encore contrebalancée un temps par celle du bloc de l'Est agrégé autour de l'Union soviétique, mais celle-ci s'effondrera à son tour à partir de 1989. Dans ce nouveau concert international, l'Europe parviendra néanmoins à conserver une place de choix, symbolique, celle de conscience morale de l'humanité. Entre une Amérique paternaliste et un tiers-monde infantilisé, elle deviendra une sorte de psychanalyste global qui étend le reste de l'humanité sur le divan, qui s'octroie le droit de juger le monde en se portant garante d'une universalité morale, de l'héritage des Lumières<sup>13</sup>. À la fois du côté de l'Amérique et critique de l'Amérique, elle continuera ainsi à être écoutée comme on respecte l'avis d'un vieux sage. Or c'est cette ultime prérogative qu'elle n'est plus en mesure aujourd'hui de conserver.

Ce n'est pas le 11 septembre 2001 qui marque pour l'Europe son entrée dans le nouveau millénaire, mais le 20 mars 2003, lorsque les États-Unis décident d'envahir l'Irak sans son assentiment. Voilà le grand tournant. Les Européens n'ont plus aucun privilège, même plus celui que leur garantissaient les reliques de leur grandeur révolue.

Nous vivons « la disparition du monde tel que l'a toujours conçu l'esprit européen », affirme le philosophe Jean-François Mattéi<sup>14</sup>. Depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle, le continent européen est hanté par la mort. Il est destitué *par* son propre universalisme, et destitué par conséquent purement et simplement *de* son universalisme, voué à redevenir une partie du Globe comme les autres et peut-être moins importante que certaines autres comme la Chine ou l'Inde, une simple partie de ce monde qui fut le sien, qu'il s'appropriait matériellement et culturellement, condamné à redevenir une simple fraction de cette humanité qui fut son projet. La France éprouve plus douloureusement cette banalisation parce qu'elle s'est voulue le centre de la modernité européenne, son inspiration politique et philosophique, écrivant son histoire à travers le mythe de son exception.

Comme un malade qui se prendrait pour Napoléon, mais qui aurait vraiment été Napoléon et ne serait plus qu'un simple citoyen, l'Europe est nostalgique de sa gloire passée. C'est pourquoi le nouveau populisme européen n'est plus nationaliste mais européeniste. Comment continuer à exister ? Comment retrouver le lustre d'antan ? Avec une monnaie unique qui pourrait devenir l'étendard d'une puissance européenne ranimée face au dollar ? Mais l'euro n'a pas réussi la percée escomptée et la banqueroute grecque n'a rien arrangé. La solution est peut-être dans une fédéralisation : exister ensemble comme un bloc continental puisque, séparément, en tant que nations, ce n'est plus possible. Encore faudrait-il s'entendre sur une Constitution commune. Reste alors l'héritage culturel, qu'il s'agit toutefois, pour le faire fructifier, de définir. D'où le consensus qui se dégage autour des « racines chrétiennes de l'Europe » et de la philosophie des Lumières qui, indépendamment de leur hypothétique continuité mais surtout des conflits que la religion et la rupture révolutionnaire n'ont cessé d'instaurer entre les Européens, semblent désigner l'islam comme altérité radicale.

L'ultime palier, ontologique, du mythe de l'islamisation, témoigne de cette érosion du sens européen, d'une perte dont il faut trouver la cause, qui ne peut être le banal produit d'une évolution historique concrète dont les Européens seraient responsables, et doit par conséquent être le fruit d'une intention secrète. En cela le Musulman métaphysique à la fois nourrit et

résorbe la neurasthénie européenne. À travers lui, un ordre secret est conféré au désordre apparent dans lequel l'islamo-paranoïaque a peur de sombrer. Mieux vaut un sens terrifiant que pas de sens du tout. Il ne souffre plus désormais pour rien. Il oublie même qu'il souffrait surtout du *rien*. Une bataille peut être menée puisqu'il y a un ennemi. Le mythe de l'islamisation redonne un sens aux choses. Que faire lorsque les nouvelles générations de Français ne connaissent plus l'hymne national, lorsque le sentiment d'appartenance à une patrie partout en Europe se disloque, que les regards étrangers ne sont plus dirigés vers l'Europe comme vers le centre du monde ? Que faire lorsque, au-delà de la foi dans l'identité nationale, c'est la foi dans l'intérêt de l'existence qui s'étiole, qu'autour de soi les églises se vident, qu'on en veut à ceux qui ne les remplissent pas, qu'on s'en veut donc à soi-même ? Alors qu'*en face*, ostensiblement, comme une provocation, d'autres redoublent de ferveur spirituelle. Ces mosquées *trop* pleines sont une insulte permanente à *notre* souffrance. Le voile, fier de s'exhiber, semble narguer à la fois le nihilisme neurasthénique et l'identité chrétienne moribonde des Européens.

Le paranoïaque antimusulman a néanmoins besoin du Musulman parce qu'il lui redonne une cause, une raison de lutter. Si nous souffrons, c'est que quelque part le Musulman tire les ficelles. Il y a donc des ficelles ! La peur abyssale du vide devient soudain l'angoisse de quelque chose à quoi l'on peut s'agripper, sur quoi l'on peut agir et contre quoi l'on peut se rassembler. C'est bien parce que les Européens ont de plus en plus de mal à croire en eux-mêmes que les musulmans, réputés sûrs de leur foi et de leur identité, sont devenus à leurs yeux ceux qui croient trop ostentatoirement en eux. Comment expliquer, si nous n'en étions pas là, que l'on ait pu débattre publiquement, et le plus sérieusement du monde, dans plusieurs pays d'Europe, sur la hauteur des minarets qui ne doit sous aucun prétexte dépasser celle des clochers des églises, ainsi que le déclara Angela Merkel en 2007<sup>15</sup> ?

Et comment comprendre l'enjeu des débats publics sur les identités nationales qui se sont tenus dans toute l'Europe au cours de la dernière décennie autrement que par l'urgence d'exorciser leur inexorable effacement ? Partout, les musulmans y ont joué le rôle clé d'intégrateur négatif. Les Européens ne savent plus qui ils sont, mais ils croient savoir qui ils ne sont pas ou ne veulent pas devenir. Et c'est ce qu'ils disent aux musulmans lorsqu'ils leur reprochent de résister à l'assimilation totale, c'est-à-dire à la dissolution de leur être concret avec toutes ses caractéristiques.

Ce qui est refusé, c'est tout simplement l'entrée dans une citoyenneté concrète et complète : le droit de *prendre part*. Tout se passe comme si nous, Européens dits de souche, participions à un repas de famille, entre nous, avec quelques invités qui, eux, ne sont que des invités. Qu'ils possèdent ou non officiellement la citoyenneté, ces convives-là doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas prendre part à l'évolution de nos coutumes, de nos modes de vie, mais doivent se contenter de les suivre et de les *assimiler*. Argument typique du repas de famille se référant aux musulmans, dont la majorité est née en Europe, entendue à l'envi : « Qu'*ils* mangent halal, qu'*ils* s'habillent comme *ils* veulent, mais chez *eux*, qu'*ils* ne viennent pas *nous* imposer *leur* mode de vie. »

Les musulmans ne sont plus simplement les boucs émissaires des crises économiques et sociales nationales, mais d'une crise d'identité européenne. Ils sont otages du sentiment d'impuissance, de la blessure narcissique du Vieux Continent, présumés coupables d'un déclin irréversible. Le théâtre tragique de l'islamisation se transforme alors en tribunal

vindicatif pour prononcer son verdict : à cause de l'ennemi musulman, non pas à cause de la marche du monde, non pas à cause de la concurrence des superpuissances montantes, l'Europe ne sera plus jamais ce qu'elle a été.

1. M. Arkoun, *Humanisme et islam. Combats et propositions*, op. cit.
2. Bruno Étienne, *L'Islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.
3. I. Buruma et A. Margalit, *L'Occidentalisme*, op. cit., p. 111-147.
4. G. Cruçon, K. Haddad, M. Niculescu, J.-C. Pancrazi, F. Robert et E. Tappon, « La haine de l'Occident. Reprise du discours occidental dans les discours antioccidentaux musulmans », rapport de recherche pour le Master « Religion et société », IEP d'Aix-en-Provence, mai 2007.
5. I. Buruma et A. Margalit, *L'Occidentalisme*, op. cit., p. 56-58.
6. *Ibid.*, p. 125-126.
7. Olivier Carré, *Mystique et politique. Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, Frère musulman radical*, Presses de la FNSP/Cerf, 1984.
8. I. Buruma et A. Margalit, *L'Occidentalisme*, op. cit., p. 127.
9. Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Fayard, 2011.
10. AFP, 2 mars 2010.
11. Cette hypothèse de la rupture narrative est défendue par Mohammed Arkoun (entretiens avec Rachid Benzine et Jean-Louis Schlegel), *La Construction humaine de l'islam*, Paris, Albin Michel, 2012.
12. « Alain Touraine on Europe and Islam », *Euronews*, 2 juillet 2010.
13. Raphaël Liogier, « Vers le familialisme global. La famille mondiale après l'État-nation », *Cités*, n° 18, « Le dépérissement de l'État », 2004.
14. Jean-François Mattéi, *Le Regard vide. Essai sur l'épuisement de la culture européenne*, Paris, Flammarion, 2007, p. 119.
15. B. Massignon et V. Riva, *L'Europe, avec ou sans Dieu ?*, op. cit., p. 190.

## Remerciements

Je tiens tout spécialement à remercier mon éditeur, Bruno Auerbach, pour ses suggestions, corrections, aménagements, bref pour son engagement de tous les instants sans lequel ce livre n'aurait pu voir le jour.

R. Liogier